



## VALNEVA

Société Européenne à directoire et conseil de surveillance

Capital social: € 11 383 243,14

Siège social: 70, rue Saint Jean de Dieu, 69007 Lyon

R.C.S. Lyon 422 497 560

### RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 JUIN 2016 SUR LES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

---

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, à l'effet de vous rendre compte de l'activité de notre société « Valneva SE » (ci-après « **la Société** ») et de ses filiales (ci-après désignés ensemble « **Groupe** », « **Groupe Valneva** » ou « **Valneva** »), durant l'exercice clos le 31 décembre 2015, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés annuels dudit exercice.

Les comptes sociaux et consolidés de l'exercice et le rapport ont été soumis à l'examen du conseil de surveillance. Il vous sera également donné lecture du rapport du conseil de surveillance.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leurs rapports toutes informations quant à la régularité des comptes sociaux et consolidés qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

#### LE DIRECTOIRE

**Thomas LINGELBACH**  
Président du directoire

**Franck GRIMAUD**  
Directeur Général



## TABLE DES MATIERES

<b>1. SITUATION DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE DURANT L'EXERCICE ÉCOULÉ</b>	<b>6</b>
1.1 Présentation du Groupe Valneva	6
1.2 Activités du Groupe : événements marquants du Groupe au cours de l'année 2015	6
1.2.1 Acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques	7
1.2.2 Confirmation du lancement et du financement de BliNK Biomedical	8
1.2.3 Octroi d'une licence exclusive mondiale à Immune Targeting Systems pour l'utilisation de l'adjuvant IC31® dans le développement de vaccins contre l'hépatite B	9
1.2.4 Signature d'un accord de licence exclusif sur la lignée cellulaire EB66® pour la production de vaccins humains et vétérinaires en République populaire de Chine	9
1.2.5 Approbation au Japon d'un vaccin prototype contre la grippe, produit sur la lignée cellulaire EB66®	10
1.2.6 Reprise du contrôle de la commercialisation et de la distribution d'IXIARO®	10
1.2.7 Renouvellement des mandats des membres du directoire de Valneva SE	11
1.2.8 Signature d'accords de marketing et de distribution avec PaxVax	11
1.2.9 Signature de contrats de distribution et de services avec VaxServe pour le marketing et la distribution du vaccin contre l'encéphalite japonaise IXIARO® aux Etats-Unis	11
1.2.10 Résultats positifs de Phase II pour le candidat vaccin de Valneva contre le <i>Clostridium difficile</i>	12
1.2.11 Point sur le vaccin DUKORAL® au Canada	13
1.3 Filiales et participations	13
1.3.1 Filiales	14
1.3.2 Participations	16
<b>2. ÉVOLUTION DES AFFAIRES, DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE</b>	<b>17</b>
2.1 Groupe Valneva (Normes IFRS)	17
2.2 Société Valneva SE (Comptes sociaux)	21
<b>3. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE</b>	<b>23</b>
<b>4. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE À LAQUELLE LE RAPPORT EST ÉTABLI</b>	<b>24</b>
4.1 Autorisation de mise sur le marché du vaccin de Valneva contre l'encéphalite japonaise, à Taïwan, par le biais de son partenaire commercial Adimmune	24
4.2 Succès dans l'établissement du réseau de marketing et distribution mondial de Valneva	24
4.3 Evaluation du développement d'un vaccin contre le virus Zika, alors qu'il se propage dans les Amériques	25



4.4	Signature d'un contrat de 42 millions de dollars US avec le gouvernement américain pour la fourniture du vaccin IXIARO® .....	26
5.	PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE .....	26
6.	RISQUES FINANCIERS .....	30
7.	PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT .....	30
8.	RÉSULTATS (ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES) DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES .....	31
9.	RAPPEL DES DIVIDENDES ANTÉRIEUREMENT DISTRIBUÉS.....	32
10.	DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT.....	32
11.	DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS.....	32
12.	RÉPARTITION DU CAPITAL .....	33
13.	PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL .....	33
13.1	Proportion de l'actionnariat salarié au sein du capital de la Société .....	33
13.2	Options de souscription ou d'achat d'actions et actions gratuites.....	33
13.2.1	Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société .....	33
13.2.2	Plans d'attribution gratuite d'actions .....	39
13.3	Plan d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles 2015-2019 .....	42
14.	PRISES DE PARTICIPATION SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS ; PRISES DE CONTRÔLE DE TELLES SOCIÉTÉS .....	45
15.	ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE .....	45
15.1	Structure du capital de la Société au 31 décembre 2015 .....	45
15.2	Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote au aux transferts d'actions ; clauses de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce.....	47
15.2.1	Restrictions relatives au droit de vote double .....	47
15.2.2	Restrictions relatives aux droits de vote exerçables au cours d'une Assemblée Générale .....	47
15.2.3	Clauses de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce .....	48
15.3	Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont la Société a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce .....	48
15.3.1	Déclarations du Groupe Familial Grimaud.....	48
15.3.2	Déclaration de franchissements de seuils de Novartis AG par suite d'une cession d'actions Valneva à la société Glaxo Group Limited et de diverses augmentations de capital de la Société .....	51



15.3.3 Déclaration de franchissement de seuil du groupe Glaxo SmithKline (« Groupe GSK ») par suite d'acquisition d'actions Valneva détenues par des sociétés du groupe Novartis.....	52
15.3.4 Déclarations de l'EPIC BPI-Groupe.....	53
15.3.5 Déclaration de franchissements de seuils de la Caisse des Dépôts et Consignations (« CDC ») par suite de l'attribution de droits de vote double, et déclaration d'intention .....	54
<b>15.4 Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux ; description de ces droits de contrôle spéciaux.....</b>	<b>55</b>
<b>15.5 Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier .....</b>	<b>55</b>
<b>15.6 Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote .....</b>	<b>55</b>
<b>15.7 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la Société .....</b>	<b>57</b>
<b>15.8 Pouvoirs du directoire, en particulier pour l'émission ou le rachat d'actions .....</b>	<b>57</b>
15.8.1 Délégations en matière d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites en cours de validité .....	57
15.8.2 Autorisations de programmes de rachat et d'annulation d'actions de la Société en cours de validité .....	58
15.8.3 Autres délégations en cours de validité .....	59
<b>15.9 Accords conclus par la Société, qui sont modifiés ou qui prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société.....</b>	<b>61</b>
<b>15.10 Accords prévoyant des indemnités pour les membres du directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse, ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique .....</b>	<b>61</b>
<b>16. RACHATS D'ACTIONS .....</b>	<b>62</b>
16.1 Programme de rachat mis en œuvre au titre d'un contrat de liquidité.....	62
16.2 Actions autodétenues au titre du « Droit de Retrait » mis en œuvre lors de la fusion du 28 mai 2013 avec la société Intercell AG .....	62
<b>17. AJUSTEMENTS SUR TITRES DE CAPITAL OU SUR VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ .....</b>	<b>64</b>
<b>18. TABLEAU DES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL.....</b>	<b>65</b>
<b>19. MANDATS AU COURS DE L'EXERCICE 2015.....</b>	<b>66</b>
19.1 Mandats des membres du directoire.....	66
19.2 Membres du conseil de surveillance.....	69
<b>20. RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE .....</b>	<b>78</b>
20.1 Rémunération des membres du directoire .....	79
20.1.1 Présentation individualisée des rémunérations .....	79
20.1.2 Options de souscription ou d'achat d'actions .....	82



20.1.3 Actions gratuites.....	82
20.1.4 Synthèse des rémunérations attribuées aux membres du directoire .....	84
20.1.5 Indemnités ou avantages dus aux mandataires sociaux à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions.....	85
<b>20.2 Rémunération des membres du conseil de surveillance.....</b>	<b>94</b>
<b>21. OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ .....</b>	<b>95</b>
<b>22. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN MANDATAIRE OU UN ACTIONNAIRE DÉTENANT PLUS DE 10% DES DROITS DE VOTE ET UNE FILIALE DE LA SOCIÉTÉ (HORS CONVENTIONS COURANTES) .....</b>	<b>97</b>
<b>23. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET SOCIÉTALES .....</b>	<b>98</b>
23.1 Rapport RSE .....	98
23.2 Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant .....	146
<b>24. MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT .....</b>	<b>150</b>

## 1. SITUATION DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE DURANT L'EXERCICE ÉCOULÉ

### 1.1 Présentation du Groupe Valneva

Valneva est une société de vaccins totalement intégrée, spécialisée dans le développement, la production et la commercialisation de vaccins innovants et dont la mission est de protéger la vie des personnes contre les maladies infectieuses, grâce à la médecine préventive.

Le Groupe s'attache à générer de la valeur grâce à des investissements ciblés en Recherche & Développement (« **R&D** ») sur des candidats produits prometteurs et à une croissance de la contribution financière de ses produits commerciaux, avec pour objectif d'atteindre l'équilibre financier.

Le portefeuille produits de Valneva inclut deux vaccins du voyageur : un premier contre l'encéphalite japonaise, dénommé IXIARO<sup>®</sup>, et un second, dénommé DUKORAL<sup>®</sup>, pour la prévention du choléra, et dans certains pays, pour la prévention de l'infection à l'*Enterotoxigenic escherichia coli* (« **ETEC** ») ou de la diarrhée causée par l'ETEC.

Le Groupe est également propriétaire de vaccins en développement contre le *Pseudomonas aeruginosa*, le *Clostridium difficile* et la borreliose de Lyme.

Divers partenariats avec les plus grandes sociétés pharmaceutiques, portant notamment sur des vaccins en cours de développement sur les plateformes technologiques innovantes de Valneva (la lignée cellulaire EB66<sup>®</sup>, l'adjuvant IC31<sup>®</sup>), viennent renforcer la proposition de valeur du Groupe.

Le Groupe compte à ce jour plus de 400 employés et exerce ses activités depuis la France, l'Autriche, le Royaume-Uni, la Suède et le Canada.

Valneva SE, dont le siège social est situé à Lyon, est cotée sur Euronext-Paris et à la bourse de Vienne.

### 1.2 Activités du Groupe : événements marquants du Groupe au cours de l'année 2015

Les événements marquants du Groupe, survenus au cours de l'année 2015, sont les suivants :

- + Acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL<sup>®</sup>, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques ;
- + Confirmation du lancement et du financement de BliNK Biomedical ;
- + Octroi d'une licence exclusive mondiale à Immune Targeting Systems pour l'utilisation de l'adjuvant IC31<sup>®</sup> dans le développement de vaccins contre l'hépatite B ;
- + Signature d'un accord de licence exclusif sur la lignée cellulaire EB66<sup>®</sup> pour la production de vaccins humains et vétérinaires en République populaire de Chine ;
- + Approbation au Japon d'un vaccin prototype contre la grippe, produit sur la lignée cellulaire EB66<sup>®</sup> ;
- + Reprise du contrôle de la commercialisation et de la distribution d'IXIARO<sup>®</sup> afin d'améliorer la marge et la rentabilité de Valneva ;
- + Renouvellement des mandats des membres du directoire de Valneva SE ;
- + Signature d'accords de marketing et de distribution avec PaxVax ;
- + Signature de contrats de distribution et de services avec VaxServe pour le marketing et la distribution du vaccin contre l'encéphalite japonaise IXIARO<sup>®</sup> aux Etats-Unis ;
- + Résultats positifs de Phase II pour le candidat vaccin de Valneva contre le *Clostridium difficile* ;
- + Point sur le vaccin DUKORAL<sup>®</sup> au Canada.

### 1.2.1 Acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques

#### Signature de l'accord d'acquisition « Sale and Purchase Agreement »

Le 5 janvier 2015, Valneva a annoncé la signature d'un accord dénommé « Sale and Purchase Agreement » avec Crucell Holland B.V., afin d'acquérir Crucell Sweden AB, les actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, ainsi que les activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques (« l'Acquisition »). Cet accord inclut notamment les activités de production du vaccin DUKORAL® situées à Solna (Suède), ainsi que le transfert d'environ 115 employés (en équivalent temps plein) au sein du Groupe Valneva.

Cette transaction, dont le montant total a été fixé à €45 millions environ, a ainsi pour objectif :

- + de renforcer le portefeuille de produits de Valneva, comprenant un vaccin contre l'encéphalite japonaise, par la création d'une masse critique dans les vaccins du voyageur et l'acquisition d'infrastructures commerciales ;
- + d'acquérir des actifs générateurs de trésorerie et ayant un potentiel de croissance à long terme ;
- + de mettre en place des synergies destinées à soutenir la progression de Valneva vers l'équilibre financier ;
- + de créer un acteur des vaccins totalement intégré ayant une valeur ajoutée rare sur un segment pharmaceutique attractif.

#### Financement de l'Acquisition

Afin de financer cette Acquisition et de continuer à développer ses vaccins en cours d'essai clinique, Valneva a annoncé, le 12 janvier 2015, le lancement d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (« DPS ») des actionnaires, pour un produit brut d'environ €45 millions (« l'Augmentation de Capital »); €30 millions étant dédiés au financement de l'Acquisition, le solde étant ensuite utilisé afin de financer l'intégration des actifs ainsi acquis et de poursuivre le développement des produits en cours d'essai clinique en vue de leur commercialisation.

Dans ce contexte, la Société avait d'ores-et-déjà reçu certains engagements de souscription à l'Augmentation de Capital de la part de deux de ses principaux actionnaires, le Groupe Grimaud La Corbière et Bpifrance Participations, ainsi que de certains fonds gérés par deux investisseurs internationaux spécialisés dans le domaine des sciences de la vie, Athyrium Capital Management LLC et Capital Ventures International, représentant au total €20 millions environ, soit 44% environ du montant envisagé de l'Augmentation de Capital.

#### Principales modalités de l'Augmentation de Capital :

- + Maintien du DPS des actionnaires titulaires d'actions ordinaires, par l'émission de 18 231 466 actions ordinaires nouvelles au prix unitaire de €2,47 (soit €0,15 de nominal et €2,32 de prime d'émission), représentant un produit brut, prime d'émission incluse, de €45 031 721,02 ;
- + Période de souscription des actions nouvelles ouverte du 15 janvier 2015 jusqu'à la clôture de la séance de bourse du 28 janvier 2015 ;
- + Chaque actionnaire détenant des actions ordinaires Valneva a reçu un DPS par action ordinaire enregistrée comptablement sur son compte-titres à la clôture de la séance de bourse du 14 janvier 2015. 34 DPS ont permis aux titulaires de souscrire à titre irréductible à 11 actions ordinaires nouvelles. Les souscriptions à titre réductible ont été autorisées ;





- + Offre ouverte au public uniquement en France.

\*\*\*

Par ailleurs, afin de financer le solde du prix de l'Acquisition, une convention de prêt d'un montant de €15 millions a été conclue entre la filiale suédoise de Valneva SE et Athyrium Capital Management LLC. Ce prêt, garanti par Valneva SE et par des sûretés sur les actifs acquis, est conclu pour une durée de 5 ans et est assorti d'un taux d'intérêt annuel de 11% payable trimestriellement en numéraire.

### **Succès de l'Augmentation de Capital de €45 millions**

Le 4 février 2015, Valneva a annoncé la réalisation, avec succès, de son Augmentation de Capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Le produit brut de l'Augmentation de Capital s'élève à € 45 031 721,02, correspondant à l'émission de 18 231 466 nouvelles actions ordinaires à un prix de souscription unitaire de € 2,47. Le montant total des ordres de souscription pour l'Augmentation de Capital représente environ € 81,1 millions, soit un taux de souscription d'environ 180%.

- + 17 272 706 nouvelles actions ordinaires ont été souscrites à titre irréductible, représentant environ 94,7% des actions nouvelles à émettre.
- + La demande à titre réductible a porté sur 15 551 112 nouvelles actions ordinaires et n'a été en conséquence que partiellement allouée, à hauteur de 958 760 nouvelles actions ordinaires.
- + Taux de souscription portant sur les 18,2 millions d'actions offertes: 180 %.
- + Montant brut: €45 031 721,02.
- + Montant net estimé: €42 millions.
- + Les DPS non exercés sont devenus caducs de plein droit à la fin de la période de souscription, soit le 28 janvier 2015 à la clôture de la séance de bourse.

Suite à la réalisation de l'Augmentation de Capital et conformément à leurs engagements de souscription, les sociétés Groupe Grimaud La Corbière, Bpifrance Participations, Capital Ventures International et Athyrium détenaient respectivement 16,2%, 10%, 3% et 2,1% du capital de la Société<sup>1</sup>.

Le règlement-livraison et l'admission aux négociations des actions ordinaires nouvelles ont été effectués le 6 février 2015.

### **Finalisation de l'acquisition de Crucell Sweden AB**

Le 10 février 2015, Valneva a annoncé la finalisation de l'acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur (Crucell Holland B.V., une filiale de Johnson & Johnson) et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques.

#### **1.2.2 Confirmation du lancement et du financement de BliNK Biomedical**

Le 11 décembre 2014, Valneva et la société britannique BliNK Therapeutics Ltd. ("BliNK Therapeutics") ont annoncé la création d'une société privée spécialisée dans la découverte d'anticorps monoclonaux innovants basée à Lyon, ayant pour dénomination sociale « BliNK Biomedical SAS ».

---

<sup>1</sup> Taux calculés en référence à un capital social total de 74 583 299 actions ordinaires Valneva d'une valeur nominale de €0,15 chacune.



La création de BliNK Biomedical SAS a pour but de donner à l'activité anticorps de Valneva toute la dimension et la visibilité nécessaires pour se développer dans de nouveaux domaines de découverte d'anticorps, autres que ceux des maladies infectieuses, et de représenter ainsi une nouvelle opportunité d'investissement pour de futurs nouveaux actionnaires. La technologie performante de BliNK Biomedical SAS a pour objectif de permettre l'identification de cellules produisant des anticorps pour des cibles difficiles, là où d'autres plateformes auront échoué. Cette technologie de pointe est basée sur la conjugaison de deux plateformes validées, la technologie « IVV » de BliNK Therapeutics et la technologie « VIVA | Screen® » de Valneva, qui ont déjà livré des anticorps humains de très haute qualité. Grâce à la conjugaison de ces deux procédés extrêmement performants, BliNK Biomedical SAS entend posséder une capacité unique de visualisation et d'identification des cellules productrices d'anticorps les plus rares.

La création effective de BliNK Biomedical SAS a été réalisée en janvier 2015, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015. BliNK Biomedical SAS est aujourd'hui détenue à la fois par Valneva SE (à hauteur de 48,2% environ), ainsi que par les investisseurs historiques de Blink Therapeutics (Kurma Biofund I et différents fonds gérés son partenaire, Idinvest), Cancer Research Technology et les fondateurs de BliNK Therapeutics Ltd. (ensemble, à hauteur de 51,8% environ).

### **1.2.3 Octroi d'une licence exclusive mondiale à Immune Targeting Systems pour l'utilisation de l'adjuvant IC31® dans le développement de vaccins contre l'hépatite B**

Le 29 janvier 2015, Valneva et la société britannique Immune Targeting Systems Ltd. (société financée par Novartis Venture Fund, HealthCap, Truffle Capital, Esperante Ventures et London SME, focalisée sur le développement de vaccins contre les virus à fort potentiel de mutation et contre le cancer ciblant les cellules T, en utilisant sa plateforme propriétaire Depovaccine®) ont annoncé la signature d'un accord mondial exclusif.

L'accord octroie à Immune Targeting Systems les droits de recherche, développement et commercialisation de candidats vaccins contre l'hépatite B, en combinaison avec l'adjuvant IC31®, propriété de Valneva.

L'hépatite B est une infection sérieuse du foie causée par le virus de l'hépatite B. Selon la fondation « Hépatite B », près d'un million de personnes décèdent chaque année de l'hépatite B et de ses complications. Aux Etats-Unis, près de 12 millions de personnes ont déjà été infectées (soit 1 personne sur 20). Bien que plusieurs médicaments aient déjà été approuvés pour le traitement de l'Hépatite B Chronique (« HBC »), ils ralentissent seulement le virus et l'éradiquent très rarement. L'identification d'un traitement efficace et complet des infections au virus de l'hépatite B reste un domaine pour lequel le besoin médical est non satisfait.

Les termes financiers de l'accord n'ont pas été communiqués mais incluent un paiement initial. Ces candidats vaccins pourront également générer des paiements d'étapes liés à l'état d'avancement des produits, ainsi que des redevances sur les ventes futures.

### **1.2.4 Signature d'un accord de licence exclusif sur la lignée cellulaire EB66® pour la production de vaccins humains et vétérinaires en République populaire de Chine**

Le 17 mars 2015, Valneva a annoncé la signature d'un accord de licence exclusif avec la société chinoise Jianshun Biosciences Ltd., pour la commercialisation de sa plateforme cellulaire EB66®, dans l'objectif de produire des vaccins humains and vétérinaires destinés au marché de la République populaire de Chine.

Le partenaire, Jianshun Biosciences Ltd., dont le siège social est installé dans la ville de Lanzhou (République populaire de Chine), est l'un des principaux fournisseurs des sociétés biopharmaceutiques chinoises en procédés et en services biopharmaceutiques. Le Dr. Luo Shun,

fondateur et Président de la société, figure parmi « les 1 000 experts étrangers »<sup>2</sup> ayant bénéficié du programme mis en place par le gouvernement central, afin d'inciter ces experts étrangers, reconnus dans leur domaine de compétence, à revenir en Chine pour aider à revitaliser les entreprises chinoises, notamment dans les secteurs high-tech et les services financiers. Le Dr. Luo Shun a travaillé aux Etats-Unis pour le compte d'Amgen et Genentech.

### 1.2.5 Approbation au Japon d'un vaccin prototype contre la grippe, produit sur la lignée cellulaire EB66®

En mars 2014, The Chemo-Sero-Therapeutic Research Institute (« **Kaketsuken** ») avait reçu, pour le Japon, une autorisation de mise sur le marché pour son vaccin contre la grippe pandémique H5N1, premier vaccin humain préventif produit sur la lignée cellulaire EB66®. En septembre 2014, le laboratoire japonais a déposé une demande d'homologation pour un vaccin prototype, c.à.d. un vaccin préparé à l'avance à partir d'une souche virale, et dont l'immunogénicité et l'innocuité ont été confirmées chez l'humain. Lors d'une pandémie déclarée, il peut très vite être adapté en utilisant la souche virale identifiée.

Le 26 mars 2015, Valneva a alors annoncé la réception, par Kaketsuken, de l'autorisation de production et de commercialisation de son vaccin prototype contre la grippe pandémique (vaccin prototype contre la grippe produit sur culture cellulaire avec antigène HA). Ce vaccin prototype produit sur la lignée cellulaire EB66® de Valneva est issu du partenariat de co-développement signé entre Kaketsuken et GlaxoSmithKline (« **GSK** »)<sup>3</sup>.

Cette autorisation permettra, en cas de pandémie de grippe au Japon, la livraison rapide, au Ministère de la Santé, de vaccins antigrippe produits avec la souche identifiée. Kaketsuken a d'ailleurs achevé la construction d'une unité de production ultramoderne dans la ville de Kumamoto. D'une capacité totale de production de plus de 80 millions de doses, elle pourra produire des vaccins pour plus de 40 millions de personnes, dans un délai de six mois après identification de la souche virale ciblée.

### 1.2.6 Reprise du contrôle de la commercialisation et de la distribution d'IXIARO®

Le 22 juin 2015, Valneva a annoncé la reprise du contrôle de la distribution et de la commercialisation d'IXIARO®, son vaccin du voyageur contre l'encéphalite japonaise, en mettant fin à son accord de commercialisation et de distribution avec GSK relatif à l'IXIARO® signé en 2006 avec Novartis Vaccines.

Ce changement important, qui a été rendu possible en raison de clauses contractuelles spécifiques après l'échange d'actifs entre Novartis et GSK, s'inscrit dans la stratégie du Groupe de construire une société de biotechnologie spécialisée dans les vaccins, indépendante et totalement intégrée, et d'exploiter les synergies créées par l'acquisition récente du DUKORAL®, le second vaccin du voyageur de Valneva.

Valneva prévoit ainsi d'améliorer de façon significative, à compter de 2016, sa marge sur les ventes d'IXIARO®, principal contributeur au chiffre d'affaires du Groupe, de même que la rentabilité du produit. Avant de mettre fin à son accord de distribution, Valneva n'intégrait que 50% des ventes d'IXIARO® sur le marché des voyageurs privés et deux tiers des ventes du produit à l'armée américaine. Valneva pourra désormais intégrer 100% des ventes sur les marchés où la société distribue directement le produit, et verra sa marge s'améliorer sur les autres marchés pour lesquels

---

<sup>2</sup> Pour plus d'information: <http://www.china-briefing.com/news/2012/11/22/chinas-long-term-plan-to-import-thousands-of-highly-qualified-foreigners.html>

<sup>3</sup> Les cellules utilisées pour le développement de vaccins ont été produites en utilisant la lignée cellulaire EB66® propriété de Valneva, licenciée en exclusivité à GSK pour la fabrication de vaccins contre la grippe, et sous-licenciée à Kaketsuken.



ont été conclus, par pays, des accords de commercialisation et de distribution. Valneva estime également que le Groupe devrait être en mesure de faire progresser les ventes du produit en entrant sur des marchés sur lesquels IXIARO<sup>®</sup> est approuvé mais actuellement non commercialisé.

Suite à une période de transition, qui s'est achevée pour les Etats-Unis, les pays nordiques, le Canada et la Pologne, et qui devrait s'achever dans les prochaines semaines pour les autres principaux territoires où le produit est distribué, Valneva commercialisera et distribuera son vaccin contre l'encéphalite japonaise en s'appuyant sur ses équipes de ventes et de marketing ainsi que par le biais d'accords de distribution avec des partenaires locaux déjà bien implantés. Valneva s'appuiera notamment sur ses équipes de ventes et de marketing dans les pays nordiques (Suède, Norvège, Danemark et Finlande) que le Groupe a acquis en début d'année 2015 lors du rachat de Crucell Sweden AB (cf. Section 1.2.1 ci-avant), ainsi que sur ses équipes de vente nouvellement constituées en France, en Grande-Bretagne et au Canada. Valneva s'occupe maintenant également de la commercialisation directe d'IXIARO<sup>®</sup> à son client le plus important, l'armée américaine, comme le Groupe l'a fait de 2009 à 2013.

#### **1.2.7 Renouvellement des mandats des membres du directoire de Valneva SE**

Le 26 juin 2015, Valneva a annoncé le renouvellement des mandats des membres du directoire de la Société – Thomas LINGELBACH, *President and CEO*, Franck GRIMAUD, *Deputy CEO*, et Reinhard KANDERA, *CFO* – qui devaient arriver à échéance en juin 2016 ; ils ont ainsi été reconduits par le conseil de surveillance de la Société pour une nouvelle période de 3 ans, soit jusqu'en juin 2019.

#### **1.2.8 Signature d'accords de marketing et de distribution avec PaxVax**

Le 23 juillet 2015, Valneva et la société PaxVax, Inc. ("**PaxVax**"), société américaine intégrée spécialisée dans les vaccins, ont annoncé la signature d'accords de marketing et de distribution pour leurs vaccins du voyageur respectifs, DUKORAL<sup>®</sup> et VIVOTIF<sup>®</sup>.

Selon les termes de ces accords, Valneva assure la promotion et la distribution du vaccin VIVOTIF<sup>®</sup> de PaxVax contre la fièvre typhoïde au Canada et dans les pays nordiques (Suède, Norvège, Danemark et Finlande), tandis que PaxVax assure la promotion et la distribution du vaccin DUKORAL<sup>®</sup> de Valneva contre le choléra en Italie, Espagne et Portugal.

Valneva et PaxVax disposent de forces de ventes et de marketing très expérimentées dans le domaine du vaccin du voyageur. La Société a racheté les activités, très renommées, de distribution de vaccins "SBL Vaccin Distribution" en Suède lors de son acquisition du vaccin DUKORAL<sup>®</sup> en février 2015, et PaxVax dispose d'infrastructures commerciales expérimentées en Italie et en Espagne depuis son acquisition du vaccin VIVOTIF<sup>®</sup> en juillet 2014. Valneva a également créé une nouvelle infrastructure commerciale au Canada où le vaccin DUKORAL<sup>®</sup> est déjà très largement distribué.

#### **1.2.9 Signature de contrats de distribution et de services avec VaxServe pour le marketing et la distribution du vaccin contre l'encéphalite japonaise IXIARO<sup>®</sup> aux Etats-Unis**

Le 9 novembre 2015, Valneva a annoncé la signature de contrats de distribution et de services entre sa filiale américaine Intercell USA et VaxServe, Inc. ("**VaxServe**"), pour le marketing et la distribution du vaccin contre l'encéphalite japonaise de Valneva IXIARO<sup>®</sup> aux Etats-Unis, auprès des clients du secteur privé.

VaxServe est un distributeur de produits de santé aux Etats-Unis et approvisionne les cabinets de médecins, les centres de vaccination, les pharmacies, les cliniques « Santé Voyage » ainsi que les entreprises. VaxServe est une filiale de Sanofi Pasteur, la division vaccins de Sanofi, l'une des plus grandes sociétés mondiales de l'industrie du vaccin. Cette collaboration entre Intercell USA et VaxServe s'inscrit dans la stratégie de Valneva de commercialiser IXIARO<sup>®</sup> soit par le biais de ses

propres infrastructures de vente et de marketing, soit au travers d'accords de distribution avec des partenaires locaux bien implantés, à des conditions favorables.

Selon les termes des contrats de distribution et de services, VaxServe s'occupe du marketing, de la promotion et de la distribution du vaccin contre l'encéphalite japonaise de Valneva exclusivement sur le marché privé américain, à compter du 18 décembre 2015. Dans le cadre de ces accords, Valneva et VaxServe travaillent de concert pour augmenter la part de marché du vaccin IXIARO® sur le marché privé américain. Ces accords n'incluent pas la distribution du vaccin au secteur public américain, c'est-à-dire à l'armée américaine et aux autres agences gouvernementales fédérales, dont Valneva s'occupe directement.

#### 1.2.10 Résultats positifs de Phase II pour le candidat vaccin de Valneva contre le *Clostridium difficile*

Le 30 novembre 2015, Valneva a annoncé des résultats positifs de Phase II pour son candidat vaccin prophylactique contre l'infection au *Clostridium difficile* (« **C. difficile** »).

Les principaux objectifs de l'étude de Phase II ont été atteints. Le candidat vaccin a généré de fortes réponses immunitaires contre les toxines A et B du *C. difficile*, et a démontré un bon profil de tolérance et d'innocuité.

Le candidat vaccin de Valneva cible la prévention de l'infection primaire symptomatique au *C. difficile* (« **ICD** »). Le vaccin vise à produire une réponse immunitaire afin de neutraliser les effets des toxines A et B du *C. difficile*, considérées comme étant principalement à l'origine de l'IDC, qui est en passe de devenir la première cause d'infections nosocomiales potentiellement mortelles dans le monde.

L'étude de Phase II de Valneva sur le *C. difficile* était un essai randomisé, contrôlé par placebo, à simple aveugle et multicentrique, visant à confirmer et obtenir davantage de données sur l'innocuité et l'immunogénicité du candidat vaccin ainsi que les doses de vaccination proposées chez deux tranches d'âge différentes (de 50 à 64 ans et de 65 ans et plus).

Le protocole de l'étude a été conçu en accord avec les autorités réglementaires européennes et américaines afin de faciliter une entrée ultérieure en Phase III.

L'essai, mené en Allemagne et aux Etats-Unis dans le cadre d'une « **IND** » (autorisation de développement clinique) comprenait 500 participants randomisés dans différents groupes d'étude: faible dose du vaccin sans adjuvant, forte dose du vaccin avec ou sans adjuvant (hydroxide d'aluminium) et placebo.

Le vaccin de Valneva s'est révélé immunogène avec toutes les doses et formulations testées, puisque des réponses par anticorps IgG et fonctionnelles (neutralisantes) ont été constatées.

L'étude a atteint son critère principal en termes d'identification dose/formulation, avec le taux de séroconversion le plus élevé<sup>4</sup> contre les toxines A et B à Jour 56. La dose la plus élevée sans adjuvant a généré la réponse immunitaire la plus importante.

Le taux de séroconversion observé sur cette population âgée et difficile à vacciner est apparu à un niveau de réponse suffisant et en ligne avec les données publiées d'essais cliniques de vaccins prophylactiques comparables contre le *C. difficile*.

Le vaccin a démontré un bon profil d'innocuité, a été généralement bien toléré chez tous les groupes ayant été vaccinés et aucune réaction locale importante n'a été constatée dans aucun des groupes. Les événements indésirables (profil EI) pour toutes les doses / formulations testées s'inscrivent à un niveau comparable à d'autres vaccins bien tolérés.

---

<sup>4</sup> Quatre fois plus d'IgG par rapport à la valeur de départ.

La réponse immunitaire et les paramètres d'innocuité vont être étudiés jusqu'à Jour 210 et la clôture de l'étude est attendue au second trimestre 2016.

Le programme clinique du vaccin *C.difficile* de Valneva s'inscrit dans le cadre de l'alliance stratégique signée entre Valneva Austria GmbH (auparavant Intercell AG) et Novartis en 2007, puis transférée à GSK début 2015.

#### 1.2.11 Point sur le vaccin DUKORAL<sup>®</sup> au Canada

Le 23 décembre 2015, Valneva a fait un point sur l'intégration des actifs nouvellement acquis liés au vaccin DUKORAL<sup>®</sup>.

Le transfert des activités provenant de Crucell Holland B.V., le vendeur, comprenant l'intégration progressive des services de transition ainsi que l'intégralité du transfert et de l'installation de tous les actifs acquis, a été achevé. La mise en place des synergies avec le reste du Groupe Valneva se poursuit et devrait avoir un impact financier positif en 2016.

En décembre 2015, Valneva a par ailleurs annoncé que l'autorité de Santé canadienne, *Santé Canada*, avait demandé à ce que des modifications soient apportées à la monographie du vaccin DUKORAL<sup>®</sup>. La nouvelle monographie du produit et les indications font désormais référence à la "Prévention de la diarrhée causée par le choléra et/ou LT-ETEC". LT-ETEC est une toxine thermolabile produisant l'*Escherichia coli* entérotoxigène. L'*Escherichia coli* entérotoxigène est une catégorie d'*Escherichia coli* et la principale cause bactériologique de la diarrhée dans les pays développés, ainsi que la cause la plus fréquente de la diarrhée du voyageur.

Valneva estime que la modification des indications du produit et des campagnes de promotion pourrait avoir un impact négatif sur les ventes futures de DUKORAL<sup>®</sup> au Canada. Valneva va continuer à investir dans la croissance des ventes du produit par des efforts promotionnels soutenus et une expansion géographique hors du Canada, mais Valneva s'attend à ce que le potentiel du produit soit plus limité qu'initialement anticipé. Cependant, Valneva estime que le produit devrait générer des flux de trésorerie positifs à compter de 2016 et au-delà.

Afin de refléter les changements commerciaux résultant de l'ajustement des indications de DUKORAL<sup>®</sup> au Canada, Crucell Holland BV et Valneva se sont mis d'accord sur certains changements à apporter au contrat d'acquisition, et notamment sur un ajustement du prix de vente. Crucell Holland BV a renoncé à un dernier paiement de € 10 millions que Valneva devait verser dans le cadre du contrat et a reversé € 15 millions à Valneva sur le prix d'acquisition. La levée du dernier paiement de € 10 millions restant et le remboursement de € 15 millions représentent une réduction de € 25 millions sur le prix d'acquisition, qui passe ainsi de € 45 millions à € 20 millions. Valneva a utilisé le remboursement de € 15 millions pour rembourser en totalité un prêt qui lui avait été accordé par Athyrium Capital Management LLC dans le cadre de cette acquisition. Crucell Holland BV a également pris à sa charge les frais de remboursement anticipé qui s'élevaient à € 3 millions.

### 1.3 Filiales et participations

L'ensemble des filiales et participations de la Société ne concerne que des sociétés membres du périmètre de consolidation du Groupe. Leurs impacts financiers figurent au sein des annexes aux comptes consolidés établis pour l'exercice 2015.



### 1.3.1 Filiales

#### ➤ Valneva Austria GmbH

Valneva Austria GmbH est une filiale à 100% de Valneva SE ayant une activité de recherche dans le domaine de la vaccination, développement de produits (technique/ clinique), gestion de la qualité et des affaires réglementaires, services généraux et administratifs.

Au 31 décembre 2015, l'équipe était composée de 146 salariés.

Les principaux chiffres de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : € 255 872 433,09
- Résultat d'exploitation : € - 6 808 677,90
- Résultat net : € - 9 497 494,56
- Total du bilan : € 368 851 126,33

*(Données selon reporting IFRS, les comptes sociaux (normes GAAP locales) n'étant pas disponibles à la date de publication du présent Rapport de gestion)*

\*\*\*

Valneva Austria GmbH détient elle-même à ce jour 2 filiales à 100%:

- + **Valneva Scotland Ltd.** : la filiale exerce principalement une activité de production du vaccin contre l'encéphalite japonaise IXIARO®/JESPECT®.

Au 31 décembre 2015, l'équipe était composée de 92 salariés.

Les principaux chiffres de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : 8 181 244,91 GBP
- Résultat d'exploitation : 840 756,01 GBP
- Résultat net : 316 270,56 GBP
- Total du bilan : 14 121 642,54 GBP

*(Données selon reporting IFRS, les comptes sociaux (normes GAAP locales) n'étant pas disponibles à la date de publication du présent Rapport de gestion)*

- + **Intercell USA, Inc.** : filiale en charge du marketing et des ventes du vaccin contre l'encéphalite japonaise, à destination de l'armée et du marché privé américains, ainsi que des ventes internationales par l'intermédiaire de partenaires de distribution.

Au 31 décembre 2015, l'équipe était composée de 2 salariés.

Les principaux chiffres de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : - 34 031 632,87 USD
- Résultat d'exploitation : 66 596,93 USD
- Résultat net : - 393 314,11 USD
- Total du bilan : 2 571 755,83 USD

*(Données selon reporting IFRS, les comptes sociaux (normes GAAP locales) n'étant pas disponibles à la date de publication du présent Rapport de gestion)*

A noter : Valneva Austria GmbH a par ailleurs détenu une filiale supplémentaire dénommée Elatos GmbH. Créée en Janvier 2013, cette société avait pour but de mener des activités liées à la plateforme propriétaire eMAB® permettant la découverte d'anticorps monoclonaux. Le 11 novembre 2015, Elatos GmbH a fusionné au sein de sa société mère, Valneva Austria GmbH. Cette opération s'est effectuée conformément à la décision de la Société de ne plus effectuer d'activités R&D relatives aux anticorps monoclonaux.



➤ **Vaccines Holdings Sweden AB (anciennement « Goldcup 10618 AB »)**

Vaccines Holdings Sweden AB est une filiale à 100% de Valneva SE, créée en Décembre 2014 dans le cadre de l'acquisition de Crucell Sweden AB (cf. [Section 1.2.1](#) du présent Rapport de gestion).

Les principaux chiffres des comptes sociaux de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : 275 008 219,06 SEK
- Résultat d'exploitation : 8 411 004,50 SEK
- Résultat net : 115 817 819,06 SEK
- Total du bilan : 516 386 058,07 SEK

*(Données selon reporting IFRS, les comptes sociaux (normes GAAP locales) n'étant pas disponibles à la date de publication du présent Rapport de gestion)*

Vaccines Holdings Sweden AB détient elle-même une filiale à 100%, acquise en février 2015 et aujourd'hui dénommée « Valneva Sweden AB » (anciennement « Crucell Sweden AB »). Basée à Solna, en Suède, cette société est en charge de la production du vaccin DUKORAL<sup>®</sup> et de sa distribution dans les pays nordiques, ainsi que de la distribution de vaccins pour le compte de tiers dans ces pays. Par ailleurs, Valneva Sweden AB fournit des services de R&D, au profit de la société Crucell Holland BV (groupe Johnson & Johnson), relatifs à un vaccin contre la poliomyélite.

Au 31 décembre 2015, l'équipe était composée de 129 salariés.

Les principaux chiffres des comptes sociaux de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : 177 779 554,83 SEK
- Résultat d'exploitation : - 30 725 367,80 SEK
- Résultat net : - 29 946 468,44 SEK
- Total du bilan : 335 806 673,23 SEK

*(Données selon reporting IFRS, les comptes sociaux (normes GAAP locales) n'étant pas disponibles à la date de publication du présent Rapport de gestion)*

➤ **Valneva Canada, Inc.**

Valneva Canada, Inc. est une filiale détenue à 100 % par Valneva SE, créée en janvier 2015 à la suite de l'acquisition du vaccin DUKORAL<sup>®</sup>. Aujourd'hui basée à Montréal au Québec, cette société est en charge des activités de marketing et ventes pour les vaccins VIVOTIF<sup>®</sup>, IXIARO<sup>®</sup> et DUKORAL<sup>®</sup> sur le territoire canadien.

Au 31 décembre 2015, l'équipe était composée de 6 salariés.

Les principaux chiffres des comptes sociaux de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : 46 198,27 CAD
- Résultat d'exploitation : 74 442,57 CAD
- Résultat net : 45 198,27 CAD
- Total du bilan : 8 666 604,57 CAD

*(Données selon reporting IFRS, les comptes sociaux (normes GAAP locales) n'étant pas disponibles à la date de publication du présent Rapport de gestion)*

➤ **Valneva UK Ltd.**

Valneva UK Ltd. est une filiale détenue à 100 % par Valneva SE, créée en octobre 2015 à la suite de la décision de la Société, en juin 2015, de résilier son accord de marketing et de distribution avec GSK et de reprendre les droits de distribution du vaccin IXIARO<sup>®</sup>. Valneva UK Ltd. entend procéder à la commercialisation, à compter de la deuxième quinzaine de Mars 2016, des vaccins DUKORAL<sup>®</sup> et IXIARO<sup>®</sup>, au Royaume-Uni.



Les principaux chiffres des comptes sociaux de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : - 206 456,55 GBP
- Résultat d'exploitation : - 206 456,55 GBP
- Résultat net : - 206 456,55 GBP
- Total du bilan : 5 729,53 GBP

*(Données selon reporting IFRS, les comptes sociaux (normes GAAP locales) n'étant pas disponibles à la date de publication du présent Rapport de gestion)*

➤ **Valneva Toyama Japan K.K.**

Valneva Toyama Japan K.K. (anciennement « Vivalis Toyama Japan K.K. ») est une filiale détenue à 100% par Valneva SE, créée en date du 18 avril 2011 dans le cadre de l'acquisition d'actifs faite auprès de la société japonaise SC World.

Valneva Toyama Japan K.K. est une société qui revêt la forme d'une *Kabushiki Kaisha* au capital de 5 660 000 yens.

Cette filiale, dont l'activité de recherche a été arrêtée fin décembre 2013, s'était engagée dans une étroite collaboration avec le site lyonnais de la Société Valneva SE pour le développement de la plateforme technologique VIVA | Screen® permettant la découverte de nouveaux anticorps.

Au 31 décembre 2015, il restait au sein de l'équipe 1 salarié à temps partiel, en charge des opérations de *Business Development*.

Les principaux chiffres des comptes sociaux de la filiale au 31 décembre 2015 sont:

- Capitaux propres : 5 107 235 JPY
- Résultat d'exploitation : 535 701 JPY
- Résultat net : 580 566 JPY
- Total du bilan : 24 921 601 JPY

### 1.3.2 Participations

Nous vous renvoyons sur ce point à la Section 1.2.2 du présent Rapport de gestion.

## 2. ÉVOLUTION DES AFFAIRES, DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE

### 2.1 Groupe Valneva (Normes IFRS)

#### Informations financières

#### Principales informations financières

En milliers d'euros	12 mois, clos au 31 décembre, (Données auditées)		
	2015	2014	2015 pro forma
Chiffre d'affaires et subventions	83 335	42 429	89 235
Résultat net	(20 617)	(26 272)	(19 341)
EBITDA	(8 492)	(7 364)	-
Flux de trésorerie net lié aux activités opérationnelles	(24 334)	(14 944)	-
Liquidités, dépôts à court terme et titres négociables à la clôture de l'exercice	42 567	29 468	42 567

*Note : Suite à l'acquisition de Crucell Sweden AB et des actifs liés à DUKORAL<sup>®5</sup>, les activités de Crucell Sweden AB ont été intégrées au sein des comptes consolidés du Groupe à compter de la date de finalisation de l'opération, le 9 février 2015. Par conséquent, les résultats financiers des exercices 2015 et 2014 ne sont pas totalement comparables, en raison du fait que l'intégration des opérations de Crucell Sweden AB pour l'exercice 2015 n'a été effectuée qu'à compter du 10 février 2015. Des données pro forma intégrant les activités de Crucell Sweden AB pour l'exercice 2015 et excluant tout effet non récurrent lié à l'acquisition, ont été préparées à titre informatif. Pour toute question concernant les hypothèses retenues pour établir ces données pro forma et la réconciliation en IFRS, nous vous invitons à vous référer à la Note 5.33 des comptes consolidés établis pour l'exercice 2015 disponibles sur le site internet du Groupe ([www.valneva.com](http://www.valneva.com)).*

#### Chiffre d'affaires et subventions

Le chiffre d'affaires de Valneva, subventions incluses, a progressé, passant de € 42,4 millions au cours de l'exercice 2014 à € 83,3 millions pour l'exercice 2015.

Cette augmentation résulte principalement de l'acquisition des activités de Crucell Sweden AB, pour lesquelles le chiffre d'affaires global s'est élevé à € 36,4 millions en 2015 (incluant € 31 millions au titre des ventes de produits et € 5,5 millions au titre des collaborations et licences).

<sup>5</sup> Cf. Section 1.2.1 du présent Rapport de gestion.



Les ventes du produit IXIARO<sup>®</sup>/JESPECT<sup>®</sup> se sont élevées à € 36 millions en 2015, soit une hausse de 8,8% comparé aux ventes du produit en 2014 (pour € 28,1 millions), et ce, malgré la transition opérée pour la mise en place d'un réseau mondial de marketing et distribution, faisant suite à la résiliation de l'accord de marketing et distribution avec GSK en juin 2015<sup>6</sup>. Les ventes du produit DUKORAL<sup>®</sup> se sont élevées à € 21 millions au cours de l'exercice 2015, tandis que € 9,9 millions ont été générés par les activités de distribution de produits pour le compte de tiers.

Le chiffre d'affaires provenant des collaborations et licences s'établit à € 16,8 millions en 2015, contre € 8,8 millions en 2014. L'acquisition des activités de Crucell Sweden AB est venue contribuer à ce chiffre d'affaires à hauteur de € 5,5 millions, en raison principalement de la fourniture de services de R&D au profit de la société Crucell Holland BV (groupe Johnson & Johnson). En dehors du chiffre d'affaires généré par les acquisitions, le chiffre d'affaires provenant des collaborations et licences est passé à € 11,3 millions en 2015, contre € 8,8 millions en 2014. Cette hausse est essentiellement due à la conclusion de nouveaux accords de licence, aux paiements de milestones reçus au titre de la technologie EB66<sup>®</sup>, ainsi qu'à des revenus perçus dans le cadre du partenariat de co-développement avec GSK pour le projet *Pseudomonas*.

Les subventions ont totalisé € 5 millions en 2015, soit une diminution de € 0,5 million comparé à 2014.

### Résultat opérationnel et EBITDA

Les coûts des produits et des services se sont élevés à € 47 millions en 2015, dont € 16,4 millions résultant des ventes d'IXIARO<sup>®</sup>, générant alors 46,6% de marge brute sur le produit. € 18,2 millions des coûts des produits et des services sont liés aux ventes du produit DUKORAL<sup>®</sup>, générant alors une marge brute de 13,3% sur les activités DUKORAL<sup>®</sup> acquises. Cette marge a été réduite par les coûts de sous-activité provenant d'une période de transition des activités de fabrication opérée sur l'année 2015, ainsi que par les effets comptables d'acquisitions (coût des ventes des stocks de produits acquis comptabilisés à leur juste valeur marchande, non au coût de fabrication historique le plus bas). € 7,3 millions des coûts des produits et des services restants sont liés aux activités de distribution de produits pour le compte de tiers et € 5 millions sont liés à des coûts de services fournis. Pour l'exercice 2014 correspondant, les coûts des produits et des services se sont élevés à € 17,1 millions, dont € 15,6 millions relatifs à IXIARO<sup>®</sup> et € 1,6 million relatifs aux coûts de services.

Les dépenses R&D ont atteint € 25,4 millions en 2015, comparé à € 22,2 millions au cours de l'année précédente. Cette augmentation résulte principalement des coûts d'études cliniques, notamment pour la Phase II du candidat vaccin de Valneva contre le *Clostridium difficile* ainsi que pour la Phase II/III du candidat vaccin de Valneva contre le *Pseudomonas*. Ces coûts n'ont été que partiellement compensés par la réduction des dépenses de R&D résultant de l'apport de la technologie VIVA|Screen<sup>®</sup> à BliNK Biomedical SAS au début de l'année 2015<sup>7</sup>.

Les dépenses des activités de marketing et distribution se sont élevées à € 9,1 millions en 2015, comparé à € 2,1 millions en 2014. L'acquisition des activités de Crucell Sweden AB a généré des dépenses de marketing et distribution supplémentaires en 2015. Par ailleurs, les coûts des activités de marketing et distribution ont augmenté en raison de la transition opérée pour la mise en place d'un réseau mondial de marketing et distribution propre à Valneva, suite à la résiliation de l'accord de marketing et distribution avec GSK en juin 2015.

Les frais généraux, administratifs et commerciaux ("SG&A") se sont élevés à € 14,4 millions en 2015, comparé à € 14,1 millions en 2014. Cette hausse est due à des frais SG&A supplémentaires résultant

<sup>6</sup> Cf. [Section 1.2.6](#) du présent Rapport de gestion.

<sup>7</sup> Cf. [Section 1.2.2](#) du présent Rapport de gestion.

de l'acquisition des activités de Crucell Sweden AB, qui ont toutefois été partiellement compensés par des frais SG&A moins élevés au titre des activités historiques.

Le poste « Autres produits et charges » fait apparaître € 0,2 million de dépenses en 2015, contre € 0,4 million de dépenses en 2014.

La dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles sont passées à € 7,3 millions en 2015, comparé à € 12,3 millions en 2014, comprenant € 4,1 millions de dépréciation à l'égard de la technologie VIVA|Screen®.

La perte d'exploitation de Valneva a diminué de € 3,9 millions, soit 16,3%, pour passer à € 19,9 millions en 2015, contre € 23,8 millions en 2014.

L'EBITDA de Valneva s'élève à € - 8,5 millions en 2015, comparé à € - 7,4 millions en 2014. L'EBITDA pour 2015 a été calculé en déduisant les amortissements et dépréciations, pour un montant de € 11,4 millions, de la perte d'exploitation de € 19,9 millions, tel que cela ressort des comptes consolidés condensés établis sous normes IFRS.

### Synthèse par segment d'activité

L'activité de Valneva est divisée en trois segments : « Vaccins Commercialisés », « Technologies et Services » et « Candidats Vaccin ».

Le segment Vaccins Commercialisés, incluant les vaccins mis sur le marché - actuellement IXIARO®/JESPECT® et DUKORAL® - ainsi que les activités de distribution pour le compte de tiers dans les pays nordiques, affiche un bénéfice d'exploitation de € 1,7 million en 2015, comparé à un profit d'exploitation de € 1,1 million en 2014. Hors dépenses d'amortissement au titre d'actifs incorporels acquis, le bénéfice sur ce segment s'est élevé à € 8,4 millions en 2015, comparé à € 7,8 millions en 2014.

Le segment Technologies et Services, incluant EB66®, VIVA|Screen® (en 2014 uniquement), IC31®, ainsi que les activités de licence et de fourniture de services génératrices de chiffre d'affaires, affichent un bénéfice d'exploitation de € 4,1 millions en 2015, comparé à € 7,3 millions de pertes d'exploitation en 2014. Hors amortissements ou dépréciations, le segment Technologies et Services s'est élevé à € 4,6 millions en 2015 et a enregistré une perte de € 1,6 million en 2014.

Le segment Candidats Vaccines, incluant les programmes de R&D visant à générer de nouveaux produits avec un potentiel commercial significatif, tel que les candidats vaccin contre *Pseudomonas aeruginosa* et *C. difficile*, représente actuellement le principal poste d'investissement du Groupe et affiche une perte d'exploitation de € 11,2 millions en 2015, comparé à € 5,2 millions en 2014. Aucune charge d'amortissement ou de dépréciation sur les actifs incorporels n'a été constatée sur ce segment au cours des années 2015 et 2014.

### Résultat net

La perte nette de Valneva en 2015 s'élève à € 20,6 millions, comparé à € 26,3 millions l'année précédente, soit une amélioration de 21,7% équivalent à € 5,7 millions. Les charges financières se sont élevées à € 4,6 millions en 2015 contre € 2,1 millions en 2014. L'augmentation des charges financières résulte principalement d'une hausse des charges d'intérêts liée à un niveau d'endettement supérieur. Le résultat net 2015 inclut également une perte provenant d'investissements au sein de participations effectués à hauteur de € 9 millions pour l'acquisition de 48,2% de l'actionnariat de BliNK Biomedical SAS. L'investissement engagé pour cette spin-off, consistant principalement en l'apport de la technologie VIVA|Screen®, a été entièrement déprécié à la fin de l'année 2015.

Le résultat net de l'année 2015 a été renforcé par un profit sur acquisition (« goodwill négatif ») de € 13,2 millions, lié à l'acquisition des activités de Crucell Sweden AB, y compris de DUKORAL® et des

activités de distribution de vaccins dans les pays nordiques. Ce profit a résulté d'un ajustement effectué en décembre 2015 sur la comptabilisation initiale de l'achat après que *Santé Canada* ait requis des modifications à la monographie du vaccin DUKORAL<sup>®</sup>. Afin de refléter les changements commerciaux résultant de l'ajustement des indications de DUKORAL<sup>®</sup> au Canada, le vendeur, Crucell Holland BV, et Valneva, se sont mis d'accord sur certains changements à apporter au contrat d'acquisition, menant alors à une réduction de € 25 millions sur le prix d'acquisition qui passe ainsi de € 45 millions à € 20 millions<sup>8</sup>. Suite à une réévaluation de la valeur des actifs acquis, il apparaissait que leur juste valeur était supérieure de € 13,2 millions par rapport à la contrepartie d'achat nette totale (« *goodwill* négatif »), ce qui a été rétroactivement enregistré en comptabilité au cours du premier trimestre 2015 en tant que profit sur acquisition.

Une présentation par trimestre (non-auditée) des résultats financiers de l'exercice 2015 (audités) (qui sera aussi utilisée comme données comparatives de l'exercice précédent dans les rapports financiers intermédiaires de 2016) est disponible sur le site internet du Groupe ([www.valneva.com](http://www.valneva.com)). Ces résultats trimestriels diffèrent des résultats publiés précédemment en raison des ajustements rétroactifs sur la comptabilisation de l'acquisition de Crucell Sweden AB au cours du premier trimestre 2015.

### Flux de trésorerie et liquidités

La trésorerie nette affectée aux activités opérationnelles a augmenté pour atteindre € 24,3 millions en 2015 (comparé à € 14,9 millions en 2014). Cela résulte principalement de la perte d'exploitation liée aux activités R&D du Groupe, de l'augmentation du fonds de roulement ainsi que de la hausse des montants d'intérêts dus.

Les dépenses de trésorerie générées par les opérations d'investissement se sont élevées à € 26,6 millions en 2015 et résultent en premier lieu de l'acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL<sup>®</sup>, ainsi que des activités de distribution de vaccins dans les pays nordiques, déduction faite de la trésorerie, ainsi que des participations dans les sociétés affiliées. En 2014, les dépenses de trésorerie générées par les activités de financement se sont élevées à € 2 millions et sont essentiellement liées au produit net résultant d'actifs financiers (instruments financiers et dépôts).

Les gains de trésorerie résultant des activités de financement se sont élevés à € 64,2 millions en 2015, et incluent en premier lieu le produit net résultant de l'augmentation de capital de € 42 millions (après déduction de coûts de transaction à hauteur de € 3,3 millions) effectuée en février 2015<sup>9</sup>, ainsi que le produit net des nouveaux emprunts s'élevant à € 26,5 millions. Les gains de trésorerie générés par les activités de financement en 2014 s'étaient élevés à € 5,3 millions, provenant principalement d'une augmentation de capital à travers l'utilisation d'une *Equity Line*.

Les fonds de liquidité se sont élevés à € 42,6 millions au 31 décembre 2015, comparé à € 29,5 millions au 31 décembre 2014, et comprennent € 38,2 millions d'espèces et quasi-espèces, € 3,7 millions de placements à court-terme et € 0,7 million d'encaisse affectée.

---

<sup>8</sup> Cf. Section 1.2.11 du présent Rapport de gestion.

<sup>9</sup> Cf. Section 1.2.1 du présent Rapport de gestion.

## 2.2 Société Valneva SE (Comptes sociaux)

Les états financiers de la Société pour l'exercice 2015 ont été établis conformément aux règles françaises telles que prescrites par le Comité de la réglementation comptable.

### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ressortent à € 4,4 millions pour l'exercice 2015, contre € 3,2 millions pour l'exercice 2014.

Le chiffre d'affaires s'établit à € 0,83 million en 2015, contre € 1,4 million en 2014.

Les autres produits d'exploitation (essentiellement subventions et revenus de licence) s'élèvent à € 3,5 millions en 2015, contre € 1,8 million en 2014.

### Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ressortent à € 14,6 millions au 31 décembre 2015, contre € 16,6 millions pour l'exercice précédent.

Les achats de matières premières et charges externes représentent € 8,9 millions en 2015, contre € 9,1 millions en 2014. Les achats de matières premières ont diminué de € 0,8 million, tandis que les charges externes sont restées stables.

Les charges de personnel représentent € 3,9 millions en 2015, contre € 4,7 millions en 2014.

Les dotations aux amortissements représentent € 1,3 million en 2015, contre € 2 millions en 2014.

La baisse des charges sur l'ensemble des postes est essentiellement liée au transfert de l'activité anticorps de Valneva SE à la société BliNK Biomedical SAS au 1<sup>er</sup> janvier 2015<sup>10</sup>.

### Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation pour l'exercice 2015 s'établit à € - 10,3 millions, contre € - 13,3 millions pour l'exercice 2014.

### Résultat financier

Le résultat financier ressort à € - 9 millions pour l'exercice 2015, contre € + 0,5 million pour l'exercice 2014.

Il résulte essentiellement de la provision pour dépréciation opérée sur les titres de participation dans la société BliNK Biomedical SAS, pour € 8,9 millions.

### Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel ressort à € - 0,1 million en 2015, contre € - 4 millions en 2014.

En 2014, la renégociation de la dette SC World, liée à la technologie VIVA|Screen<sup>®</sup>, avait généré un produit de € 2,5 millions, tandis que les immobilisations incorporelles liées à cette même technologie avaient été dépréciées pour € 6,7 millions.

### Impôt sur les bénéfices

L'impôt négatif qui apparaît correspond au Crédit d'Impôt Recherche (« CIR »). Il s'établit à € 1,8 million en 2015, contre € 2 millions en 2014.

---

<sup>10</sup> Cf. Section 1.2.2 du présent Rapport de gestion.



### Résultat net

La perte nette de l'exercice 2015 s'établit à € 17,7 millions, contre € 14,9 millions pour l'exercice précédent.

### Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés passent de € 155 millions en 2014, à € 163 millions en 2015 (valeur nette).

Cette augmentation nette résulte principalement de la cession des immobilisations incorporelles et corporelles relatives à la technologie VIVA|Screen® à la société BliNK Biomedical SAS pour € 7,8 millions et de l'acquisition des titres des nouvelles filiales pour € 17 millions<sup>11</sup>.

L'acquisition des titres de la société BliNK Biomedical SAS pour € 9 millions est neutralisée par la provision pour dépréciation de ces titres l'année de leur acquisition.

### Actif circulant

L'actif circulant s'établit à € 58,5 millions en 2015, contre € 44 millions en 2014.

Cette augmentation est principalement due à l'augmentation de l'avance consentie par la Société à sa filiale autrichienne pour € 5 millions, à la nouvelle avance consentie à sa filiale Suédoise pour € 8 millions, à la nouvelle avance consentie à sa filiale Canadienne pour € 1 million, à la diminution du poste « Subventions à recevoir » pour € 1 million, et enfin, à l'augmentation de la position de trésorerie pour € 2,9 millions.

### Capitaux propres

La variation des capitaux propres, passant de € 178,9 millions au 31 décembre 2014, à € 202,8 millions au 31 décembre 2015, fait l'objet d'une description détaillée dans les Annexes aux comptes sociaux établis pour l'exercice 2015 (cf. Annexe 4.3.10).

Le 4 février 2015, Valneva SE a réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Le produit brut de l'augmentation de capital s'est élevé à € 45 millions, correspondant à l'émission de 18 231 466 nouvelles actions ordinaires de la Société à un prix de souscription unitaire de € 2,47<sup>12</sup>.

€ 3,3 millions relatifs aux coûts de l'augmentation de capital ont été imputés sur la prime d'émission.

### Passifs

Le total des dettes est resté stable en comparaison avec l'exercice 2014 et s'élève à € 16 millions au 31 décembre 2015.

Le montant total des emprunts est passé de € 9,6 millions en 2014, à € 8,3 millions en 2015, variation correspondant aux paiements des échéances des emprunts pour € 1,2 million, ainsi qu'à la mobilisation du CIR 2014 compensée par le remboursement du CIR 2011.

Les dettes d'exploitation diminuent et passent de € 2,9 millions pour l'exercice 2014, à € 2,1 millions au 31 décembre 2015. Cette diminution provient essentiellement du poste « Fournisseurs ; charges à payer ».

Les dettes sur immobilisations diminuent pour passer de € 1,6 million fin 2014, à € 0,1 million fin 2015, constatant l'apport de la dette SC World liée à la technologie VIVA|Screen® pour € 1 million.

---

<sup>11</sup> Cf. [Section 1.3](#) du présent Rapport de gestion.

<sup>12</sup> Cf. [Section 1.2.1](#) du présent Rapport de gestion.



## Trésorerie

La trésorerie s'élève à € 12,2 millions au 31 décembre 2015, contre € 9,3 millions l'année précédente.

La trésorerie nette générée par le flux de l'activité ressort à € - 16,6 millions au 31 décembre 2015, contre € + 1.8 million au 31 décembre 2014, ce qui s'explique par :

- + la capacité d'autofinancement de l'exercice 2015 pour € - 6,8 millions ;
- + les avances consenties aux filiales du Groupe pour € - 14 millions ;
- + l'augmentation du compte courant de la filiale Autrichienne pour € + 3,8 millions.

La trésorerie nette générée par le flux des investissements est de € - 20,5 millions en 2015, contre € -13,5 millions en 2014. Ceci s'explique principalement par :

- + € 2 millions décaissés pour l'achat des titres de la société BliNK Biomedical SAS (la valeur des titres de € 9 millions étant par ailleurs rémunérée par l'apport de la technologie VIVA|Screen® (immobilisations pour € 7,5 millions, stock pour € 0,5 million et transfert de la dette SC World pour € - 1 million)) ;
- + €17 millions décaissés pour l'acquisition des titres des nouvelles filiales de la Société.

La trésorerie nette générée par le flux des opérations financières est de € 40 millions en 2015, contre € 7 millions en 2014. Cela s'explique par l'augmentation de capital de février 2015 pour € 42 millions, et le remboursement des emprunts pour € - 1,2 million.

## 3. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe met en place des objectifs financiers et opérationnels pour l'exercice en cours et ceux à venir.

Lors de la préparation de ses objectifs, la direction du Groupe a utilisé les mêmes règles comptables que celles retenues pour ses états financiers conformes aux normes IFRS.

Sur la base des informations actuellement disponibles, le Groupe a arrêté les objectifs financiers suivants pour 2016 :

- + Valneva prévoit un accroissement de son chiffre d'affaires global IFRS en 2016, qui devrait se situer entre € 90 et € 100 millions, dont € 70 à € 80 millions de vente de produits, soit une hausse potentielle de 30% des ventes de produits comparée à 2015. Valneva prévoit que plus de 60% du prévisionnel des ventes de produits soit générés par ses propres équipes commerciales ;
- + le Groupe prévoit une croissance continue des ventes d'IXIARO®/JESPECT® qui devraient s'élever à environ € 50 millions en 2016, contre € 30,6 millions en 2015 ;
- + Valneva prévoit par ailleurs une marge brute sur ses ventes de produits d'environ 50% en 2016, grâce à la mise en place de son propre réseau de marketing et distribution au cours de l'année 2015 ;
- + le Groupe va continuer à progresser vers l'autonomie financière et prévoit de réduire sa perte EBITDA à moins de € 5 millions tout en continuant d'investir environ € 25 millions en R&D.

Sur la base des informations actuellement disponibles, le Groupe a arrêté les objectifs à long-terme suivants :

- + Valneva prévoit un accroissement de son chiffre d'affaires issu de produits existants ou futurs à environ € 250 millions à l'horizon 2020, tout en dégagant une trésorerie cumulée positive ;

- + Le Groupe va continuer à générer de la valeur au travers de ses activités de R&D et prévoit d'investir environ 20% de son chiffre d'affaires annuel dans un portefeuille innovant de projets de R&D, avec au minimum un candidat en phase clinique à chaque étape de développement d'un produit.

Afin d'atteindre ces objectifs, la stratégie de Valneva est de conjuguer sa croissance organique positive à des opérations de fusion-acquisition opportunes offrant de nouvelles sources de revenus.

## 4. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE À LAQUELLE LE RAPPORT EST ÉTABLI

### 4.1 Autorisation de mise sur le marché du vaccin de Valneva contre l'encéphalite japonaise, à Taïwan, par le biais de son partenaire commercial Adimmune

Le 11 janvier 2016, Valneva a annoncé que le fabricant de vaccins Adimmune a reçu de l'agence de Santé taïwanaise « TFDA », une autorisation de mise sur le marché pour le vaccin contre l'encéphalite japonaise de Valneva. Ce vaccin devrait être distribué à Taïwan sous la marque JEVAL®.

Cette autorisation de mise sur le marché fait suite à l'accord signé en 2014 entre Valneva et Adimmune, accordant à Adimmune le droit de commercialiser JEVAL® à Taïwan, y compris le droit de procéder localement au remplissage et au conditionnement du vaccin à partir du produit livré en vrac par Valneva.

L'encéphalite japonaise est reconnue comme un problème de santé publique majeur en Asie, et Adimmune travaille de concert avec le centre taïwanais de contrôle et de prévention des maladies depuis plusieurs décennies afin d'approvisionner le territoire avec son vaccin contre l'encéphalite japonaise produit sur cerveaux de souris. Historiquement, les appels d'offres publics représentaient généralement autour de 600 000 doses par an. Cependant, le comité consultatif taïwanais sur les pratiques de vaccination a récemment recommandé l'introduction d'un vaccin plus moderne, produit sur cellules. Un premier appel d'offre, pour un approvisionnement en 2017, devrait être lancé à court terme. Valneva et Adimmune étudieront tout appel d'offre public avec le plus grand soin afin de déterminer leur capacité à y répondre en fonction du cahier des charges.

Afin de pouvoir fournir d'importantes quantités de JEVAL® pour le programme d'immunisation national de Taïwan à un prix compétitif, Adimmune a l'intention de mettre en place localement, au cours des deux prochaines années, une activité de remplissage et de conditionnement du vaccin.

### 4.2 Succès dans l'établissement du réseau de marketing et distribution mondial de Valneva

Le 26 janvier 2016, Valneva a annoncé avoir mis en place avec succès son nouveau réseau mondial de marketing et de distribution. Ce réseau constitue une base solide pour générer une croissance de valeur importante des deux vaccins commerciaux du Groupe IXIARO®/JESPECT® et DUKORAL®.

Valneva réajuste sa prévision de chiffre d'affaires d'IXIARO® en revenant à sa prévision initiale d'environ €30 millions en 2015, grâce à une transition très professionnelle et collaborative et une forte croissance des ventes des distributeurs en 2015. Le Management du Groupe avait initialement estimé que la transition aurait un impact de €5 à 10 millions sur les ventes nettes mais cet effet négatif ne s'est pas matérialisé.

Valneva a acquis une équipe de vente et de marketing dans les pays nordiques en 2015 et a récemment ouvert deux filiales commerciales à Montréal (Canada) et à Londres (Royaume-Uni) avec des équipes de marketing et de distribution qui vont se consacrer au développement des ventes des vaccins du Groupe, IXIARO® et DUKORAL®, ainsi que celles de produits distribués pour le compte de tiers. Aux Etats-Unis, Valneva distribuera désormais IXIARO® directement à l'armée américaine, qui représente à ce jour le plus gros client du Groupe pour ce vaccin.

Valneva estime que plus de 60% des ventes totales de produits en 2016 devrait être généré par ses équipes commerciales. Ces équipes ont une très grande expertise de la vente, du marketing et de la distribution de vaccins, acquise grâce à leur expérience des ventes et du développement commercial dans de grands groupes pharmaceutiques.

Valneva est persuadé que ces équipes sauront assoir une présence commerciale dans les pays ciblés et devenir des partenaires de choix et de confiance pour les professionnels de santé et les voyageurs de ces pays.

Afin de compléter cette nouvelle organisation commerciale, Valneva a par ailleurs signé de nouveaux accords de marketing et de distribution par pays avec des partenaires locaux de renom, afin de s'assurer de la disponibilité de ses produits sur une plus large zone géographique. Les termes commerciaux de ces accords sont plus avantageux que le précédent accord mondial de marketing et de distribution auquel le Groupe a mis fin en juin 2015. GlaxoSmithKline continuera néanmoins d'être responsable du marketing et de la distribution d'IXIARO® et DUKORAL® en Allemagne.

Comme précédemment annoncé (cf. Sections 1.2.8 et 1.2.9 du présent Rapport de gestion), VaxServe, Inc., une société de Sanofi Pasteur, s'occupera du marketing et de la distribution d'IXIARO® exclusivement sur le marché privé américain, et la société américaine PaxVax, qui commercialisait déjà le DUKORAL® en Italie, Espagne et Portugal, s'occupera également du marketing et de la commercialisation d'IXIARO® dans ces pays. La société australienne BioCSL continuera de distribuer le vaccin contre l'encéphalite japonaise de Valneva en Australie et en Nouvelle Zélande, alors que l'Inde et Taïwan seront couverts par les accords existants entre le Groupe et les sociétés Biological E et Adimmune.

Valneva a également signé des accords de partenariat sur des marchés moins importants avec des sociétés locales telles qu'IMED pour le marketing et la distribution en Pologne et dans certains pays d'Europe de l'Est, Pro Farma en Suisse, et avec d'autres partenaires pour la région Asie-Pacifique et notamment à Singapour, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande.

#### 4.3 Evaluation du développement d'un vaccin contre le virus Zika, alors qu'il se propage dans les Amériques

Le 2 février 2016, Valneva a annoncé évaluer le développement d'un vaccin contre le virus Zika, alors que l'infection se propage sur les deux continents américains.

L'Organisation Mondiale de la Santé (« OMS ») a décrété la veille que le virus Zika constituait une urgence de santé publique mondiale. L'OMS a estimé que près de 4 millions de personnes pourraient être touchées par le virus dans les prochains mois, alors qu'il se propage en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Amérique du nord.

L'OMS a indiqué que ce virus était initialement considéré comme représentant un risque modéré pour l'homme, mais que le développement du virus s'est accéléré, devenant ainsi une menace pour la santé publique atteignant « des proportions alarmantes ». Les symptômes du virus Zika sont le plus souvent de la fièvre, une éruption cutanée et une conjonctivite, pendant deux à sept jours. Les autorités de santé mondiales sont par ailleurs extrêmement inquiètes concernant le lien semblant exister entre le virus Zika et des malformations du cerveau chez les nouveau-nés, ainsi qu'avec le rare syndrome de Guillain-Barré qui peut conduire à la paralysie. Il n'existe actuellement ni traitement curatif ni vaccin contre la maladie.

Le virus Zika est apparenté au virus de l'encéphalite japonaise, également un flavivirus transmis par piqûres de moustiques, contre lequel Valneva a déjà développé un vaccin (IXIARO®/JESPECT®) qui est aujourd'hui commercialisé aux Etats-Unis, en Europe, au Canada et sur d'autres territoires.

#### 4.4 Signature d'un contrat de 42 millions de dollars US avec le gouvernement américain pour la fourniture du vaccin IXIARO®

Le 16 mars 2016, la Société a annoncé avoir signé un contrat de 42 millions de dollars US avec le Département de la Défense américain pour la fourniture de son vaccin contre l'encéphalite japonaise IXIARO®.

Selon les termes de l'accord, le Groupe fournira les doses d'IXIARO® à l'agence américaine « Defense Logistics Agency », qui gère les fournitures du Département de la Défense des Etats-Unis, sur une période de deux ans (une année initiale et une année optionnelle), pour une valeur totale de 42 millions de dollars US. Les premières livraisons dans le cadre de cet accord devraient débuter dans les prochaines semaines.

L'encéphalite japonaise est une menace importante et grandissante pour la Santé publique en Asie. Le Département de la Défense américain utilise le vaccin IXIARO® depuis 2010 pour protéger les 360 000 militaires, personnel civil, et leurs familles, travaillant et vivant dans les pays endémiques.

### 5. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE

L'innovation biotechnologique inclut un risque inhérent d'échec et le Groupe est donc exposé à des risques industriels spécifiques. Valneva est en outre exposée à des risques supplémentaires car (a) la quasi-totalité de ses revenus, à l'exclusion des subventions et des produits de tiers, proviennent de seulement deux produits, à savoir DUKORAL® et IXIARO®/JESPECT®, et (b) Valneva a récemment créé son propre réseau de distribution, constitué d'une part de ses propres entités de marketing et vente et d'autre part de distributeurs indépendants, et doit démontrer que ces entités et distributeurs peuvent atteindre le niveau de ventes attendu. En outre, le Groupe, qui a subi des pertes importantes depuis sa création, est exposé au risque de liquidité et au risque de ne jamais atteindre une rentabilité durable. La direction a entrepris des efforts considérables pour mettre en place un système de gestion des risques afin de surveiller et anticiper les risques liés à son activité.

Toutefois, le Groupe reste exposé à des risques importants, et plus particulièrement aux suivants:

A la fin de l'année 2015, à la suite d'un processus réglementaire initié par *Santé Canada*, les **indications de DUKORAL® au Canada** ont été restreintes<sup>13</sup>. Valneva pourrait ne pas être en mesure de limiter l'effet négatif sur les ventes en 2016. Le Canada étant le plus grand marché de DUKORAL®, une baisse des ventes pourrait avoir un impact négatif sur le chiffre d'affaires, les activités et la situation financière de Valneva.

Après l'achèvement du processus de transfert de la responsabilité commerciale d'IXIARO® à Valneva<sup>14</sup>, le Groupe s'attend à ce que les **ventes d'IXIARO®/JESPECT®** augmentent de façon importante en 2016, en passant de € 30,6 millions à environ € 50 millions. Pour atteindre ce niveau de ventes, la nouvelle organisation commerciale de Valneva et ses distributeurs a besoin que ce produit soit davantage identifié par le marché et doit atteindre un excellent niveau de performance commerciale, dans le respect des lois et règlements applicables. Le degré d'acceptation du produit par les clients de Valneva, ceux de ses distributeurs et la communauté médicale dépendra de nombreux facteurs, incluant notamment les recommandations formulées par les organisations mondiales et locales de santé, les remboursements par les autorités de santé et par les assurances de santé, les efforts législatifs pour contrôler ou réduire les dépenses de santé, les réformes tendant à modifier les programmes de sécurité sociale ainsi que la capacité des clients à payer ou à se faire rembourser les frais des traitements médicaux. La demande pour le vaccin contre l'encéphalite

<sup>13</sup> Cf. Section 1.2.11 du présent Rapport de gestion.

<sup>14</sup> Cf. Sections 1.2.6 et 4.2 du présent Rapport de gestion.

japonaise de Valneva pourrait être affectée par tout événement international ou local, ou encore, eu égard aux conditions économiques affectant la propension des consommateurs à voyager tels que les problèmes de sécurité consécutifs à des menaces ou attaques terroristes, des conflits armés ou les récentes crises économiques. Si Valneva et ses distributeurs échouent à élever le degré d'acceptation du produit ou ne délivrent pas une performance commerciale de qualité, cela pourrait avoir un impact négatif sur le chiffre d'affaires, les activités et la situation financière de Valneva.

**L'activité de distribution de vaccins dans les pays nordiques** a été négativement affectée par le transfert de la division vaccins de Novartis à GSK. Valneva pourrait ne pas réussir à conclure de nouveaux accords avec de tiers ou à renouveler des accords existants, et cela pourrait avoir un impact négatif sur le chiffre d'affaires de Valneva.

Les **sites de production** du Groupe situés à Livingston, en Ecosse, et à Solna, en Suède, jouent et joueront un rôle important dans la croissance du chiffre d'affaires provenant de la vente des produits ainsi que dans le maintien du contrôle des coûts de production. La fabrication de matériel biologique est une entreprise complexe et des problèmes techniques peuvent survenir. Valneva peut connaître des retards, échouer dans la fabrication ou rencontrer des difficultés à fabriquer ses vaccins, à satisfaire les exigences réglementaires et/ou à satisfaire la demande du marché. La fabrication de matériel biologique est soumise à des réglementations gouvernementales ainsi qu'à des inspections régulières. Il n'est pas possible de prédire les changements que les autorités réglementaires pourraient requérir durant le cycle de vie d'un nouveau vaccin. De tels changements pourraient s'avérer coûteux et affecter les ventes du Groupe et ses prévisions de chiffre d'affaires. Tout manquement d'un site de production aux exigences réglementaires, et notamment aux Bonnes Pratiques de Fabrication (*Good Manufacturing Practices*), pourrait donner lieu à l'intervention des autorités ou à la suspension ou révocation des autorisations de production, et faire obstacle à la fourniture des produits. Le risque de suspension ou de révocation d'une autorisation de fabrication s'applique également aux tiers fabricants et contractants avec lesquels le Groupe a conclu des contrats de fabrication ou de services.

Le site de production du Groupe situé à Livingston, en Ecosse, est la **seule source de production** du vaccin contre l'encéphalite japonaise. Le site de production de la Société situé à Solna, en Suède, est la seule source de production du vaccin DUKORAL®. La destruction de l'un de ces sites par un incendie ou par tout autre événement empêcherait la Société de produire le vaccin concerné et pourrait en conséquence causer des pertes considérables. L'activité du Groupe nécessite l'utilisation de matières dangereuses, augmentant ainsi l'exposition du Groupe à des accidents dangereux et coûteux, susceptibles d'entraîner une contamination accidentelle, ou encore de blesser des individus, ou d'avoir un impact sur l'environnement. En outre, l'activité est soumise à des normes strictes en matière environnementale et de sécurité ainsi qu'à d'autres dispositions législatives et réglementaires pouvant engendrer des coûts liés notamment à la mise en conformité, ces derniers pouvant nuire à la performance du Groupe et à sa situation financière.

Le chiffre d'affaires du Groupe dépend en grande partie (i) du maintien, du renouvellement ou du transfert d'**autorisations de mise sur le marché** accordées par des autorités sanitaires, (ii) des indications thérapeutiques autorisées par ces autorités, (iii) des recommandations édictées par des autorités ou des organismes consultatifs, et (iv) du statut réglementaire des produits du Groupe, par exemple produit soumis à prescription ou non, produit remboursable ou non remboursable, etc. Toute difficulté ou tout retard pour maintenir, renouveler, amender ou transférer des autorisations de mise sur le marché, ou tout changement dans les termes ou la portée de ces autorisations ou du statut réglementaire, pourrait nuire au chiffre d'affaires, à la performance financière et à la situation financière du Groupe.

Le développement et le succès des vaccins commerciaux du Groupe et de plusieurs de ses candidats produits sont tributaires du **rendement de tiers fabricants et contractants**. Si ces fabricants et



contractants venaient à ne pas répondre aux exigences requises, le développement et la commercialisation des produits du Groupe ainsi que des candidats produits pourrait être limité ou retardé, ce qui aurait une incidence défavorable importante sur les activités du Groupe, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Les **activités de R&D** du Groupe, et en particulier ses programmes en dernière phase d'essai clinique, sont coûteux et chronophages. Le résultat de ces activités de R&D est par essence incertain et le Groupe pourrait connaître des retards ou des échecs dans le développement de sa plates-forme EB66® et/ou dans ses essais cliniques. Afin de continuer à développer et à commercialiser ses candidats produits, le Groupe devra obtenir des autorisations de la part d'agences telles que l'US *Food and Drug Administration*, l'Agence européenne des médicaments (*EMA*) et d'autres organismes de santé, autorisations pourraient être retardées ou refusées si le Groupe n'était pas en mesure de certifier l'innocuité et l'efficacité de ses candidats produits. Les effets indésirables ou le manque d'efficacité dans ses essais cliniques peuvent contraindre la Société à arrêter le développement de ses candidats produits, empêcher l'approbation réglementaire de ses candidats produits, ou encore avoir une incidence sur ses produits existants pouvant ainsi être préjudiciable à ses activités.

L'industrie du vaccin est très concurrentielle, et si les **concurrents** du Groupe commercialisent leurs produits plus rapidement qu'elle ou développent des alternatives aux produits du Groupe, ou encore, vendent des produits concurrents à des prix inférieurs, le Groupe pourrait perdre une part significative du marché visé.

La capacité du Groupe à commercialiser ses candidats produits ou à concéder des licences de ses technologies dépend en partie de la capacité d'obtenir et de maintenir une protection adéquate de ses **droits de propriété intellectuelle** aux États-Unis, au sein de l'Union Européenne et ailleurs, et de la capacité à ne pas enfreindre les droits de tiers. Si les efforts du Groupe pour protéger ses droits de propriété intellectuelle ne sont pas suffisants, les concurrents pourraient utiliser les technologies développées par le Groupe pour créer des produits concurrents, éroder l'avantage concurrentiel du Groupe, et prendre tout ou partie de la part de marché visée par le Groupe. Les efforts du Groupe pour éviter d'enfreindre les droits de tiers ou pour se défendre contre des tiers en matière de droits de propriété intellectuelle pourraient également s'avérer coûteux et, en cas d'échec, pourraient conduire à la limitation ou l'interdiction de la commercialisation de ses candidats produits ou de ses licences de technologies, ou encore pourraient contraindre le Groupe à revoir la conception de ses candidats produits.

Le Groupe pourrait également échouer dans le maintien des **partenariats ou collaborations stratégiques** existants, ou encore ne pas réussir à en établir de nouveaux à des conditions acceptables, ce qui pourrait limiter ou retarder de manière significative sa capacité à développer et commercialiser ses découvertes et à obtenir des résultats de ses programmes de R&D et technologies. Le succès des partenariats stratégiques dépend, en partie, de la performance des partenaires stratégiques, sur lesquels le Groupe n'a que peu ou pas de contrôle. Les partenaires peuvent en effet choisir de reporter ou de mettre un terme à un ou plusieurs de ces partenariats stratégiques, de développer des produits alternatifs de manière indépendante ou en collaboration avec un tiers qui pourrait concurrencer les produits candidats du Groupe, ne pas engager des ressources suffisantes pour le développement ou la commercialisation des candidats produits du Groupe, lesquels sont dépendants de ces partenariats ou de ces collaborations, ou encore échouer à remplir les attentes de Valneva. Si l'un de ces risques venait à se réaliser, le chiffre d'affaires généré par des candidats produits et provenant de paiements initiaux de licence, de paiements échelonnés et de redevances générées par des candidats produits pourrait être considérablement réduit, ce qui aurait un effet défavorable important sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de Valneva.

En outre, des annonces concernant des modifications dans la réalisation des **étapes des programmes de développement** en cours, des retards dans **l'obtention des autorisations réglementaires**, des obstacles entravant la commercialisation des produits ou le redécoupage des activités de Valneva pourraient être perçus négativement par les investisseurs, les consommateurs ou d'autres intervenants sur le marché, et ainsi nuire à la réputation de Valneva et contribuer à une diminution de la valeur de l'action, ou encore nuire aux activités, à la situation financière, aux résultats d'exploitation ainsi qu'aux perspectives de Valneva. Sous certaines conditions, de tels événements pourraient se produire pour un des grands projets de Valneva, à savoir le vaccin expérimental *Pseudomonas*, qui est actuellement en essai clinique de Phase II / III. Les résultats de l'essai sont attendus au 2<sup>e</sup> trimestre 2016.

De futures opportunités d'affaires, ou des retards ou échecs dans le développement ou la commercialisation d'un ou plusieurs des candidats produits du Groupe pourraient amener le Groupe à solliciter des **financements supplémentaires** qui, le cas échéant, pourraient se faire à des conditions défavorables ou avoir des conséquences défavorables. Si le Groupe n'est pas en mesure de répondre aux attentes des investisseurs ou analystes, sa capacité à obtenir du financement pourrait en être affectée.

Tout manquement dans la surveillance et la **gestion du développement de la Société**, y compris tout mauvaise décision d'investissement, ainsi que tout manquement à intégrer avec succès les activités ou entreprises qui seraient acquises dans l'avenir, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur l'activité du Groupe, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Si une fusion ou une acquisition est entreprise, le processus d'intégration des activités existantes avec des activités, entreprises, technologies ou produits nouvellement acquis ou absorbés pourrait s'avérer être long et coûteux et pourrait entraîner des difficultés et des dépenses d'exploitation imprévues. Le développement et la commercialisation des candidats produits du Groupe peuvent être retardés si le Groupe n'est pas en mesure de recruter et de conserver du personnel qualifié, ou encore si l'un des membres clés de la direction ou du personnel scientifique venait à arrêter ses fonctions au sein du Groupe.

La **dépréciation des actifs incorporels** pourrait conduire à des pertes substantielles dans les comptes de Valneva. Le bilan du Groupe comprend des actifs incorporels importants issus de projets et de technologies en phase de développement qui ont été acquis dans le cadre de regroupements d'activités. Si le Groupe n'est pas en mesure de développer avec succès ces produits et technologies ainsi que de générer des flux de trésorerie futurs émanant de ces produits et technologies, elle ne pourrait alors jamais avoir l'opportunité de récupérer les investissements consentis en vue de l'acquisition de ces actifs incorporels, rendant ainsi nécessaire une dépréciation de ces actifs. Une telle dépréciation se traduirait par des pertes substantielles dans les comptes.

L'utilisation de l'un des candidats produits dans des essais cliniques et la vente sur le marché des produits actuels ou futurs de Valneva exposent Valneva à une éventuelle **responsabilité** ou à des actions en responsabilité liées à ces produits. La couverture d'assurance responsabilité produits et essais cliniques du Groupe peut ne pas être suffisante, et Valneva pourrait devoir supporter la charge en résultant. Cette couverture d'assurance pourrait également dans l'avenir cesser d'être disponible à un coût raisonnable.

Le succès du Groupe dépend largement du travail et de **l'expertise des membres de la direction et du personnel scientifique**. La perte de leurs compétences pourrait altérer la capacité du Groupe à atteindre ses objectifs.

Des contractions des **marchés du crédit** et des services financiers ainsi que la détérioration générale des **conditions économiques mondiales** pourraient diminuer les dépenses des consommateurs et les taux de croissance mondiaux, ce qui aurait pour conséquence de nuire à la capacité de Valneva





de lever les fonds nécessaires au financement de la croissance de ses activités, d'affecter défavorablement la capacité des partenaires de Valneva ou la volonté de ces derniers de poursuivre le développement et la commercialisation des produits en partenariat, ou nuire au retour sur investissement. Le Groupe est exposé aux risques de marché, incluant le risque de prix, le risque de trésorerie, le risque de taux d'intérêt, et les risques de crédit.

En outre, les résultats d'exploitation pourraient être négativement affectés par l'exposition au **taux de change** et d'autres facteurs de risques économiques. Valneva pourrait ne pas être en mesure d'utiliser ses **déficits fiscaux** reportables et par conséquent pourrait faire face à des obligations d'impôts futurs plus élevées que prévu et/ou pourrait avoir à rembourser des crédits d'impôt.

\*\*\*

D'autres facteurs de risque sont décrits dans le Document de référence de la Société, déposé auprès de l'AMF le 16 juin 2015 sous le numéro D.15-0614.

## 6. RISQUES FINANCIERS

Le Groupe est exposé aux risques financiers (risques de marché, risques de crédit, risques de liquidité) tels que décrits au sein de l'Annexe 5.3 des états financiers consolidés établis pour l'exercice 2015.

## 7. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Déduction faite de toutes charges et de tous impôts et amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir une perte de € 17 619 145,14.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat déficitaire de l'exercice de € 17 619 145,14 au compte report à nouveau, qui sera porté de € - 58 715 891,93 euros à € - 76 335 037,07.



## 8. RÉSULTATS (ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES) DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	Exercice clos le 31 décembre,				
	2011	2012	2013	2014	2015
<b>I- Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social (en euros)	3 167 616,45	3 219 379,35	8 384 717,19	8 631 142,14	11 383 243,14
Nombre d'actions ordinaires	21 117 443	21 462 529	54 709 000 (a)	56 351 833 (a)	74 698 099 (a)
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>II- Opérations et résultats de l'exercice (en euros)</b>					
Chiffre d'Affaires hors taxes et produits financiers	2 334 447	2 764 334	19 714 054	2 375 385	1 512 809,28
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(7 496 532)	(11 712 495)	(8 836 658)	(8 318 013)	(16 009 711,17)
Impôts sur les bénéfices (produit si négatif)	(2 042 621)	(2 758 828)	(2 038 859)	(1 965 473)	(1 850 965)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(8 387 554)	(11 957 883)	(9 952 449)	(14 883 482,38)	(17 619 145,14)
Résultat distribué	0	0	0	0	0
<b>III- Résultats par action (en euros)</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,26)	(0,42)	(0,12)	(0,11)	(0,19)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(0,40)	(0,56)	(0,18)	(0,26)	(0,24)
Dividende attribué à chaque action (préciser brut ou net)	0	0	0	0	0
<b>IV- Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	105	104	84	59	45
Montant de la masse salariale de l'exercice (en euros)	4 633 895	4 686 250	4 267 644	3 261 008	2 660 294,33
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) (en euros)	2 151 831	2 090 362	1 933 195	1 427 891	1 283 423,61

(a) Donnée n'incluant pas les actions de préférence Valneva (c.à.d. i) 17 836 719 actions de préférence, représentant près de 1 189 115 actions ordinaires Valneva, une fois les actions de préférence ramenées à la valeur nominale des actions ordinaires Valneva ; ainsi que ii) 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, s'agissant en particulier de l'exercice 2015<sup>15</sup>.)

<sup>15</sup> Cf. [Section 13.3](#) du présent Rapport de gestion.

## 9. RAPPEL DES DIVIDENDES ANTÉRIEUREMENT DISTRIBUÉS

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividende depuis la création de la Société.

## 10.DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense non déductible fiscalement telle que visée aux articles 39.4 et 39.5, alinéa 10 du Code Général des Impôts, à l'exception de loyers excédentaires sur véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, pour un montant de € 7 430.

## 11.DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

L'article L. 441-6, I, alinéa 9 du Code de commerce, prévoit que le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser soixante jours à compter de la date d'émission de la facture. Par dérogation, un délai maximal de quarante-cinq jours fin de mois à compter de la date d'émission de la facture peut être convenu entre les parties, sous réserve que ce délai soit expressément stipulé par contrat et qu'il ne constitue pas un abus manifeste à l'égard du créancier. En cas de facture périodique, au sens de l'article 289, I, 3° du Code Général des Impôts, le délai convenu entre les parties ne peut dépasser quarante-cinq jours à compter de la date d'émission de la facture.

En ce qui concerne les factures fournisseurs de Valneva non payées à fin 2015, la ventilation par échéance de règlements de celles-ci est la suivante :

En euros	A 30 jours	A 60 jours	A plus de 60 jours	Encours total au 31 décembre 2015
Sommes dues aux fournisseurs d'exploitation au 31 décembre 2015	587 749,57	24 351	0	612 100,57
Sommes dues aux fournisseurs d'immobilisations au 31 décembre 2015	90 492,19	12 891,18	0	103 383,37
Effets de commerce en cours au 31 décembre 2015 (billets à ordre)	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>678 241,76</b>	<b>37 242,18</b>	<b>0</b>	<b>715 483,94</b>

En ce qui concerne les factures fournisseurs de Valneva non payées à fin 2014, la ventilation par échéance de règlements de celles-ci était la suivante :

En euros	A 30 jours	A 60 jours	A plus de 60 jours	Encours total au 31 décembre 2014
Sommes dues aux fournisseurs d'exploitation au 31 décembre 2014	591 998,85	56 545,46	2 916,75	651 461,06
Sommes dues aux fournisseurs d'immobilisations au 31 décembre 2014	1 021 228,62	5 052,00	365 223,87	1 391 504,49
Effets de commerce en cours au 31 décembre 2014 (billets à ordre)	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 613 227,47</b>	<b>61 597,46</b>	<b>368 140,62</b>	<b>2 042 965,55</b>



## 12. RÉPARTITION DU CAPITAL

Nous vous invitons à vous reporter à la [Section 15.1](#) du présent Rapport de gestion.

## 13. PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2015 (à la fin des heures ouvrables).

### 13.1 Proportion de l'actionnariat salarié au sein du capital de la Société

Au 31 décembre 2015 (à la fin des heures ouvrables), l'ensemble du personnel salarié de la Société (inscrit au nominatif, hors mandataires sociaux) détenait un total de 127 007 actions (en ce compris 330 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva<sup>16</sup>), soit 0,17%<sup>17</sup> du capital social de la Société.

### 13.2 Options de souscription ou d'achat d'actions et actions gratuites

Les salariés de la Société sont, pour la plupart, bénéficiaires d'instruments d'intéressement au capital, sous forme notamment d'options de souscription d'actions ou d'actions gratuites.

#### 13.2.1 Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société

La Société a jusqu'à présent uniquement consenti à ses salariés des options de souscription d'actions. Il n'existe donc pas de plan d'options d'achat d'actions au sein de Valneva.

Au 31 décembre 2015 (à la fin des heures ouvrables), sur l'ensemble des plans de la Société, il restait 1 587 700 options exerçables en circulation, permettant la souscription de 1 707 554 actions ordinaires nouvelles Valneva, soit une augmentation potentielle nominale du capital social de € 256 133,10 (représentant une dilution potentielle maximale de 2,25% du capital de la Société<sup>18</sup>).

Une description détaillée des différents plans d'options de souscription d'actions de la Société figure au sein des tableaux suivants:

---

<sup>16</sup> Cf. [Section 13.3](#) du présent Rapport de gestion.

<sup>17</sup> Taux calculé en référence à un capital social total de 75 888 288 actions Valneva, décomposé en (a) 74 698 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, (b) 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15, et (c) 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva d'une valeur nominale de € 0,15 chacune.

<sup>18</sup> Taux calculé en référence à un capital social total de 75 888 288 actions Valneva, décomposé en (a) 74 698 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, (b) 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15, et (c) 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de € 0,15 chacune.



*Plans 1 à 3 (au 31 décembre 2015 - à la fin des heures ouvrables)*

	Plan 1	Plan 2	Plan 3
<b>Décision d'attribution des options</b>	<b>Assemblée Générale:</b> 29 juin 2001	<b>Assemblée Générale:</b> 23 mai 2002	<b>Assemblée Générale:</b> 29 novembre 2002
	<b>Conseil d'administration:</b> 12 juillet 2001	<b>Conseil d'administration:</b> 23 mai 2002	<b>Directoire :</b> <b>Tranche 1:</b> 20 décembre 2002 <b>Tranche 2:</b> 1 <sup>er</sup> septembre 2003 <b>Tranche 3:</b> 6 octobre 2003 <b>Tranche 4:</b> 5 janvier 2005 <b>Tranche 5:</b> 1 <sup>er</sup> février 2005
<b>Nombre de bénéficiaires</b>	9	19	9 répartis comme suit : <b>Tranche 1:</b> 1 <b>Tranche 2:</b> 1 <b>Tranche 3:</b> 4 <b>Tranche 4:</b> 2 <b>Tranche 5:</b> 1
<b>Durée du plan (à compter de la date de décision du conseil d'administration ou du directoire)</b>	Jusqu'au 12 juillet 2011	Jusqu'au 23 mai 2012	Jusqu'au : <b>Tranche 1:</b> 20 décembre 2012 <b>Tranche 2:</b> 1 <sup>er</sup> septembre 2013 <b>Tranche 3:</b> 6 octobre 2013 <b>Tranche 4:</b> 5 janvier 2015 <b>Tranche 5:</b> 1 <sup>er</sup> février 2015
<b>Plafond de l'autorisation de l'Assemblée Générale</b>	Autorisation d'attribuer un nombre d'options correspondant à la création de 2 420 actions de € 15 de nominal chacune	Autorisation d'attribuer un nombre d'options correspondant à la création de 1 810 actions de € 15 de nominal chacune	Autorisation d'attribuer un nombre maximum de 3 610 options
<b>Prix de souscription<sup>19</sup></b>	€ 0,30	€ 0,45	€ 1,80
<b>Ratio de conversion option/actions<sup>20</sup></b>	1 : 108	1 : 108	1 : 114
<b>Nombre d'options attribuées aux salariés et/ou mandataires sociaux par le conseil d'administration ou le directoire</b>	2 420	1 810	3 225 réparties comme suit : <b>Tranche 1:</b> 1 535 <b>Tranche 2:</b> 700 <b>Tranche 3:</b> 570 <b>Tranche 4:</b> 120 <b>Tranche 5:</b> 300
<b>Point de départ d'exercice des options</b>	12 juillet 2005	23 mai 2006	<b>Tranche 1:</b> selon objectifs <b>Tranche 2:</b> selon objectifs <b>Tranche 3:</b> 6 octobre 2007 <b>Tranche 4:</b> 5 janvier 2009 <b>Tranche 5:</b> 1 <sup>er</sup> février 2009
<b>Nombre d'options exercées au 31 décembre 2015</b>	1 320	1 310	2 709

<sup>19</sup> Les prix de souscription ont été ajustés en accord avec la résolution n°2 de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 31 mars 2007.

<sup>20</sup> Les ratios de conversion ont été ajustés en accord avec la résolution n°2 de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 31 mars 2007, ainsi que par décisions du directoire lors de ses séances en date du 27 août 2010 et 24 juillet 2013, le cas échéant.





	Plan 1	Plan 2	Plan 3
<i>Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2015 par suite de levées d'options</i>	132 664	135 000	287 326
<i>Options exerçables, non encore levées au 31 décembre 2015</i>	0	0	0
<i>Dont nombre d'options exerçables par les mandataires sociaux</i>	0	0	0
<i>Nombre d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2015 en cas de levée d'options exerçables</i>	0	0	0
<i>Nombre d'options caduques au 31 décembre 2015</i>	1 100	500	516
<i>Solde des options restant à attribuer au 31 décembre 2015 en vertu de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale – statut de cette autorisation</i>	0 Autorisation expirée	0 Autorisation expirée	0 Autorisation expirée
<i>Solde des actions qui pourraient théoriquement être souscrites au 31 décembre 2015, si le conseil d'administration ou le directoire utilisait le reliquat de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale</i>	0	0	0



## Plans 4 à 5 (au 31 décembre 2015 - à la fin des heures ouvrables)

	Plan 4	Plan 4 bis	Plan 5
<b>Décision d'attribution des options</b>	<b>Assemblée Générale:</b> 3 novembre 2004	<b>Assemblée Générale:</b> 3 novembre 2004	<b>Assemblée Générale:</b> 13 septembre 2005
	<b>Directoire :</b> <b>Tranche 1:</b> 5 avril 2005 <b>Tranche 2:</b> 5 avril 2005 <b>Tranche 3:</b> 5 avril 2005 <b>Tranche 4:</b> 5 octobre 2005	<b>Directoire :</b> <b>Tranche 1:</b> 3 avril 2006 <b>Tranche 2:</b> 3 avril 2006	<b>Directoire :</b> <b>Tranche 1:</b> 3 avril 2006 <b>Tranche 2:</b> 3 avril 2006
<b>Nombre de bénéficiaires</b>	4 répartis comme suit : <b>Tranche 1:</b> 1 <b>Tranche 2:</b> 1 <b>Tranche 3:</b> 1 <b>Tranche 4:</b> 1	2 répartis comme suit : <b>Tranche 1:</b> 1 <b>Tranche 2:</b> 1	2 répartis comme suit : <b>Tranche 1:</b> 1 <b>Tranche 2:</b> 1
<b>Durée du plan (à compter de la date de décision du conseil d'administration ou du directoire)</b>	Jusqu'au : <b>Tranche 1:</b> 5 avril 2015 <b>Tranche 2:</b> 5 avril 2015 <b>Tranche 3:</b> 5 avril 2015 <b>Tranche 4:</b> 5 octobre 2015	Jusqu'au : <b>Tranche 1:</b> 3 avril 2016 <b>Tranche 2:</b> 3 avril 2016	Jusqu'au : <b>Tranche 1:</b> 3 avril 2016 <b>Tranche 2:</b> 3 avril 2016
<b>Plafond de l'autorisation de l'Assemblée Générale</b>	Autorisation d'attribuer un nombre maximum de 2 400 options	Autorisation d'attribuer un nombre maximum de 1 100 options <sup>21</sup>	Autorisation d'attribuer un nombre maximum de 660 options
<b>Prix de souscription<sup>22</sup></b>	€ 1,80	€ 1,80	€ 1,80
<b>Ratio de conversion option/actions<sup>23</sup></b>	1 : 114	1 : 125 (environ)	1 : 125 (environ)
<b>Nombre d'options attribuées aux salariés et/ou mandataires sociaux par le conseil d'administration ou le directoire</b>	2 300 réparties comme suit : <b>Tranche 1:</b> 800 <b>Tranche 2:</b> 900 <b>Tranche 3:</b> 300 <b>Tranche 4:</b> 300	320 réparties comme suit : <b>Tranche 1:</b> 160 <b>Tranche 2:</b> 160	530 réparties comme suit : <b>Tranche 1:</b> 240 <b>Tranche 2:</b> 290
<b>Point de départ d'exercice des options</b>	<b>Tranche 1:</b> selon objectifs <b>Tranche 2:</b> selon objectifs <b>Tranche 3:</b> 5 avril 2009 <b>Tranche 4:</b> 5 octobre 2009	<b>Tranche 1:</b> selon objectifs <b>Tranche 2:</b> selon objectifs	<b>Tranche 1:</b> selon objectifs <b>Tranche 2:</b> selon objectifs
<b>Nombre d'options exercées au 31 décembre 2015</b>	2 060	160	290

<sup>21</sup> Etant précisé que ce nombre a été ramené à 440 en accord avec la résolution n°19 de l'Assemblée Générale de la Société en date du 3 novembre 2004 et les décisions du directoire en date du 3 août 2005 venant constater la réalisation définitive d'augmentations de capital.

<sup>22</sup> Les prix de souscription ont été ajustés en accord avec la résolution n°2 de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 31 mars 2007.

<sup>23</sup> Les ratios de conversion ont été ajustés en accord avec la résolution n°2 de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 31 mars 2007, ainsi que par décisions du directoire lors de ses séances en date du 27 août 2010, 24 juillet 2013 et 25 février 2015, le cas échéant.



	Plan 4	Plan 4 bis	Plan 5
<i>Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2015 par suite de levées d'options</i>	229 446	17 280	31 320
<i>Options exerçables, non encore levées au 31 décembre 2015</i>	0	160	90
<i>Dont nombre d'options exerçables par les mandataires sociaux</i>	0	160	90
<i>Nombre d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2015 en cas de levée d'options exerçables</i>	0	20 058	11 283
<i>Nombre d'options caduques au 31 décembre 2015</i>	240	0	150
<i>Solde des options restant à attribuer au 31 décembre 2015 en vertu de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale – statut de cette autorisation</i>	0 Autorisation expirée	0 Autorisation expirée	0 Autorisation expirée
<i>Solde des actions qui pourraient théoriquement être souscrites au 31 décembre 2015, si le conseil d'administration ou le directoire utilisait le reliquat de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale</i>	0	0	0

*Plans 6 à 8 (au 31 décembre 2015 - à la fin des heures ouvrables)*

	Plan 6	Plan 7	Plan 8
<b>Décision d'attribution des options</b>	<b>Assemblée Générale:</b> 9 juin 2009	<b>Assemblée Générale:</b> 28 juin 2013	<b>Assemblée Générale:</b> 26 juin 2014
	<b>Directoire :</b> 1 <sup>er</sup> octobre 2010	<b>Directoire :</b> 2 octobre 2013	<b>Directoire :</b> 28 juillet 2015
<b>Nombre de bénéficiaires</b>	1	293	259
<b>Durée du plan (à compter de la date de décision du conseil d'administration ou du directoire)</b>	Jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	Jusqu'au 2 octobre 2023	Jusqu'au 28 juillet 2025
<b>Plafond de l'autorisation de l'Assemblée Générale</b>	Autorisation d'attribuer un nombre maximum de 290 000 options	Autorisation d'attribuer un nombre d'options donnant droit à souscrire à un nombre total d'actions représentant au maximum 4% du capital de la Société à la date de constatation de l'augmentation de capital réalisée en vertu de la neuvième résolution de l'Assemblée Générale Mixte de Valneva en date du 7 mars 2014 <sup>24</sup>	Autorisation d'attribuer un nombre d'options donnant droit à souscrire à un nombre total d'actions représentant au maximum 4% du capital de la Société à la date d'attribution des options
<b>Prix de souscription</b>	€ 5,19	€ 3,21	€ 3,92
<b>Ratio de conversion option/actions<sup>25</sup></b>	1 : 1,09 (environ)	1 : 1,09 (environ)	1 : 1
<b>Nombre d'options attribuées aux salariés et/ou mandataires sociaux par le conseil d'administration ou le directoire</b>	14 000	1 052 950	712 000
<b>Point de départ d'exercice des options<sup>26</sup></b>	Selon objectifs	2 octobre 2015 & 2 octobre 2017	28 juillet 2017 & 28 juillet 2019
<b>Nombre d'options exercées au 31 décembre 2015</b>	0	0	0
<b>Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2015 par suite de levées d'options</b>	0	0	0
<b>Options exerçables, non encore levées au 31 décembre 2015</b>	7 000	882 950	697 500

<sup>24</sup> Le conseil de surveillance de la Société a défini ce nombre d'options à hauteur de 2 231 356 dans sa séance du 29 août 2013.

<sup>25</sup> Les ratios de conversion des plans 6 et 7 ont été ajustés en accord avec la résolution n°2 de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 31 mars 2007, ainsi que par décision du directoire lors de sa séance en date du 25 février 2015.

<sup>26</sup> S'agissant des plans 7 et 8, les options pourront être exercées à hauteur de 50% après 2 années de possession, les 50% des options restantes ayant la possibilité d'être exercés au terme de 4 années de possession.



	Plan 6	Plan 7	Plan 8
<i>Dont nombre d'options exerçables par les mandataires sociaux</i>	0	300 000	100 000
<i>Nombre d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2015 en cas de levée d'options exerçables</i>	7 698	971 015	697 500
<i>Nombre d'options caduques au 31 décembre 2015</i>	7 000	170 000	14 500
<i>Solde des options restant à attribuer au 31 décembre 2015 en vertu de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale – statut de cette autorisation</i>	0 Autorisation expirée	0 Autorisation rendue caduque par l'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2014	2 323 531 <sup>27</sup> Autorisation valide
<i>Solde des actions qui pourraient théoriquement être souscrites au 31 décembre 2015, si le conseil d'administration ou le directoire utilisait le reliquat de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale</i>	0	0	2 323 531

### 13.2.2 Plans d'attribution gratuite d'actions

Au cours de l'exercice 2015, 35 000 actions gratuites ont été transférées aux bénéficiaires des plans d'actions gratuites en date du 6 septembre 2011 et 24 juillet 2013, sous forme d'actions ordinaires nouvelles Valneva.

Au 31 décembre 2015 (à la fin des heures ouvrables), sur l'ensemble des plans de la Société, il restait 1 000 actions gratuites en cours d'acquisition définitive par leurs bénéficiaires, soit une augmentation potentielle nominale du capital social de €150 (représentant une dilution potentielle maximale de 0,001% du capital de la Société<sup>28</sup>).

Une description détaillée des différents plans d'actions gratuites de la Société figure au sein du tableau suivant :

<sup>27</sup> Donnée calculée en référence à un capital social total de 75 888 288 actions Valneva, décomposé en (a) 74 698 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de €0,15 chacune, (b) 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de €0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de €0,15, et (c) 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de €0,15 chacune.

<sup>28</sup> Taux calculé en référence à un capital social total de 75 888 288 actions Valneva, décomposé en (a) 74 698 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de €0,15 chacune, (b) 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de €0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de €0,15, et (c) 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de €0,15 chacune.





*Plans 1 à 3 (au 31 décembre 2015 - à la fin des heures ouvrables)*

	Plan 1	Plan 2	Plan 3
<b>Décision d'attribution des actions gratuites</b>	<b>Assemblée Générale:</b> 31 mars 2007	<b>Assemblée Générale:</b> 09 juin 2009	<b>Assemblée Générale:</b> AG n°1 : 10 juin 2010 AG n°2 : 7 juin 2011 AG n°3 : 4 juin 2012
	<b>Directoire:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 4 septembre 2007</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 25 juillet 2008</li> <li>▪ <b>Tranche 3 :</b> 23 juillet 2009</li> <li>▪ <b>Tranche 4 :</b> 23 juillet 2009</li> <li>▪ <b>Tranche 5 :</b> 22 février 2010</li> <li>▪ <b>Tranche 6 :</b> 22 février 2010</li> </ul>	<b>Directoire:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 22 février 2010</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 22 février 2010</li> <li>▪ <b>Tranche 3 :</b> 22 février 2010</li> <li>▪ <b>Tranche 4 :</b> 1<sup>er</sup> octobre 2010</li> <li>▪ <b>Tranche 5 :</b> 1<sup>er</sup> octobre 2010</li> <li>▪ <b>Tranche 6 :</b> 6 septembre 2011</li> <li>▪ <b>Tranche 7 :</b> 6 septembre 2011</li> </ul>	<b>Directoire:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 24 juillet 2013</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 24 juillet 2013</li> </ul>
<b>Plafond de l'autorisation de l'Assemblée Générale</b>	Autorisation d'attribuer gratuitement un nombre maximum de 436 000 actions ordinaires	Autorisation d'attribuer gratuitement un nombre maximum de 290 000 actions ordinaires	<b>AG n°1 :</b> Autorisation d'attribuer gratuitement un nombre maximum de 7 500 actions ordinaires  <b>AG n°2 :</b> Autorisation d'attribuer gratuitement un nombre maximum de 7 500 actions ordinaires  <b>AG n°3 :</b> Autorisation d'attribuer gratuitement un nombre maximum de 157 000 actions ordinaires
<b>Nombre de bénéficiaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 23 (salariés et mandataires sociaux)</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 11 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 3 :</b> 13 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 4 :</b> 2 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 5 :</b> 1 mandataire social</li> <li>▪ <b>Tranche 6 :</b> 1 mandataire social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 1 mandataire social</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 1 mandataire social</li> <li>▪ <b>Tranche 3 :</b> 11 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 4 :</b> 13 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 5 :</b> 6 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 6 :</b> 10 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 7 :</b> 6 salariés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 10 salariés</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 17 salariés</li> </ul>
<b>Durée de la période d'acquisition définitive</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 4 ans pour la catégorie de bénéficiaires « Salariés », 2 ans pour la catégorie de bénéficiaires « Membres du directoire »</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 4 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 3 :</b> 4 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 4 :</b> 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 5 :</b> 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 6 :</b> 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012</li> <li>▪ <b>Tranche 3 :</b> 4 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 4 :</b> 4 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 5 :</b> 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 6 :</b> 4 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 7 :</b> acquisition définitive au 9 octobre 2013</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1 :</b> 4 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 2 :</b> 2 ans</li> </ul>



	Plan 1	Plan 2	Plan 3
<i>Durée de la période de conservation (à compter de la fin de période d'acquisition définitive)<sup>29</sup></i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 2</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 3</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 4</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 5</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 6</b> : 2 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 2</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 3</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 4</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 5</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 6</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 7</b> : 2 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1</b> : 2 ans</li> <li>▪ <b>Tranche 2</b> : 2 ans</li> </ul>
<i>Nombre d'actions gratuites attribuées aux salariés et/ou mandataires sociaux</i>	436 000 actions gratuites, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1</b> : 296 000</li> <li>▪ <b>Tranche 2</b> : 60 500</li> <li>▪ <b>Tranche 3</b> : 18 500</li> <li>▪ <b>Tranche 4</b> : 10 000</li> <li>▪ <b>Tranche 5</b> : 33 334</li> <li>▪ <b>Tranche 6</b> : 17 666</li> </ul>	137 500 actions gratuites, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1</b> : 15 667</li> <li>▪ <b>Tranche 2</b> : 33 333</li> <li>▪ <b>Tranche 3</b> : 6 500</li> <li>▪ <b>Tranche 4</b> : 9 500</li> <li>▪ <b>Tranche 5</b> : 38 000</li> <li>▪ <b>Tranche 6</b> : 6 000</li> <li>▪ <b>Tranche 7</b> : 28 500</li> </ul>	52 000 actions gratuites, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Tranche 1</b> : 7 500</li> <li>▪ <b>Tranche 2</b> : 44 500</li> </ul>
<i>Nombre d'actions gratuites définitivement acquises au 31 décembre 2015</i>	377 000	106 000	30 500
<i>Nombre d'actions gratuites en cours d'acquisition définitive au 31 décembre 2015</i>	0	0	1 000
<i>Dont nombre d'actions gratuites en cours d'acquisition définitive par les mandataires sociaux au 31 décembre 2015</i>	0	0	0
<i>Nombre d'actions gratuites caduques au 31 décembre 2015</i>	59 000	31 500	20 500
<i>Solde des actions gratuites restant à attribuer au 31 décembre 2015 en vertu de l'autorisation délivrée par l'Assemblée Générale – statut de cette autorisation</i>	0 Autorisation expirée	0 Autorisation expirée	<b>AG n° 1</b> : 0 Autorisation expirée  <b>AG n° 2</b> : 0 Autorisation expirée  <b>AG n° 3</b> : 0 Autorisation expirée

<sup>29</sup> Concernant les mandataires sociaux bénéficiaires, les conditions de conservation de leurs actions gratuites ont été fixées en séance de conseil de surveillance.

Deux options sont en principe offertes :

- soit les actions gratuites ne peuvent être cédées avant la cessation de leurs fonctions ;
- soit les mandataires sociaux sont tenus de conserver au nominatif une certaine quantité d'actions ressortant du plan jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

C'est en général cette seconde option qui est pratiquée au sein de la Société (20 à 25% des actions gratuites acquises de manière définitive doivent être conservés).

### 13.3 Plan d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles 2015-2019

Lors de sa réunion en date du 25 juin 2015, l'Assemblée Générale de Valneva SE a décidé de la création d'actions de préférence convertibles selon les termes de sa résolution n°17, et a accordé au directoire de la Société tous pouvoirs nécessaires aux fins d'attribuer gratuitement des actions de préférence convertibles (« **ADP Convertibles Gratuites** ») au bénéfice des membres du directoire, mais également à certains salariés clés, membres du Comité exécutif.

Ainsi, le 28 juillet 2015, le directoire a mis en œuvre le plan d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles 2015-2019 (le « **Programme** »), destiné à fidéliser à long terme les dirigeants de la Société.

#### Investissement personnel

La participation des bénéficiaires potentiels au Programme a été préalablement subordonnée à un investissement financier personnel de leur part au sein de la Société, via la souscription de tout ou partie (sous réserve toutefois des quantités minimum fixées ci-dessous) des actions de préférence convertibles payantes (« **ADP Convertibles Payantes** ») qui leur ont été attribuées. Le prix de souscription a été fixé à € 161 par ADP Convertible Payante.

Le nombre maximum d'ADP Convertibles Payantes à attribuer aux membres du directoire a été plafonné à 2 000 par l'Assemblée Générale de la Société réunie le 25 juin 2015 (résolution n°18)<sup>30</sup>.

Le directoire, lors de sa réunion en date du 17 juillet 2015, a attribué 1 280 ADP Convertibles Payantes, comme suit :

Bénéficiaires	Fonction	Nombre d'ADP Convertibles Payantes attribuées par le directoire aux participants	Investissement maximum (en euros)
Thomas LINGELBACH	Président du directoire	308	49 588
Franck GRIMAUD	Membre du directoire - Directeur Général	218	35 098
Reinhard KANDERA	Membre du directoire - CFO	218	35 098
Autres membres du Comité exécutif (ensemble)		536	86 296
<b>TOTAL</b>		<b>1 280</b>	<b>206 080</b>

#### Nombre minimum et maximum d'ADP Convertibles Payantes proposé à la souscription

- + Membres du directoire :
  - Président du directoire : le Président du directoire a reçu la possibilité de souscrire, à son choix, entre 154 et 308 ADP Convertibles Payantes ;
  - Les membres du directoire, autres que le Président du directoire, ont reçu la possibilité de souscrire, à leur choix, entre 109 et 218 ADP Convertibles Payantes.
- + Les membres du Comité exécutif (autres que les membres du directoire) ont reçu la possibilité de souscrire, à leur choix, entre 33 et 67 ADP Convertibles Payantes.

Le 28 juillet 2015, le directoire de la Société a constaté la souscription de 1 074 ADP Convertibles Payantes, et a reçu des renoncations à souscription pour le solde, soit 206 ADP Convertibles Payantes :

<sup>30</sup> Etant entendu que les ADP Convertibles Gratuites et Payantes ne peuvent représenter ensemble plus de 6% du capital de la Société.

Bénéficiaires	Fonction	Nombre d'ADP Convertibles Payantes attribuées par le directoire aux participants, le 17 juillet 2015	Nombre d'ADP Convertibles Payantes souscrites par les bénéficiaires	Montant de la souscription (en euros)
Thomas LINGELBACH	Président du directoire	308	308	49 588
Franck GRIMAUD	Membre du directoire - Directeur Général	218	218	35 098
Reinhard KANDERA	Membre du directoire - CFO	218	218	35 098
Autres membres du Comité exécutif (ensemble)		536	330	53 130
<b>TOTAL</b>		<b>1 280</b>	<b>1 074</b>	<b>172 914</b>

### Attribution d'ADP Convertibles Gratuites

Le nombre maximum d'ADP Convertibles Gratuites pouvant être attribué par le directoire a été limité par l'Assemblée Générale de la Société, réunie en date du 25 juin 2015, à 5,5% du capital de la Société existant à la date de décision d'attribution du directoire (résolution n°20)<sup>31</sup>.

Faisant suite à la souscription des ADP Convertibles Payantes, le directoire, lors de sa réunion en date du 28 juillet 2015, a procédé à l'attribution d'ADP Convertibles Gratuites aux bénéficiaires du Programme, suivant un ratio de 1 ADP Convertible Payante pour 25 ADP Convertibles Gratuites, étant entendu que l'attribution définitive de ces ADP Convertibles Gratuites a été soumise à certaines conditions.

Bénéficiaires	Fonction	Nombre d'ADP Convertibles Gratuites attribuées par le directoire aux participants
Thomas LINGELBACH	Président du directoire	7 700
Franck GRIMAUD	Membre du directoire - Directeur Général	5 450
Reinhard KANDERA	Membre du directoire - CFO	5 450
Autres membres du Comité exécutif (ensemble)		8 250
<b>TOTAL</b>		<b>26 850</b>

Les ADP Convertibles Gratuites attribuées aux bénéficiaires leur seront définitivement acquises à l'expiration d'un délai de 4 ans à compter du 28 juillet 2015.

### Conversion des ADP Convertibles Gratuites et Payantes en actions ordinaires de la Société

Les ADP Convertibles Payantes et Gratuites seront convertibles en actions ordinaires Valneva au terme d'un délai de 4 ans à compter de leur émission (pour les ADP Convertibles Payantes) ou de leur attribution initiale (pour les ADP Convertibles Gratuites), si les conditions de conversion décrites ci-dessous sont remplies.

Sous réserve du respect de ces conditions, si le bénéficiaire ne requiert pas la conversion de ses actions de préférence convertibles dans un délai de 3 mois à compter de l'expiration du délai de 4 ans

<sup>31</sup> Etant rappelé que les ADP Convertibles Gratuites et Payantes ne peuvent ensemble représenter plus de 6% du capital de la Société.

mentionné ci-avant, les ADP Convertibles Payantes et Gratuites seront automatiquement converties en actions ordinaires Valneva à l'issue de ladite période de 3 mois.

A l'expiration de la période de 4 années susvisée (la « **Date de Conversion** »), le directoire déterminera le ratio de conversion sur la base (a) du Prix Final de l'Action (tel que défini ci-dessous) et (b) du tableau de conversion exposé ci-après.

Le « **Prix Final de l'Action** » correspondra à la moyenne, pondérée par les volumes, des cours de l'action ordinaire de la Société sur la période de 6 mois précédant immédiatement la Date de Conversion, arrondie à la deuxième décimale (par exemple, 6,245 sera arrondi à 6,25).

Aucune conversion ne sera effectuée si le Prix Final de l'Action est inférieur à € 4,05. Si le Prix Final de l'Action est supérieur à € 10, le ratio de conversion sera défini de manière à ce que le gain brut des bénéficiaires n'excède pas le gain brut qu'ils auraient pu réaliser si le Prix Final de l'Action avait été de € 10.

Si le nombre d'actions ordinaires, calculé selon le ratio de conversion exposé ci-dessus, n'est pas un nombre entier, le titulaire des actions de préférence converties recevra le nombre d'actions ordinaires immédiatement inférieur, complété d'une soulte en espèces.

**Table de conversion**

Prix Final de l'Action	Hausse du cours de l'Action	Ratio de conversion (nombre d'actions ordinaires pour 1 action de préférence convertible)
4,05	1%	0,83
4,10	2%	1,67
4,25	6%	4,17
4,50	13%	8,33
4,75	19%	12,5
5,00	25%	16,67
5,25	31%	20,83
5,50	38%	25
5,75	44%	29,17
6,00	50%	33,33
6,25	56%	37,50
6,50	63%	41,67
6,75	69%	45,83
7,00	75%	50
7,25	81%	54,17
7,50	88%	58,33
7,75	94%	62,5
8,00	100%	66,67
8,25	106%	70,83
8,50	113%	75
8,75	119%	79,17
9,00	125%	83,33
9,25	131%	87,50
9,50	138%	91,67
9,75	144%	95,83
10,00	150%	100



Prix Final de l'Action	Hausse du cours de l'Action	Ratio de conversion (nombre d'actions ordinaires pour 1 action de préférence convertible)
10,25	156%	97,56
10,50	163%	95,24
10,75	169%	93,02
11,00	175%	90,91
12,00	200%	83,33
12,25	206%	81,63
12,50	213%	80
12,75	219%	78,43
13,00	225%	76,92
13,25	231%	75,47
13,50	238%	74,07
13,75	244%	72,73
14,00	250%	71,43

Note : si le Prix Final de l'Action se situe entre deux des valeurs mentionnées ci-dessus, le nombre d'actions ordinaires à recevoir pour une action de préférence convertible sera calculé sur une base linéaire et arrondi au nombre le plus proche, à la deuxième décimale.

En toute hypothèse, le nombre d'ADP Convertibles Payantes ne pourra donner droit à plus de 200 000 actions ordinaires de la Société, tandis que les ADP Convertibles Gratuites ne pourront donner droit à plus de 4 000 000 d'actions ordinaires de la Société.

En cas de mise en œuvre de l'une des opérations mentionnées à l'article 13.3, 3., (iii) des statuts de la Société, en ce compris toute augmentation de capital par offre au public avec maintien des droits préférentiels de souscription, le directoire ajustera le ratio de conversion et la table de conversion reproduite ci-dessus selon les règles édictées au sein desdits statuts, de manière à préserver les droits des bénéficiaires du Programme.

## 14. PRISES DE PARTICIPATION SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS ; PRISES DE CONTRÔLE DE TELLES SOCIÉTÉS

Au cours de l'exercice 2015, la Société a pris une participation significative au sein de la société BLINK Biomedical SAS, sans toutefois en exercer le contrôle.

Nous vous renvoyons sur ce point à la [Section 1.2.2](#) du présent Rapport de gestion.

## 15. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

### 15.1 Structure du capital de la Société au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, le capital social de la Société s'élève à la somme de € 11 383 243,14.

Il est divisé en :

- + 74 698 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de €0,15 chacune ; et
- + 17 836 719 actions de préférence d'une valeur nominale de €0,01 chacune ; et
- + 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de €0,15 chacune.



Le nombre de droits de vote théoriques correspondant (incluant les droits de vote suspendus, tels que les droits de vote associés aux actions autodétenues, ainsi que les droits de vote double<sup>32</sup>) s'élève à 93 844 740.

Une description de la structure de l'actionnariat de la Société au 31 décembre 2015 figure au sein du tableau suivant :

### Structure de l'actionnariat Valneva SE au 31 décembre 2015

		Droits de vote théoriques (incluant les droits de vote suspendus ainsi que les droits de vote double)			
		Actions détenues	% <sup>33</sup>		%
<b>Groupe Grimaud La Corbière<sup>34</sup></b>		<b>12 104 830</b>	<b>15,95</b>	<b>23 948 157</b>	<b>25,52</b>
<b>Bpifrance Participations SA</b>		<b>7 456 785</b>	<b>9,83</b>	<b>12 956 648</b>	<b>13,81</b>
<b>Membres du directoire</b>	<b>Total membres du directoire<sup>35</sup></b>	<b>660 048</b>	<b>0,87</b>	<b>1 018 083</b>	<b>1,08</b>
	Franck GRIMAUD	478 005	0,63	837 432	0,89
	Thomas LINGELBACH	124 751	0,16	124 205	0,13
	Reinhard KANDERA	57 292	0,08	56 446	0,06
<b>Actionnaires salariés non mandataires sociaux<sup>36</sup></b>		<b>127 007</b>	<b>0,17</b>	<b>226 907</b>	<b>0,24</b>
<b>Autres actionnaires personnes privées</b>		<b>1 548 609</b>	<b>2,04</b>	<b>2 890 684</b>	<b>3,08</b>
Dont actionnaires personnes privées famille GRIMAUD et Financière Grand Champ SAS <sup>27 &amp; 37</sup>		874 903	1,15	1 655 260	1,76
Dont investisseurs		172 277	0,23	344 528	0,37
Dont membres indépendants du conseil de surveillance <sup>38</sup>	Alain MUNOZ	41 800	0,06	83 600	0,09
	Michel GRECO	618	0,00	686	0,00
	James SULAT	17 867	0,02	31 367	0,03
	Alexander VON GABAIN	39 687	0,05	38 218	0,04
Autres actionnaires personnes privées inscrits au nominatif		401 457	0,53	737 025	0,79
<b>Autres actions de préférence d'une valeur nominale de €0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de €0,15</b>		<b>1 186 748</b>	<b>1,56</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>Autres actions au porteur</b>		<b>52 804 261</b>	<b>69,58</b>	<b>52 804 261</b>	<b>56,27</b>
<b>TOTAL</b>		<b>75 888 288</b>	<b>100,00</b>	<b>93 844 740</b>	<b>100,00</b>

<sup>32</sup> Cf. Section 15.2.1 du présent Rapport de gestion.

<sup>33</sup> Taux calculé en référence à un capital social total de 75 888 288 actions Valneva, décomposé en (a) 74 698 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, (b) 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15, et (c) 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de € 0,15 chacune.

<sup>34</sup> La société « Groupe Grimaud La Corbière », les actionnaires famille GRIMAUD et la société « Financière Grand Champ SAS » constituent ensemble le « **Groupe Familial Grimaud** ».

<sup>35</sup> Les valeurs mentionnées au sein de la colonne "Actions détenues" à l'égard des membres du directoire incluent des actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, et s'agissant de Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA, des actions de la Société détenues au porteur ainsi que des actions de préférence de la Société d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15.

<sup>36</sup> La valeur mentionnée au sein de la colonne "Actions détenues" inclut des actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de € 0,15 chacune.

<sup>37</sup> La valeur mentionnée au sein de la colonne "Actions détenues" inclut des actions au porteur de la Société.

<sup>38</sup> Les valeurs mentionnées au sein de la colonne "Actions détenues" à l'égard de Messieurs Alexander VON GABAIN et Michel GRECO, membres du conseil de surveillance de la Société, incluent des actions de préférence de la Société d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15, ainsi que des actions de la Société détenues au porteur.

## **15.2 Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote au aux transferts d'actions ; clauses de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce**

### **15.2.1 Restrictions relatives au droit de vote double**

Préalablement à la fusion entre Vivalis SA et Intercell AG, les actionnaires de la Société pouvaient bénéficier d'un droit de vote double pour les actions ordinaires qu'ils détenaient de manière nominative depuis deux ans au moins, dans les conditions prévues par les statuts.

Dans le cadre de la fusion, et conformément aux dispositions du Traité de fusion en date du 16 décembre 2012, il a été convenu que le droit de vote double sur les actions ordinaires des actionnaires Vivalis serait supprimé et qu'un nouveau dispositif de droit de vote double serait institué, dispositif prenant alors effet à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de réalisation de la fusion. Ainsi, les droits de vote double ont été rétablis à compter du 28 mai 2015 pour les actionnaires de la Société répondant aux critères statutaires.

L'article 13.2, 3° des statuts de la Société dispose alors qu'« un droit de vote double de celui conféré aux autres Actions Ordinaires [de la Société], eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions ordinaires entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, à compter de l'immatriculation de la Société sous la forme de société européenne, au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux Actions Ordinaires nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'Actions Ordinaires anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit. »

### **15.2.2 Restrictions relatives aux droits de vote exerçables au cours d'une Assemblée Générale**

Les statuts de la Société (article 13.2, 4°) prévoient certaines restrictions en matière de droits de vote exerçables au cours d'une Assemblée Générale. En effet, « quel que soit le nombre d'Actions Ordinaires possédées par lui, directement ou indirectement, un actionnaire, agissant seul ou de concert, ne pourra exprimer, au titre des votes qu'il émet tant en son nom personnel que comme mandataire au cours d'une Assemblée Générale, plus de 29,9% des voix attachées aux Actions Ordinaires émises et ayant droit de vote à la date de cette Assemblée Générale. Ce plafonnement s'appliquera aux actionnaires agissant de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce, pour lesquels il sera fait masse du nombre de voix dont ils disposent. Si le plafonnement vient à s'appliquer à un ou plusieurs actionnaires, les règles de quorum et de majorité seront déterminées à chaque Assemblée Générale en tenant compte du nombre de voix que peuvent valablement y exprimer le ou les actionnaires concernés. Ce plafonnement s'appliquera pendant un délai de cinq (5) ans à compter de l'enregistrement de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés sous la forme de Société Européenne ».

Par ailleurs, l'article 12, §8 et 9 des statuts de la Société, prévoit que le non-respect de l'obligation d'information liée aux franchissements de seuils se trouve « sanctionné , à la demande [...] d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble une fraction au moins égale à 2% du capital ou des droits de vote de la Société, par la privation des droits de vote attachés aux Actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée, pour toute Assemblée Générale d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à la date de régularisation de la notification. » En outre, « au cas où l'actionnaire inscrit méconnaîtrait sciemment l'obligation d'information de franchissement de seuil vis-à-vis de la Société, le Tribunal de commerce dans le ressort duquel la Société a son siège social pourra, sur demande de la Société ou d'un actionnaire, prononcer la privation totale ou partielle, pour une durée totale ne pouvant excéder cinq ans, de ses droits de vote à l'encontre de tout actionnaire qui n'aurait pas

procédé aux déclarations mentionnées ci-dessus ou qui n'aurait pas respecté le contenu de la déclaration d'intention prévue à l'article L. 233-7, VII du Code de commerce dans les six (6) mois suivant la publication de ladite déclaration. »

### **15.2.3 Clauses de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce**

Au cours de l'exercice 2015, la Société n'a été informée d'aucune disposition contractuelle nouvelle prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions Valneva et portant sur au moins 0,5 % du capital ou des droits de vote de la Société.

Nous vous renvoyons néanmoins à la Section 15.6 du présent Rapport de gestion, s'agissant du pacte d'actionnaires conclu le 5 juillet 2013 entre Groupe Grimaud La Corbière, le Fonds Stratégique d'Investissement (nouvellement « Bpifrance Participations »), Messieurs Franck GRIMAUD, Majid MEHTALI, Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA.

### **15.3 Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont la Société a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce**

Selon les dispositions des statuts de Valneva SE, outre l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital et d'effectuer toute déclaration d'intention en conséquence, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 2% du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société dans un délai de quatre jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, en précisant le nombre total d'actions, de droits de vote correspondant et de titres donnant accès au capital qu'elle détient seule ou de concert.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a été informée des franchissements de seuils ci-après exposés.

#### **15.3.1 Déclarations du Groupe Familial Grimaud**

**Déclaration de franchissements de seuils reçue suite à l'augmentation de capital résultant de l'acquisition Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL<sup>®</sup>, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques (cf. Section 1.2.1 du présent Rapport de gestion)**

La société Financière Grand Champ SAS a déclaré, à titre de régularisation, tant pour elle-même que les personnes suivantes avec lesquelles elle agit de concert :

- + la société Groupe Grimaud La Corbière, sa filiale dont elle détient le contrôle et avec laquelle elle est réputée agir de concert conformément à l'article L. 233-10, II, 2° du Code de commerce ;
- + Monsieur Frédéric GRIMAUD, Président de la société Groupe Grimaud La Corbière, réputé de concert conformément à l'article L. 233-10, II, 1° du Code de commerce ;
- + Monsieur Joseph GRIMAUD, Madame Marie-Thérèse GRIMAUD, Madame Renée GRIMAUD, Monsieur Thomas GRIMAUD, Madame Odile GRIMAUD CHATEIGNER, Mme Agnès GRIMAUD, Mme Anne Marie GRIMAUD, M. Bruno GRIMAUD, associés de la société Financière Grand Champ, réputés de concert conformément à l'article L. 233-10, II, 4° du Code de commerce ;

(désignés ensemble ci-après par « **Groupe Familial Grimaud** »)

avoir franchi à la baisse, le 6 février 2015, le seuil légal de 20% en capital et en droits de vote, ainsi que les seuils statutaires compris entre 22% et 18%, du fait de l'augmentation de capital avec



maintien du droit préférentiel de souscription ouverte à la souscription du 15 au 28 janvier 2015, décrite dans la note d'opération visée par l'AMF le 12 janvier 2015, sous le Visa n° 15-020.

La participation du Groupe Familial Grimaud a été ramenée, par suite de cette opération, à 17,14% du capital et 17,42%<sup>39</sup> des droits de vote de la Société :

	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
Groupe Grimaud La Corbière	12 104 830	15,98	12 104 830	16,23
Financière Grand Champ	334 977	0,44	334 977	0,45
Frédéric GRIMAUD	257 996	0,34	257 996	0,35
Joseph GRIMAUD	157 835	0,21	157 835	0,21
Marie-Thérèse GRIMAUD	69 230	0,09	69 230	0,09
Renée GRIMAUD	64 135	0,08	64 135	0,09
Agnès GRIMAUD	1 022	ns	1 022	ns
Anne Marie GRIMAUD	480	ns	480	ns
Thomas GRIMAUD	100	ns	100	ns
Odile GRIMAUD CHATEIGNER	62	ns	62	ns
Bruno GRIMAUD	66	ns	66	ns
<b>TOTAL Groupe Familial Grimaud</b>	<b>12 990 733</b>	<b>17,14</b>	<b>12 990 733</b>	<b>17,42</b>

A cette occasion, la société Groupe Grimaud La Corbière a déclaré avoir franchi individuellement en baisse les mêmes seuils.

#### Déclaration de franchissements de seuils par suite d'une attribution de droits de vote double, et déclaration d'intention

La société Financière Grand Champ SAS a déclaré, tant pour elle-même que pour les autres membres du Groupe Familial Grimaud avec lesquels elle agit de concert, avoir franchi à la hausse, en date du 28 mai 2015, les seuils légaux de 20% et 25% des droits de vote de la Société, ainsi que les seuils statutaires compris entre 18% et 28% de ces droits de vote, du fait de l'attribution des droits de vote double conformément aux dispositions de l'article 13.2.3 des statuts de Valneva SE.

La participation du Groupe Familial Grimaud a été portée à 28,13%<sup>40</sup> des droits de vote de la Société :

	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
Groupe Grimaud La Corbière	12 104 830	15,96	22 990 110	26,43
Financière Grand Champ	334 977	0,44	563 149	0,65
Frédéric GRIMAUD	257 996	0,34	457 996	0,53
Joseph GRIMAUD	157 835	0,21	234 765	0,27
Marie-Thérèse GRIMAUD	69 230	0,09	119 230	0,14

<sup>39</sup> Taux calculés en référence à un capital social total de 75 772 414 actions Valneva (décomposé en 74 583 299 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, et 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15), représentant 74 583 299 droits de vote de la Société.

<sup>40</sup> Taux calculés en référence à un capital social total de 75 852 214 actions Valneva (décomposé en 74 663 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, et 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15), représentant 86 980 615 droits de vote de la Société.



	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
Agnès GRIMAUD	1 022	ns	1 022	ns
Anne Marie GRIMAUD	480	ns	480	ns
Thomas GRIMAUD	100	ns	200	ns
Odile GRIMAUD CHATEIGNER	62	ns	62	ns
Bruno GRIMAUD	66	ns	66	ns
<b>TOTAL Groupe Familial Grimaud</b>	<b>12 990 733</b>	<b>17,13</b>	<b>24 466 215</b>	<b>28,13</b>

A cette occasion, la société Groupe Grimaud La Corbière a déclaré avoir franchi individuellement à la hausse les mêmes seuils.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 233-7, VII du Code de commerce, et à la suite du franchissement à la hausse, le 28 mai 2015, des seuils de 20% et 25% du capital et des droits de vote de la Société Valneva SE par le Groupe Familial Grimaud, celui-ci a déclaré :

- que le franchissement des seuils de 20 % et 25% des droits de vote résulte de l'attribution de 11 475 482 droits de vote double au 28 mai 2015, conformément aux dispositions de l'article 13.2.3 des statuts de la Société Valneva SE ;
- agir de concert avec les personnes suivantes :
  - + la société Groupe Grimaud La Corbière, sa filiale dont elle détient le contrôle et avec laquelle elle est réputée agir de concert conformément à l'article L. 233-10, II, 2° du Code de commerce ;
  - + M. Frédéric GRIMAUD, Président de la société Groupe Grimaud La Corbière, réputé de concert conformément à l'article L. 233-10, II, 1° du Code de commerce ; et
  - + M. Joseph Grimaud, Mme Marie-Thérèse GRIMAUD, Mme Renée GRIMAUD, M. Thomas GRIMAUD, Mme Odile GRIMAUD CHATEIGNER, Mme Agnès GRIMAUD, Mme Anne Marie GRIMAUD, M. Bruno GRIMAUD, associés de la société Financière Grand Champ, réputés de concert conformément à l'article L. 233-10, II, 4° du Code de commerce ;
- que la société n'envisage pas de poursuivre ses achats et n'envisage pas d'acquérir le contrôle de la Société Valneva SE, ni de mener une stratégie particulière vis-à-vis de l'émetteur ;
- qu'aucune des opérations prévues à l'article 223-17, I, 6° du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers n'est envisagée ;
- ne détenir aucun des instruments ou accords listés à l'article L. 233-9, I, 4° et 4° bis du Code de commerce ;
- n'avoir conclu aucun accord de cession temporaire ayant pour objet les actions ou les droits de vote de la Société Valneva SE ;
- ne pas envisager de demander la nomination de membre du directoire ou du conseil de surveillance de Valneva SE, sachant que M. Frédéric GRIMAUD, Président de la société Groupe Grimaud La Corbière, est d'ores-et-déjà Président du conseil de surveillance de la Société.



### 15.3.2 Déclaration de franchissements de seuils de Novartis AG par suite d'une cession d'actions Valneva à la société Glaxo Group Limited et de diverses augmentations de capital de la Société

a) Novartis AG, agissant en son nom et pour son compte, ainsi qu'au nom et pour le compte des sociétés Novartis Pharma AG (« **Novartis Pharma** ») et Novartis Vaccines and Diagnostics Inc. (« **NVD Inc.** » et, ensemble avec Novartis AG et Novartis Pharma, le « **Groupe Novartis** »), a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi à la baisse certains seuils légaux et statutaires dans le capital et les droits de vote de la Société, et ce, de façon passive, suite à diverses augmentations de capital réalisées par la Société. Novartis AG a également déclaré, tant en son nom et pour son compte, qu'au nom et pour le compte des autres sociétés du Groupe Novartis, avoir franchi à la baisse, de façon active, certains seuils légaux et statutaires dans le capital et les droits de vote de la Société, suite à la réalisation de la Cession (telle que définie ci-après) :

Date du(des) franchissements de seuil(s)	Description de l'évènement déclencheur	% du capital social de la Société			% des droits de vote de la Société			Description du(des) seuil(s) franchi(s)
		Novartis Pharma	NVD Inc.	Groupe Novartis	Novartis Pharma	NVD Inc.	Groupe Novartis	
3 mars 2015	Cession	0	0	0	0	0	0	<p><b>Novartis AG a, indirectement et activement, franchi à la baisse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le seuil statutaire de 2% du capital social</li> <li>- le seuil statutaire de 2% des droits de vote</li> </ul> <p><b>Novartis Pharma a, directement et activement, franchi à la baisse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le seuil statutaire de 2% du capital social</li> <li>- le seuil statutaire de 2% des droits de vote</li> </ul>
6 février 2015	Augmentation du capital social de la Société	2,66	1,10	3,76	2,54	1,04	3,58	<p><b>Novartis AG a, indirectement et passivement, franchi à la baisse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le seuil statutaire de 4% du capital social</li> <li>- le seuil statutaire de 4% des droits de vote</li> </ul>
25 juin 2014	Augmentation du capital social de la Société	3,51	1,45	4,96	3,39	1,38	4,78	<p><b>Novartis AG a, indirectement et passivement, franchi à la baisse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le seuil légal de 5% du capital social</li> </ul>
5 juillet 2013	Augmentation du capital social de la Société	3,62	1,49	5,11	3,47	1,43	4,90	<p><b>Novartis AG a, indirectement et passivement, franchi à la baisse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le seuil légal de 5% des droits de vote</li> <li>- le seuil statutaire de 6% du capital social</li> <li>- le seuil statutaire de 6% des droits de vote</li> </ul> <p><b>Novartis Pharma a, directement et passivement, franchi à la baisse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le seuil statutaire de 4% du capital social</li> <li>- le seuil statutaire de 4% des droits de vote</li> </ul> <p><b>NVD Inc. a, directement et passivement, franchi à la baisse :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le seuil statutaire de 2% du capital social</li> </ul>

b) Il a été précisé, conformément à l'article 12 des statuts de la Société, que :

- + toutes les actions et droits de vote détenus par le Groupe Novartis dans le capital de la Société lui ont été attribués dans le cadre de la fusion intervenue le 28 mai 2013 entre les sociétés Intercell AG et Vivalis SA (désormais Valneva SE) ; et
- + depuis le 28 mai 2013, et ce, jusqu'à la réalisation de la Cession (telle que définie ci-après):
  - o le Groupe Novartis n'a ni cédé, ni acquis d'actions ou de droits de vote de la Société, ni souscrit à une augmentation du capital de la Société ; et
  - o le nombre d'actions ordinaires et d'actions de préférence détenu par le Groupe Novartis est demeuré inchangé, soit :

	Capital social		Droits de vote
	Actions ordinaires	Actions de préférence	
Novartis Pharma	1 894 024	1 894 024	1 894 024
	Soit 3 788 048		
NVD Inc.	780 000	780 000	780 000
	Soit 1 560 000		
<b>Groupe Novartis</b>	<b>2 674 024</b>	<b>2 674 024</b>	<b>2 674 024</b>
	<b>Soit 5 348 048</b>		

- o à l'exception des actions et droits de vote mentionnés ci-dessus, le Groupe Novartis ne détient, et n'a jamais détenu, de titres donnant à terme accès au capital et/ou aux droits de vote de la Société.

c) En outre, le 3 mars 2015, la propriété de l'intégralité des actions et droits de vote que Novartis Pharma et NVD Inc. détenaient dans le capital de la Société a été transférée au profit de la société Glaxo Group Limited (la « **Cession** »). En conséquence, à cette date, le Groupe Novartis ne détenait plus aucune participation dans le capital ou les droits de vote de Valneva SE.

### 15.3.3 Déclaration de franchissement de seuil du groupe Glaxo SmithKline (« Groupe GSK ») par suite d'acquisition d'actions Valneva détenues par des sociétés du groupe Novartis

Le 2 mars 2015, la société Glaxo Group Limited, filiale du Groupe GSK, a acquis les actions Valneva détenues par Novartis Pharma AG et Novartis Vaccines and Diagnostics Inc. (cf. [Section 15.3.2](#) du présent Rapport de gestion). En outre, GSK Biologicals SA, filiale du Groupe GSK, détenait à cette même date des actions dans la Société. Cette acquisition, ajoutée à cette participation préexistante, a entraîné le franchissement à la hausse, par le Groupe GSK, du seuil de 2% du capital et des droits de vote de Valneva SE.

Par conséquent, le Groupe GSK, agissant au nom et pour le compte de ses filiales, GSK Biologicals SA et Glaxo Group Limited, a déclaré détenir à la date du 2 mars 2015 :

- + 2 966 524 actions ordinaires de la Société ; et
- + 2 674 024 actions de préférence de la Société ;

soit :

- + 4,15% du capital de la Société ; et

+ 3,97% des droits de vote de la Société<sup>41</sup>.

#### 15.3.4 Déclarations de l'EPIC BPI-Groupe

##### Déclaration de franchissements de seuils par suite d'attribution de droits de vote double, et déclaration d'intention

L'EPIC BPI-Groupe a déclaré avoir franchi à la hausse, le 25 juillet 2015, indirectement par l'intermédiaire de Bpifrance Participations SA dont il exerce le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, les seuils suivants :

- le seuil légal de 10% des droits de vote de la Société ;
- les seuils statutaires de 10%, 12% et 14% des droits de vote de la Société.

Ces franchissements de seuils résultent de l'attribution à Bpifrance Participations de 5 499 863 droits de vote double, ce qui porte la participation de l'EPIC BPI-Groupe à 7 456 785 actions ordinaires et 12 956 648 droits de vote de la Société, représentant 9,83% du capital et 14,01%<sup>42</sup> des droits de vote émis dans Valneva SE:

	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
EPIC BPI-Groupe (à titre direct)	0	0	0	0
EPIC BPI-Groupe (à titre indirect, par l'intermédiaire de Bpifrance Participations)	7 456 785	9,83	12 956 648	14,01
<b>TOTAL EPIC BPI-Groupe</b>	<b>7 456 785</b>	<b>9,83</b>	<b>12 956 648</b>	<b>14,01</b>

Par ailleurs, conformément à l'article L. 233-7, VII du Code de commerce, l'EPIC BPI-Groupe a déclaré que pour les six mois à venir, les intentions de Bpifrance Participations, société dont il détient indirectement le contrôle au travers de la société BPI-Groupe SA, sont les suivantes :

- Bpifrance Participations a franchi à la hausse le seuil de 10% des droits de vote de la Société en raison de l'attribution à son profit de 5 499 863 droits de vote double, et par conséquent, n'a eu recours à aucun mode de financement ;
- Bpifrance Participations agit seule ;
- Bpifrance Participations n'a pas l'intention de procéder à des achats sur le marché ;
- Bpifrance Participations n'envisage pas de prendre le contrôle de la Société ;
- Bpifrance Participations entend continuer d'accompagner Valneva SE dans le cadre de son développement mais n'envisage de réaliser aucune des opérations visées à l'article 223-17, I, 6° du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers ;
- Bpifrance Participations n'est pas partie à un quelconque accord ou instrument financier visé à l'article L. 233-9, I, 4 et 4° bis du Code de commerce ;
- Bpifrance Participations n'a pas conclu d'accord de cession temporaire ayant pour objet les actions et/ou les droits de vote de la Société Valneva SE.
- Bpifrance Participations n'a pas l'intention de demander [...] la nomination d'administrateurs.

<sup>41</sup> Taux calculés en référence à un capital social total de 75 852 214 actions Valneva (décomposé en 74 663 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de €0,15 chacune, et 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de €0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de €0,15), représentant 74 663 099 droits de vote de la Société.

<sup>42</sup> Taux calculés en référence à un capital social total de 75 852 214 actions Valneva, représentant 92 479 478 droits de vote de la Société.

**Déclaration de franchissement de seuil par suite de l'émission de nouveaux titres et de nouveaux droits de vote double**

L'EPIC BPI-Groupe a déclaré avoir franchi passivement à la baisse, le 4 août 2015, par l'intermédiaire de Bpifrance Participations SA, le seuil statutaire de 14% des droits de vote de la Société.

Ce franchissement de seuil résulte de l'émission de nouveaux titres Valneva et de nouveaux droits de vote double ; la participation de l'EPIC BPI-Groupe, à hauteur de 7 456 785 actions ordinaires et 12 956 648 droits de vote de la Société, représente désormais 9,82% du capital et 13,82% des droits de vote émis dans Valneva SE.

**15.3.5 Déclaration de franchissements de seuils de la Caisse des Dépôts et Consignations (« CDC ») par suite de l'attribution de droits de vote double, et déclaration d'intention**

Le 25 juillet 2015, la CDC, par l'intermédiaire de Bpifrance Participations, a franchi à la hausse les seuils suivants :

- le seuil légal de 15% des droits de vote de la Société ;
- les seuils statutaires de 12% et 14% des droits de vote de la Société.

Ces franchissements de seuils résultent de l'attribution à Bpifrance Participations de 5 499 863 droits de vote double.

La CDC détient désormais, indirectement par l'intermédiaire de Bpifrance Participations et de CDC Entreprises Valeurs Moyennes (« CDC EVM »), 8 810 485 actions ordinaires et 14 310 348 droits de vote de la Société, représentant 11,61% du capital et 15,47%<sup>43</sup> des droits de vote émis par Valneva SE:

	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
CDC	0	0	0	0
CDC Entreprises Valeurs Moyennes	1 353 700	1,78	1 353 700	1,46
Bpifrance Participations SA	7 456 785	9,83	12 956 648	14,01
<b>TOTAL CDC</b>	<b>8 810 485</b>	<b>11,61</b>	<b>14 310 348</b>	<b>15,47</b>

Par ailleurs, conformément à l'article L. 233-7, VII du Code de commerce, la Caisse des Dépôts et Consignations a déclaré que, pour les six mois à venir, les intentions de CDC EVM et les intentions de Bpifrance Participations, société dont elle détient indirectement le contrôle au travers de la société BPI-Groupe SA, sont les suivantes :

- le franchissement de seuil est passif et lié à l'attribution de droits de vote doubles. Il n'a pas nécessité de financement ;
- CDC EVM et Bpifrance Participations agissent respectivement seules ;
- Bpifrance Participations n'envisage pas de poursuivre des achats d'actions dans les mois à venir ;
- CDC EVM envisage de poursuivre des achats d'actions dans les mois à venir de façon non significative ;
- ni CDC EVM, ni Bpifrance Participations, n'envisage de prendre le contrôle de la Société ;

<sup>43</sup> Taux calculés en référence à un capital social total de 75 852 214 actions Valneva, représentant 92 479 478 droits de vote de la Société.

- CDC EVM et Bpifrance Participations entendent respectivement continuer d'accompagner Valneva SE dans le cadre de son développement, mais n'envisagent pas de réaliser l'une des opérations visées à l'article L. 223-17 I, 6° du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers ;
- CDC EVM et Bpifrance Participations ne sont parties à un quelconque accord ou instrument financier visé à l'article L. 233-9, I, 4° et 4° bis du Code de commerce ;
- ni CDC EVM, ni Bpifrance Participations, n'a conclu d'accord de cession temporaire ayant pour objet les actions et/ou les droits de vote de la Société Valneva SE ;
- ni CDC EVM, ni Bpifrance Participations, n'a l'intention de demander [...] la nomination d'administrateurs.

#### **15.4 Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux ; description de ces droits de contrôle spéciaux**

La Société n'a pas connaissance de l'existence de droits de contrôle spéciaux, à l'exception du droit de vote double qui est attribué à toutes les actions ordinaires de la Société entièrement libérées, pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire (cf. Section 15.2.1 du présent Rapport de gestion).

#### **15.5 Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier**

La Société n'a pas mis en place de système d'actionnariat du personnel susceptible de contenir des mécanismes de contrôle lorsque les droits de contrôle ne sont pas exercés par le personnel.

#### **15.6 Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote**

Un pacte d'actionnaires a été conclu le 5 juillet 2013 entre la société Groupe Grimaud La Corbière («**GGLC**»), le Fonds Stratégique d'Investissement (nouvellement « Bpifrance Participations »), Messieurs Franck GRIMAUD, Majid MEHTALI, Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA.

La signature du pacte est intervenue dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de Valneva SE, d'un montant d'environ € 40 millions, qui a fait l'objet du prospectus ayant reçu le Visa n°13-0275 de l'Autorité des Marchés Financiers et qui fait suite à la création de la Société par voie de fusion entre les sociétés Vivalis SA et Intercell AG.

Les principales stipulations du pacte sont les suivantes :

##### **Pacte non concertant**

Bpifrance Participations, GGLC et les membres du directoire n'entendent pas agir de concert vis-à-vis de Valneva SE. En particulier, par ce pacte, Bpifrance Participations a souhaité préserver ses intérêts financiers au sein de la Société.

##### **Gouvernance**

##### **Composition du Conseil de Surveillance**

- + Le pacte rappelle que l'Assemblée Générale de Vivalis SA, convoquée le 7 mars 2013 pour approuver la fusion et l'augmentation de capital, a désigné comme premiers membres du conseil de surveillance pour une durée de 3 ans (i) 3 candidats proposés par GGLC (Messieurs Frédéric GRIMAUD, Michel GRECO et Alain MUNOZ), dont les mandats sont devenus effectifs à la date de réalisation de la fusion entre Vivalis SA et Intercell AG, (ii) 3

candidats proposés par Intercell AG (Messieurs James SULAT, Alexander VON GABAIN, et Hans WIGZELL), dont les mandats sont devenus effectifs à la date de réalisation de la fusion entre Vivalis SA et Intercell AG, et (iii) un candidat proposé par Bpifrance Participations (Madame Anne-Marie GRAFFIN), dont le mandat est devenu effectif à la date de règlement-livraison de l'augmentation de capital ;

- + Le membre du conseil de surveillance désigné sur proposition de Bpifrance Participations est également membre du Comité des nominations et rémunérations ;
- + GGLC et Bpifrance Participations feront leurs meilleurs efforts pour maintenir ces principes d'allocation des sièges au sein du conseil de surveillance pendant la durée du pacte ;
- + Bpifrance Participations sera également désigné en qualité de Censeur au sein du conseil de surveillance pour une période de 3 ans à compter de la date de règlement-livraison de l'augmentation de capital ;
- + Les décisions en conseil de surveillance seront prises à la majorité simple des membres présents ou représentés à l'exception de (i) certaines décisions soumises à une majorité qualifiée de 4 membres sur 7 (budget, plan d'affaires, désignation et révocation des membres du directoire, distributions de dividendes, projets de résolution en Assemblée Générale Extraordinaire, augmentations de capital, etc.), et (ii) toute décision de transfert, hors de France, du siège social de Valneva SE ou d'un centre de R&D exploité en France par Valneva SE, dont l'adoption sera subordonnée à un vote unanime. Pour ces deux types de décision, le quorum (sur première convocation seulement) sera la majorité des membres, avec au moins un représentant désigné sur proposition de chacun de GGLC, Intercell et Bpifrance Participations. Sur deuxième convocation, le quorum sera de la majorité des membres du conseil de surveillance.

### **Composition du directoire**

Le pacte rappelle que les membres du directoire, nommés pour une durée de 3 ans à compter de la date de réalisation de la fusion entre Vivalis SA et Intercell AG, sont (i) 2 candidats proposés par GGLC (Messieurs Franck GRIMAUD et Majid MEHTALI) et (ii) 2 candidats proposés par le conseil de surveillance d'Intercell AG (Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA).

Faisant suite au décès de Majid Mehtali en Août 2013, le directoire de la Société est désormais composé de 3 membres, à savoir, M. Franck GRIMAUD, M. Thomas LINGELBACH et M. Reinhard KANDERA.

### **Transferts de titres**

#### **Engagement de conservation**

Bpifrance Participations sera tenu par un engagement de conservation de ses titres pendant 2 ans. Cet engagement sera de 4 ans pour GGLC (sous réserve de certaines exceptions, telle qu'une faculté de respiration sur 50% de ses titres à compter du troisième anniversaire du pacte). Les membres du directoire seront tenus par un engagement de conservation pendant 3 ans (sous réserve de certaines exceptions, telles que certains cas de licenciement, ainsi qu'une faculté de respiration sur 20% de leurs titres).

#### **Transferts libres**

Les transferts entre affiliés resteront libres (sous réserve des conditions usuelles: adhésion, solidarité du cédant, etc.). Aucune restriction n'est également prévue pour les apports de titres Valneva par l'une des parties à une offre publique.



### Droit de premier refus

A l'issue de la période de conservation, tout transfert de titres par GGLC ou Bpifrance Participations (sous réserve des transferts libres rappelés ci-dessus) sera sujet à un droit de premier refus de Bpifrance Participations ou de GGLC, selon le cas, au prix offert par le cédant. En l'absence d'exercice de ce droit, le cédant pourra céder les titres offerts par tous moyens pendant 3 mois et à un prix de cession au moins égal au prix offert à GGLC ou Bpifrance Participations.

### Anti-dilution

Si Valneva SE souhaite procéder à une augmentation de capital (en numéraire) dont la réalisation aurait un effet dilutif sur la participation de Bpifrance Participations dans la Société, GGLC, à la demande de Bpifrance Participations fera ses meilleurs efforts pour prendre les actions nécessaires afin que Bpifrance Participations puisse maintenir le même niveau de participation.

### Durée du pacte

Le pacte a une durée de 6 ans (renouvelable par période successive d'un an, sauf dénonciation préalable par l'une des parties).

## 15.7 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la Société

Les règles applicables en cette matière sont statutaires et conformes à la loi.

## 15.8 Pouvoirs du directoire, en particulier pour l'émission ou le rachat d'actions

Concernant l'émission ou le rachat d'actions, les pouvoirs du directoire sont ceux prévus en vertu des dispositions légales et réglementaires applicables aux Sociétés Européennes à directoire et conseil de surveillance.

### 15.8.1 Délégations en matière d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites en cours de validité

#### Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2014

Résolution	Nature de la délégation	Durée de validité de la délégation	Montant autorisé	Utilisation sur l'exercice 2015
20	Emission d'options de souscription d'actions – Délégation au directoire à cet effet	38 mois, soit jusqu'au 26 août 2017	Le nombre total d'options pouvant être consenties en vertu de cette autorisation ne pourra donner droit à souscrire un nombre total d'actions représentant plus de 4% du capital de la Société à la date d'attribution des options.	Délégation utilisée dans le cadre de la mise en place du plan d'options de souscription de la Société n°8 – Tranche 1, en date du 28 juillet 2015, à hauteur de 712 000 options donnant droit à souscrire à 712 000 actions ordinaires de la Société (cf. <a href="#">Section 13.2.1</a> du présent Rapport de gestion).
21	Emission d'actions gratuites, rachat d'actions par le Société sur le marché à cette fin - Délégation au directoire à cet effet	38 mois, soit jusqu'au 26 août 2017	Le nombre total d'actions ordinaires attribuées gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 2% du capital de la Société à la date d'attribution des actions gratuites.	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

## 15.8.2 Autorisations de programmes de rachat et d'annulation d'actions de la Société en cours de validité

### Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2015

Résolution	Nature de la délégation	Durée de validité de la délégation	Description de l'autorisation	Utilisation sur l'exercice 2015
6	Autorisation et pouvoirs à conférer au Directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions	18 mois, soit jusqu'au 25 décembre 2016	<p>Autorisation de procéder à l'achat d'actions de la Société, ainsi qu'à leur vente ou leur transfert, en une ou plusieurs fois, à tout moment, y compris en période d'offre publique, et par tous moyens, en particulier par intervention sur le marché ou hors marché, y compris par des transactions de blocs, à l'exception de l'utilisation de produits dérivés. La part maximale du programme de rachat pouvant être effectuée par voie d'acquisition ou de cession de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme de rachat d'actions autorisé.</p> <p>La Société est autorisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ à acquérir ses propres actions jusqu'à concurrence de 5% des actions composant le capital social, tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision et sous déduction des actions autodétenues, à un prix par action au plus égal à € 10. Toutefois, lorsque les actions seront rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre d'actions à prendre en compte pour le calcul de la limite de 5% correspondra au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation. Par ailleurs, le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5% du capital social tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision ;</li> <li>+ vendre, céder ou transférer par tous moyens, tout ou partie des actions ainsi acquises ;</li> <li>+ ou encore à annuler lesdites actions par voie de réduction du capital social, et ce, dans la limite de 5% du capital de la Société par périodes de vingt-quatre (24) mois.</li> </ul> <p>En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, de division ou regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.</p> <p>Ces achats d'actions pourront être effectués en vue de toute affectation permise par la loi ou qui viendrait à être permise par la loi, et notamment en vue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ de l'animation du cours dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI du 8 mars 2011 et conclu avec un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante ;</li> <li>+ de la conservation des titres acquis et leur remise ultérieure en paiement ou à l'échange dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;</li> <li>+ de mettre en place et d'honorer des obligations, et notamment de remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens immédiatement ou à terme à des actions de la Société, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;</li> </ul>	<p>Autorisation utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dans le cadre du contrat de liquidité financier Natixis (cf. <a href="#">Section 16.1</a> du présent Rapport de gestion).</p>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>+ de l'annulation des titres acquis ;</li> <li>+ de la couverture de plans d'options d'achat d'actions réservés aux salariés, ou autres allocations d'actions dans les conditions prévues aux articles L. 3332-1 et suivants et R. 3332-4 du Code du travail, ou allocation à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés visées à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce des actions de la Société, ou allocation d'actions dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.</li> </ul> <p>Le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme est fixé à quinze millions d'euros (€ 15 000 000).</p>	
7	<b>Autorisation à conférer au Directoire en vue d'annuler les actions auto détenues par la Société</b>	18 mois, soit jusqu'au 25 décembre 2016	Autorisation de procéder en une ou plusieurs fois, à la réduction du capital social de la Société, dans la limite de 10% du capital (tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision) par période de vingt-quatre (24) mois, par annulation des actions que la Société détient ou pourrait détenir par tout moyen, y compris par suite d'achats réalisés dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés par la sixième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2015, ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de ladite Assemblée, ou par tout autre moyen, en imputant la différence entre la valeur de rachat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

### 15.8.3 Autres délégations en cours de validité

#### Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2015

Résolution	Nature de la délégation	Durée de validité de la délégation	Montant autorisé	Utilisation sur l'exercice 2015
8	<b>Emission de bons de souscription d'actions</b>	18 mois, soit jusqu'au 25 décembre 2016	Autorisation d'émettre 250 000 bons de souscription d'actions autonomes de la Société "BSA 26" donnant chacun droit à l'attribution d'une action ordinaire nouvelle de la Société.	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
10	<b>Délégation de compétence consentie au Directoire en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription</b>	26 mois, soit jusqu'au 25 août 2017	<p><u>Montant nominal global des augmentations de capital</u> : maximum quatre millions cinq cent mille euros (€ 4 500 000).</p> <p>Les valeurs mobilières émises, donnant accès à des titres de capital de la Société, pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires.</p> <p><u>Montant nominal maximal des titres de créances</u>: cent vingt-cinq millions d'euros (€ 125 000 000)</p>	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.



Résolution	Nature de la délégation	Durée de validité de la délégation	Montant autorisé	Utilisation sur l'exercice 2015
11	Délégation de compétence consentie au Directoire en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital par offre au public avec suppression du droit préférentiel de souscription mais avec un délai de priorité facultatif	26 mois, soit jusqu'au 25 août 2017	<u>Montant nominal global des augmentations de capital</u> : maximum quatre millions cinq cent mille euros (€ 4 500 000).  Les valeurs mobilières émises, donnant accès à des titres de capital de la Société, pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires.  <u>Montant nominal maximal des titres de créances</u> : cent vingt-cinq millions d'euros (€ 125 000 000).	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
12	Délégation de compétence consentie au Directoire en vue d'augmenter le capital social par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes	26 mois, soit jusqu'au 25 août 2017	Montant nominal global des augmentations de capital : maximum quatre millions cinq cent mille euros (€ 4 500 000).	Délégation utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dans le cadre d'attribution définitive d'actions gratuites effectuées aux termes des décisions du directoire en date du 24 juillet 2015 et 7 septembre 2015, pour un montant total de € 5 250 (cf. <a href="#">Section 13.2.2</a> du présent Rapport de gestion).
13	Délégation de compétence consentie au Directoire à l'effet de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'un placement privé	26 mois, soit jusqu'au 25 août 2017	<u>Montant total des augmentations de capital</u> : maximum 20% du capital de la Société par an.  Les valeurs mobilières émises, donnant accès à des titres de capital de la Société, pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires.  <u>Montant nominal maximal des titres de créances</u> : cent vingt-cinq millions d'euros (€ 125 000 000).	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
14	Délégation de compétence consentie au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour fixer le prix d'émission selon les modalités déterminées par l'Assemblée Générale dans la limite de 10% du capital par an	26 mois, soit jusqu'au 25 août 2017	Montant nominal des augmentations de capital : maximum 10% du capital social de la Société (cette limite étant appréciée à la date de l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2015), dans la limite du plafond d'augmentation de capital prévu par la onzième résolution, ou selon le cas, de la treizième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2015 (et du plafond global d'augmentation de capital prévu à la seizième résolution ci-dessous).	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
15	Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital	26 mois, soit jusqu'au 25 août 2017	Augmentations de capital autorisées dans la limite de 10% du capital de la Société.	Délégation non utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
16	Plafond maximum global des augmentations de capital	Le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu des résolutions dix à quinze de l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2015, ne pourra excéder quatre millions cinq cent mille euros (€ 4 500 000), étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera le montant nominal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société.		

Résolution	Nature de la délégation	Durée de validité de la délégation	Montant autorisé	Utilisation sur l'exercice 2015
17	Création d'une nouvelle catégorie d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires à l'issue d'un délai de 4 ans			
18	Délégation de compétence consentie au Directoire en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel au profit d'une catégorie déterminée de personnes	18 mois, soit jusqu'au 25 décembre 2016	Le nombre maximum d'actions de préférence convertibles pouvant être émises sur le fondement de la présente délégation s'élève à 2 000 <sup>44</sup> . Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être créées en cas de conversion des actions de préférence convertibles s'élève à 200 000, soit une augmentation de capital maximum de € 30 000, étant précisé que ces plafonds sont fixés sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires d'actions de préférence convertibles.	Délégation utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 (directoire en date du 28 juillet 2015) dans le cadre de la souscription, à titre onéreux, de 1 074 actions de préférence convertibles (i) permettant l'obtention de 107 400 actions ordinaires de la Société au maximum, et (ii) ayant par ailleurs donné droit à l'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva (cf. <a href="#">Section 13.3</a> du présent Rapport de gestion).
20	Autorisation au Directoire d'attribuer gratuitement des actions de préférence convertibles de la Société au profit de salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription	38 mois, soit jusqu'au 25 août 2018	Le nombre total d'actions de préférence convertibles attribuées gratuitement au titre de la présente résolution ne pourra représenter plus de 5,5% <sup>45</sup> du capital de la Société à la date de la décision de leur attribution par le directoire. Le nombre d'actions ordinaires pouvant être créées en cas de conversion de ces actions de préférence convertibles attribuées gratuitement ne pourra excéder quatre millions, soit une augmentation de capital maximum de € 600 000, étant précisé que ces plafonds sont fixés sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires d'actions de préférence convertibles.	Délégation utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dans le cadre de l'attribution gratuite de 26 850 actions de préférences convertibles, constatée par décision du directoire en date du 28 juillet 2015, donnant droit à l'obtention maximum de 2 685 000 actions ordinaires de la Société (cf. <a href="#">Section 13.3</a> du présent Rapport de gestion).

## 15.9 Accords conclus par la Société, qui sont modifiés ou qui prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société

Comme mentionné au sein de l'Annexe 5.2 des comptes sociaux établis pour l'exercice 2015, un prêt d'environ 41 millions de dollars US a été accordé à Valneva Austria GmbH, filiale autrichienne de la Société, par un fond d'investissement géré par Pharmakon Advisors.

En cas de changement de contrôle de la Société, ce prêt doit être remboursé par anticipation, avec certaines indemnités complémentaires, desquelles sont déduits les intérêts déjà versés.

## 15.10 Accords prévoyant des indemnités pour les membres du directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse, ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique

Il n'existe pas d'accord prévoyant des indemnités au bénéfice des salariés en cas de démission, de licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

<sup>44</sup> Etant entendu que les actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva souscrites à titre payant et attribuées gratuitement ne peuvent ensemble représenter plus de 6% du capital de la Société.

<sup>45</sup> Idem.

En revanche, concernant les membres du directoire de la Société, certaines indemnités ont été prévues en cas de cessation de leurs mandats et/ou fonctions, à travers la conclusion d'un « *Management Agreement* » signé avec la Société ou sa filiale Valneva Austria GmbH, selon le cas. Nous vous renvoyons sur ce point à la [Section 20.1.5](#) du présent Rapport de gestion.

## 16. RACHATS D'ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société n'a effectué de rachats d'actions qu'au titre de son contrat de liquidité conclu avec l'établissement financier Natixis.

Par ailleurs, la Société avait procédé à une opération de rachat d'actions au cours de l'exercice 2013, dans le cadre de sa fusion avec la société Intercell AG.

### 16.1 Programme de rachat mis en œuvre au titre d'un contrat de liquidité

L'Assemblée Générale de la Société, réunie en date du 25 juin 2015, est venue autoriser la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions, et ce, pour une durée de 18 mois à compter de la date de l'Assemblée Générale (résolution n°6).

Depuis le 6 juillet 2007, la Société a conclu un contrat de liquidité avec l'établissement financier Natixis. Ce contrat de liquidité a notamment pour objet de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations du titre de la Société et d'éviter les décalages de cours non justifiés par la tendance du marché.

Au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce et dans le cadre du contrat de liquidité, la Société a acheté 1 252 657 actions ordinaires Valneva et vendu 1 259 269 actions ordinaires Valneva au cours de l'exercice 2015, à un prix moyen pondéré d'achat de € 3,90 par action (prix moyen pondéré en 2014 : € 5,57) et à un prix moyen pondéré de vente de € 3,92 par action (prix moyen pondéré en 2014 : € 5,56). Valneva n'a versé aucun frais de négociation.

Au 31 décembre 2015, la Société détenait, dans le cadre de son contrat de liquidité, 20 110 actions ordinaires Valneva (soit 0,03%<sup>46</sup> du capital social au 31 décembre 2015, contre 0,05%<sup>47</sup> au 31 décembre 2014), dont la valeur en référence au cours de clôture du 31 décembre 2015 s'élève à € 76 418 (€ 3 016,50 en valeur nominale<sup>48</sup>).

### 16.2 Actions autodétenues au titre du « Droit de Retrait » mis en œuvre lors de la fusion du 28 mai 2013 avec la société Intercell AG

Au 31 décembre 2015, la Société détenait 124 322 de ses propres actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15, et autant d'actions de préférence d'une valeur nominale de € 0,01. La détention de ces actions par la Société résulte de la combinaison (a) d'une opération de rachat d'actions liée à la fusion avec la société Intercell AG et au droit dit de « retrait » offert à ses actionnaires, et (b) de la mise en œuvre concomitante des modalités de rémunération de la fusion, telles que définies à l'article 3 du Traité de fusion dans sa version du 16 décembre 2012.

<sup>46</sup> Taux calculé en référence à un capital social total de 75 888 288 actions Valneva, décomposé en (a) 74 698 099 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, (b) 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15, et (c) 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva, d'une valeur nominale de € 0,15 chacune.

<sup>47</sup> Taux est calculé en référence à (a) un nombre d'actions ordinaires Valneva autodétenues au titre du contrat de liquidité s'élevant alors à 26 722, et (b) à un capital social total de 57 540 948 actions Valneva, décomposé en 56 351 833 actions ordinaires d'une valeur nominale de € 0,15 chacune, et 17 836 719 actions de préférences d'une valeur nominale de € 0,01 chacune, ramenées à la valeur nominale de € 0,15.

<sup>48</sup> La valeur nominale d'une action ordinaire Valneva s'élevant à € 0,15.



### Mise en œuvre du Droit de Retrait

Conformément à la législation autrichienne applicable, les actionnaires de la société Intercell AG qui, lors de l'Assemblée Intercell au cours de laquelle ils ont été invités à exprimer leur position sur l'opération de fusion, se sont opposés aux résolutions portant sur l'approbation de la fusion et le Traité de Fusion, ont pu bénéficier d'un droit dit de « retrait » consistant en une compensation financière versée par la société absorbante en échange de leurs actions Intercell.

Cette compensation financière, portant sur un nombre total maximum de 4 138 800 actions Intercell, a été fixée à € 1,69 par action Intercell existante, soit une compensation globale plafonnée à € 6 994 572.

La société Erste Group Bank AG a été désignée en tant que séquestre afin que, lors de la réalisation de la fusion, celle-ci :

- + reçoive les actions détenues par les actionnaires Intercell sortants ;
- + reçoive les actions ordinaires nouvelles et les actions de préférence auxquelles les actionnaires sortants d'Intercell auraient eu droit s'ils n'avaient pas exercé leur Droit de Retrait ;
- + vende les actions ordinaires nouvelles et les actions de préférence à Valneva à un prix égal ou supérieur au montant de la compensation financière offerte en lieu et place desdites actions ordinaires nouvelles et actions de préférence ;
- + reçoive le produit de la vente des actions ordinaires nouvelles et des actions de préférence à Valneva ;
- + tire, le cas échéant, sur la garantie bancaire mise en place à titre de sûreté, le montant total de la compensation financière demandée par les actionnaires sortants d'Intercell ; et
- + verse la compensation financière.

Au moment de la fusion, la Société a dû racheter au total près de 382 529 actions ordinaires d'actionnaires sortants Intercell, dans le cadre du programme de rachat d'actions mis en place par Valneva lors de son Assemblée Générale Mixte en date du 7 Mars 2013.

### Application des modalités de rémunération de la fusion, telles que définies au Traité de fusion

A titre de rémunération de l'apport par la société absorbée Intercell AG de l'universalité de ses actifs et passifs à la société absorbante Vivalis, il a été prévu, au sein du Traité de fusion, que les actionnaires d'Intercell reçoivent lors de la fusion, en échange de leurs actions, des actions ordinaires nouvelles de la société absorbante ainsi que des actions de préférence, qui leur seraient remises suivant un rapport d'échange calculé en fonction de la valorisation donnée respectivement aux actions de chaque société partie à la fusion.

Le rapport d'échange proposé aux actionnaires de la société absorbante et de la société absorbée dans le cadre de la fusion a été fixé à 13 actions ordinaires nouvelles et 13 actions de préférence de la société absorbante pour 40 actions de la société absorbée.

Valneva ayant acquis près de 382 529 actions ordinaires Intercell suite à la mise en œuvre du Droit de Retrait des actionnaires sortants Intercell, la Société s'est ainsi vu octroyer un total de 124 322 actions ordinaires Valneva, ainsi que 124 322 actions de préférence Valneva.

## 17.AJUSTEMENTS SUR TITRES DE CAPITAL OU SUR VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réalisée par la Société le 6 février 2015, pour un montant total de € 45 031 721,02 (décomposés en € 2 734 719,90 de nominal et € 42 297 001,12 de prime d'émission), par émission de 18 231 466 actions nouvelles au prix de € 2,47 par action (prime d'émission de € 2,32 incluse), les droits des titulaires de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ont été modifiés comme suit :

**Extrait de l'Avis BALO d'ajustement des droits des titulaires de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, suivant l'article L. 228-99 du Code de commerce, publié en date du 9 mars 2015 (Avis n° 1500467)**

### Ajustement des droits des titulaires d'options de souscription d'actions

En application des articles L. 225-181, L. 228-99, R. 225-137, R. 225-140 et R. 228-91 du Code de commerce, et des stipulations des plans d'options de souscription d'actions mentionnés ci-après, les droits des bénéficiaires d'options de souscription d'actions de la Société sont ajustés comme suit :

PLAN 4 BIS	PLAN 5	PLAN 6	PLAN 7	
114	114	1	1	Nombre d'actions auxquelles donnent droit chaque option
1,8	1,8	5,19	3,21	Prix d'exercice initial des options
<b>205,2</b>	<b>205,2</b>	<b>5,19</b>	<b>3,21</b>	<b>Investissement initial</b>
3,71	3,71	3,71	3,71	Valeur de l'action après détachement du DPS constatée pendant la période de souscription
0,336	0,336	0,336	0,336	Valeur du DPS constatée pendant la période souscription
1,637	1,637	4,720	2,919	Nouveau prix d'exercice des options
<b>1.099617653</b>	<b>1.099617653</b>	<b>1.099617653</b>	<b>1.099617653</b>	<b>Coefficient appliqué au ratio d'action auquel donne droit chaque option</b>

Un coefficient de 1,099617653 est appliqué au ratio d'actions auquel donne droit chaque option.

Ainsi :

- pour les plans 4 bis et 5 décrits ci-dessus, le nouveau nombre d'actions auquel donne droit chaque option de souscription est de 125,356412460 ; et
- pour les plans 6 et 7, le nombre d'actions auquel donne droit chaque option de souscription est de 1,099617653.

#### **Ajustement des droits des titulaires de bons de souscription d'actions (« BSA »)**

En application des articles L. 228-99 et R. 228-91 du Code de commerce, et des conditions prévues par le contrat d'émission des BSA 23 émis au bénéfice de deux membres du conseil de surveillance (directoire du 6 septembre 2011), le droit d'attribution d'actions des BSA 23 est modifié comme suit :

- ancien droit d'attribution : 1,05 action pour 1 BSA 23
- nouveau droit d'attribution : 1,15 action pour 1 BSA 23

En cas de rompus, il sera fait application des articles L. 225-149 alinéa 1 et R. 228-94 du Code de commerce.

#### **Ajustement des droits des titulaires de bons d'émission d'actions (« BEA »)**

En application des articles L. 228-99 et R. 228-91 du Code de commerce, et des dispositions de l'article 4.4.7.2 du contrat d'émission en date du 12 Mai 2014 des 5 474 633 bons d'émission d'actions, le droit d'attribution d'actions des BEA est modifié comme suit :

- ancien droit d'attribution : 1 action pour 1 BEA
- nouveau droit d'attribution : 1,09 action pour 1 BEA

En cas de rompus, il sera fait application des articles L. 225-149, alinéa 1, et R. 228-94 du Code de commerce.

#### **Ajustement concernant les actions de préférence**

En application des articles L. 228-99 et R. 228-91 du Code de commerce et des dispositions de l'article 13.3 des statuts de la Société, le ratio de conversion des actions de préférence est modifié comme suit :

- ancien ratio de conversion : 0,4810 action pour 1 action de préférence
- ratio de conversion ajusté : 0,5246 action pour 1 action de préférence

En cas de rompu, la fraction d'Action Ordinaire formant rompu sera versée en espèces au titulaire des Actions de Préférence converties. Le titulaire recevra ainsi une somme égale au produit (i) de la fraction d'Action Ordinaire formant rompu, par (ii) un montant égal au premier cours coté de l'Action Ordinaire lors de la séance de bourse qui précède celui de la conversion de plein droit des Actions de Préférence, en cas de réalisation de la *Condition* (cf. article 13.3 des statuts de la Société (disponibles sur le site internet [www.valneva.com](http://www.valneva.com) – Rubrique « Groupe - Gouvernance »).

\*\*\*

L'ensemble des ajustements effectués précédemment est applicable depuis le 25 février 2015.

## **18. TABLEAU DES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100, alinéa 7 du Code de commerce, nous vous rendons compte, au sein de la Section 15.8 du présent Rapport de gestion, des délégations de compétence et de pouvoirs actuellement en cours de validité, accordées au directoire par l'Assemblée Générale de la Société dans le domaine des augmentations de capital, en application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce. Nous vous rendons également compte de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

## 19. MANDATS AU COURS DE L'EXERCICE 2015

### 19.1 Mandats des membres du directoire

Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<p><b>Thomas LINGELBACH</b></p> <p><i>Président du Directoire de Valneva SE</i></p> <p>(Nomination le 10 mai 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018)</p> 	<p>+ <b>Valneva Sweden AB</b> <i>Chair of the Board</i> (Président du conseil d'administration) Février 2015 à ce jour</p> <p>+ <b>Valneva UK Limited</b> <i>Managing Director</i> (Directeur Général) - Octobre 2015 à ce jour</p> <p>+ <b>Valneva Canada Inc.</b> <i>Member of the Board of Directors</i> (Membre du conseil d'administration) Janvier 2015 à ce jour</p> <p>+ <b>Vaccines Holdings Sweden AB</b> (anciennement « Goldcup 10618 AB ») <i>Chair of the Board</i> (Président du conseil d'administration) Décembre 2014 à ce jour</p> <p>+ <b>Elatos GmbH</b> <i>Geschäftsführer</i> (Gérant) - De décembre 2013 à octobre 2015</p> <p>+ <b>Valneva Austria GmbH</b> <i>Geschäftsführer</i> (Gérant) - Août 2013 à ce jour</p> <p>+ <b>Intercell USA Inc.</b> <i>President &amp; Chief Executive Officer</i> (Président-Directeur Général) Novembre 2012 à ce jour</p> <p><i>Director</i> (Administrateur) - Août 2008 à ce jour</p> <p>+ <b>Valneva Scotland Ltd.</b> <i>Director</i> (Administrateur) - Décembre 2006 à ce jour</p>

Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<b>Franck GRIMAUD</b>	<p>+ <b>Intercell USA Inc.</b>  <i>Director</i> (Administrateur) - Décembre 2015 à ce jour  <i>Deputy CEO</i> (Directeur Général Délégué) - Décembre 2015 à ce jour</p>
<p><i>Membre du directoire &amp; Directeur Général de Valneva SE</i></p>	<p>+ <b>Valneva UK Limited</b>  <i>Director</i> (Administrateur) - Octobre 2015 à ce jour</p>
<p>(Nomination le 10 mai 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018)</p>	<p>+ <b>Valneva Sweden AB</b>  <i>Board member</i> (Membre du conseil d'administration) - Février 2015 à ce jour</p>
	<p>+ <b>Valneva Canada Inc.</b>  <i>Member of the Board of Directors</i> (Membre du conseil d'administration)  Janvier 2015 à ce jour</p>
	<p><i>President</i> (Président) - Janvier 2015 à ce jour</p>
	<p>+ <b>Blink Biomedical SAS</b>  <i>Member of the Supervisory Board</i> (Membre du comité de supervision)  Janvier 2015 à ce jour</p>
	<p>+ <b>Atlanpole Biothérapies</b>  <i>Board member</i> (Membre du conseil d'administration)  Janvier 2015 à ce jour</p>
	<p><i>Treasurer</i> (Trésorier) - Janvier 2015 à ce jour</p>
<p>+ <b>Vaccines Holdings Sweden AB</b> (anciennement « Goldcup 10618 AB »)  <i>Board member</i> (Membre du conseil d'administration) - Décembre 2014 à ce jour  <i>Managing Director</i> (Directeur Général) - Décembre 2014 à ce jour</p>	<p>+ <b>Valneva Austria GmbH</b>  <i>Geschäftsführer</i> (Gérant) - Août 2013 à ce jour</p>
<p>+ <b>Valneva Toyama Japan K.K.</b>  <i>Representative Director &amp; President</i> (Administrateur et Président)  Avril 2011 à ce jour</p>	<p>+ <b>Grimaud Deyang Animal Co Ltd.</b>  <i>Board member</i> (Administrateur) - Septembre 2000 à ce jour</p>
<p>+ <b>Chengdu Grimaud Breeding Co Ltd.</b>  <i>Board member</i> (Administrateur) - Janvier 2000 à ce jour</p>	

Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
Reinhard KANDERA	+ <b>Valneva UK Limited</b> <i>Director</i> (Administrateur) - Octobre 2015 à ce jour
<b>Membre du directoire &amp; CFO de Valneva SE</b>	+ <b>Valneva Sweden AB</b> <i>Board member</i> (Administrateur) - Février 2015 à ce jour
(Nomination le 10 mai 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018)	+ <b>Valneva Canada Inc.</b> <i>Member of the Board of Directors</i> (Membre du conseil d'administration) Janvier 2015 à ce jour <hr/> <i>Secretary</i> (Secrétaire Général) - Janvier 2015 à ce jour
	+ <b>Vaccines Holdings Sweden AB</b> (anciennement « Goldcup 10618 AB ») <i>Board member</i> (Administrateur) - Décembre 2014 à ce jour
	+ <b>Elatos GmbH</b> <i>Geschäftsführer</i> (Gérant) - De décembre 2013 à octobre 2015
	+ <b>Valneva Austria GmbH</b> <i>Geschäftsführer</i> (Gérant) – Août 2013 à ce jour
	+ <b>Intercell USA Inc.</b> <i>Director</i> (Administrateur) - Avril 2012 à ce jour <i>Secretary</i> (Secrétaire Général) - Février 2012 à ce jour
	+ <b>Valneva Scotland Ltd.</b> <i>Director</i> (Administrateur) - Février 2004 à ce jour



## 19.2 Membres du conseil de surveillance

Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<b>Frédéric GRIMAUD</b>  <i>Président du conseil de surveillance de Valneva SE</i>  (Nomination par l'AGE du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	<ul style="list-style-type: none"> <li>+ <b>Ovogenetics Holding BV</b> <i>Director (Administrateur)</i> - Décembre 2014 à ce jour</li> <li>+ <b>Choice Genetics SAS</b> Membre du Comité de nomination et rémunération - Novembre 2014 à ce jour Président du conseil d'administration - D'octobre 2014 à décembre 2015 Président - De janvier 2008 à décembre 2015</li> <li>+ <b>Blue Genetics Vietnam</b> <i>Chairman of the Council</i> (Président du Conseil) - Juillet 2014 à ce jour</li> <li>+ <b>Galer SAS</b> Président - De novembre 2013 à décembre 2015</li> <li>+ <b>Blue Genetics Mexico</b> <i>Chair of the Board</i> (Président du conseil d'administration) - Juillet 2013 à ce jour</li> <li>+ <b>Blue Genetics Holding SAS</b> Président - De mai 2013 à décembre 2015</li> <li>+ <b>Choice Genetics Vietnam</b> <i>Chairman of the Council</i> (Président du Conseil) - Janvier 2013 à ce jour</li> <li>+ <b>Pen Ar Lan SA</b> Président du conseil d'administration - Novembre 2011 à ce jour</li> <li>+ <b>Grimaud Vietnam Company Limited</b> <i>President</i> (Président) - Juin 2009 à ce jour</li> <li>+ <b>Novogen SAS</b> Président – De juillet 2008 à décembre 2015</li> <li>+ <b>Choice Genetics USA LLC</b> <i>Board member</i> (Administrateur) - Mai 2008 à ce jour</li> <li>+ <b>Hubbard Polska Sp Zoo</b> <i>Supervisory Board member</i> (Membre du conseil de surveillance) - 2006 à ce jour</li> <li>+ <b>La Couvée SAS</b> Membre du Comité de pilotage et de direction - Juin 2005 à ce jour</li> <li>+ <b>Hubbard Holding SAS</b> Président - D'avril 2005 à décembre 2015</li> <li>+ <b>Hubbard LLC</b> <i>Chairman of the Board</i> (Président du conseil d'administration) Mars 2005 à ce jour</li> <li>+ <b>Groupe Grimaud La Corbière SA</b> Président du directoire - Juin 2004 à ce jour</li> <li>+ <b>Grimaud Frères Sélection SAS</b> Président - De novembre 2002 à décembre 2015</li> </ul>





Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<b>Frédéric GRIMAUD</b>	+ <b>Hypharm SAS</b> Président - De novembre 2002 à décembre 2015
<b>Président du conseil de surveillance de Valneva SE</b>	+ <b>Filavie SAS</b> Président - De novembre 2002 à décembre 2015
(Nomination par l'AGE du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	+ <b>Grimaud (Putian) Breeding Farm Co Ltd.</b> <i>Chair of the Board</i> (Président du conseil d'administration) Décembre 2000 à ce jour
	+ <b>Grimaud (Deyang) Animal Health Co Ltd.</b> <i>Chair of the Board</i> (Président du conseil d'administration) Novembre 2000 à ce jour
	+ <b>Grimaud Italia SRL</b> <i>Board member</i> (Administrateur) – Courant 2000 à ce jour
	+ <b>Chengdu Grimaud Breeding Farm Ltd.</b> <i>Chair of the Board</i> (Président du conseil d'administration) - Octobre 1996 à ce jour
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière en qualité de Président de la société Grimaud Frères Holding SAS (Décembre 2014 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Hubbard Holding SAS en qualité de Président de la société Hubbard SAS (Février 2013 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Grimaud Frères Holding SAS en qualité de Président de la société Grimaud Frères Sélection SAS (Décembre 2015 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président de la société Hubbard Holding SAS (Décembre 2015 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président de la société Hypharm SAS (Décembre 2015 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président de la société Filavie SAS (Décembre 2015 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président de la société Choice Genetics SAS (Décembre 2015 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président du conseil d'administration de la société Choice Genetics SAS (Décembre 2015 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président de la société Novogen SAS (Décembre 2015 à ce jour)
	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président de la société Galor SAS (Décembre 2015 à ce jour)



Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<b>Frédéric GRIMAUD</b>	+ Représentant permanent de la société Groupe Grimaud La Corbière SA en qualité de Président de la société Blue Genetics Holding SAS (Décembre 2015 à ce jour)
<i>Président du conseil de surveillance de Valneva SE</i>	+ Représentant permanent de la société Grimaud Frères Holding SAS en qualité de Président de la société Les élevages de la Fronière SAS (Juillet 2015 à ce jour)
(Nomination par l'AGE du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	

Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<b>Alain MUNOZ</b>  <i>Membre du conseil de surveillance de Valneva SE</i>  (Nomination par l'AGE du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)  <i>Membre indépendant</i>	+ <b>Hybrigenics SA</b> Président du conseil d'administration - Juin 2015 à ce jour  + <b>Oxthera AB</b> <i>Supervisory Board member</i> (Membre du conseil de surveillance) Février 2015 à ce jour  + <b>Gentice SA</b> Membre du conseil de surveillance - De mars 2010 à décembre 2015  + <b>Auris Medical AG</b> <i>Supervisory Board member</i> (Membre du conseil de surveillance) De décembre 2007 à avril 2015  + <b>Zealand pharma A/S</b> <i>Supervisory Board member</i> (Membre du conseil de surveillance) Novembre 2007 à ce jour  + <b>SARL Science and Business</b> Gérant – Courant 2000 à ce jour
	



Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<b>Michel GRECO</b>  <i>Membre du conseil de surveillance de Valneva SE</i>  (Nomination par l'AGE du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)  <i>Membre indépendant</i>	<b>+ Synthelis SAS</b> Administrateur - Janvier 2014 à ce jour  <b>+ Texcell SA</b> Administrateur - Octobre 2010 à ce jour  <b>+ Hôpital de Fourvière (Lyon)</b> Administrateur - Courant 2007 à ce jour  <b>+ Noraker SAS</b> Président - Courant 2007 à mars 2015  <b>+ Centre hospitalier St Joseph – St Luc (Lyon)</b> Président - Courant 2004 à ce jour  <b>+ Institut de Pharmacie Industrielle (Lyon)</b> Directeur adjoint et Administrateur - Courant 2003 à mars 2015
	

Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<p><b>James SULAT</b></p> <p><i>Vice-président du conseil de surveillance de Valneva SE</i></p> <p>(Nomination par l'AGE du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)</p> <p><i>Membre indépendant</i></p>	<p>+ <b>Arch Therapeutics, Inc.</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) – Août 2015 à ce jour</i></p> <p>+ <b>Tolero Pharmaceuticals, Inc.</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) - Mai 2015 à ce jour</i></p> <p>+ <b>Diadexus, Inc.</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) - Janvier 2015 à ce jour</i></p> <p><i>Chairman of the Audit Committee (Président du Comité d'audit)</i> Janvier 2015 à ce jour</p> <p>+ <b>AMAG Pharmaceuticals, Inc.</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) - Avril 2014 à ce jour</i></p> <p><i>Audit Committee member (Membre du Comité d'audit) - Avril 2014 à ce jour</i></p> <p><i>Transactions Committee member (Membre du Comité des transactions)</i> Avril 2014 à ce jour</p> <p>+ <b>Momenta Pharmaceuticals Inc.</b> <i>Chairman of the Board of Directors (Président du conseil d'administration)</i> Décembre 2008 à ce jour</p> <p><i>Audit Committee member (Membre du Comité d'audit) - Juin 2008 à ce jour</i></p> <p><i>Nominations and Corporate Governance Committee member (Membre du Comité des nominations et de la gouvernance)</i> Juin 2008 à ce jour</p>





Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<b>Hans WIGZELL</b>  <i>Membre du conseil de surveillance de Valneva SE</i>  (Nomination par l'AGE du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)  <i>Membre indépendant</i>	+ <b>Karolinska Development AB</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) – En cours</i>  + <b>Raysearch AB</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) – En cours</i>  + <b>SOBI AB</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) – En cours</i>  + <b>Sarepta Therapeutics Inc.</b> <i>Member of the Board of Directors (Administrateur) – En cours</i>  + <b>Stockholm School of Entrepreneurship</b> <i>Chairman (Président) – En cours</i>



Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<p><b>Alexander VON GABAIN</b></p> <p><i>Membre du conseil de surveillance de Valneva SE</i></p> <p>(Nomination par l'AGE du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)</p> <p><i>Membre indépendant</i></p>	<p>+ <b>Karolinska Institutet Holding AB</b>  <i>Chairman of the Supervisory Board</i> (Président du conseil de surveillance)  Janvier 2015 à ce jour</p> <p>+ <b>Karolinska Institute, Stockholm</b>  <i>Deputy Vice-Chancellor</i> (Vice-Recteur) – Août 2014 à ce jour</p> <p>+ <b>Business incubator of the Viennese Universities, Inits</b>  <i>Chairman of the Supervisory Board</i> (Président du conseil de surveillance)  Avril 2007 à ce jour</p> <p>+ <b>Max Perutz Laboratories, Vienna University</b>  Professeur de Microbiologie - Janvier 1993 à ce jour</p>



Nom	Mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2015, dans toute société autre que Valneva SE
<p><b>Anne-Marie GRAFFIN</b></p> <p><i>Membre du conseil de surveillance de Valneva SE</i></p> <p>(Nomination par l'AGE du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)</p>	<p>+ <b>Themis Bioscience GmbH</b> Board member (Membre du conseil d'administration) De juillet 2012 à janvier 2015</p> <p>+ <b>Nanobiotix SA</b> Membre du conseil de surveillance - Janvier 2014 à ce jour</p> <p>+ <b>Sartorius Stedim Biotech SA</b> Administrateur - Avril 2015 à ce jour</p> <p>+ <b>SARL SMAG Consulting</b> Gérant - Septembre 2011 à ce jour</p>





## 20. RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'information délivrée dans le présent Rapport de gestion s'applique aux éléments de rémunération alloués aux membres du directoire et du conseil de surveillance par :

- + la Société ;
- + les sociétés contrôlées, au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, par la Société dans laquelle le mandat est exercé ;
- + les sociétés contrôlées, au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, par la ou les société(s) qui contrôle(nt) la Société dans laquelle le mandat est exercé ;
- + la ou les société(s) qui contrôle(nt) au sens du même article, la Société dans laquelle le mandat est exercé,

en considération des services fournis aux sociétés du Groupe.

Les montants mentionnés ci-après correspondent aux bases brutes avant impôt.

## 20.1 Rémunération des membres du directoire

### 20.1.1 Présentation individualisée des rémunérations

Thomas LINGELBACH - *Président du directoire de Valneva SE*

	2015 <sup>49</sup>		2014 <sup>50</sup>	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	€ 324 800 payable en 14 versements égaux	€ 324 800	€ 320 000 payable en 14 versements égaux	€ 320 000
Rémunération variable annuelle <sup>51</sup>	Maximum 60% du salaire brut annuel, soit € 194 880	€ 166 080 (Montant payé au titre des objectifs de l'année 2014)	Maximum 60% du salaire brut annuel, soit € 192 000	€ 158 784 (Montant payé au titre des objectifs de l'année 2013)
Rémunération variable pluriannuelle	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	€ 50 000 <sup>52</sup>	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0
Avantages en nature :				
+ Location de voiture	Mensualité de location : maximum € 1 100 par mois, ou € 13 200 pour l'année 2015  Assurance : € 2 832,48 pour une année complète d'assurance  Autres dépenses liées au véhicule : € 1 570,86	€ 15 011,64  soit :  € 10 608,30 au titre des mensualités de location  € 2 832,48 au titre de l'assurance du véhicule  € 1 570,86 au titre des autres dépenses liées au véhicule (hors carburant)	Mensualité de location : maximum € 1 100 par mois, ou € 13 200 pour l'année 2014  Assurance : € 2 755,36 pour une année complète d'assurance	€ 13 526,19  soit :  € 10 770,83 au titre des mensualités de location  € 2 755,36 au titre de l'assurance du véhicule
+ Assurance vie/décès	Maximum € 1 000 par mois, ou € 12 000 pour l'année 2015	€ 11 833,45	Maximum € 1 000 par mois, ou € 12 000 pour l'année 2014	€ 12 000
+ Remboursements de trajets domicile – lieux de travail effectués en avion et de frais associés <sup>53</sup>	€ 4 604,04	€ 4 604,04	€ 9 212	€ 9 212
<b>TOTAL</b>	<b>€ 553 887,38</b>	<b>€ 572 329,13</b>	<b>€ 549 167,36</b>	<b>€ 513 522,19</b>

<sup>49</sup> Montants définis et versés en accord avec les dispositions du *Management Agreement* conclu entre M. Thomas LINGELBACH et la filiale Valneva Austria GmbH, en vigueur depuis le 25 juin 2015 (cf. [Section 22](#) du présent Rapport de gestion).

<sup>50</sup> Montants définis et versés en accord avec les dispositions de l'*Employment and Management Agreement* conclu entre M. Thomas LINGELBACH et la filiale Valneva Austria GmbH, dans sa version en date du 16 décembre 2012 (aujourd'hui expiré - cf. [Section 22](#) du présent Rapport de gestion).

<sup>51</sup> Le montant de la partie variable est fonction de la performance annuelle et dépend de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, relatifs à la stratégie de la Société, aux programmes de recherche et au résultat. Ces objectifs sont fixés sur recommandation du Comité des nominations et rémunérations. Un premier état des lieux est généralement fait en milieu d'année par le Comité des nominations et rémunérations. La réalisation de l'objectif est ensuite validée par le conseil de surveillance sur recommandation du Comité des nominations et rémunérations. Les sommes indiquées au titre des « montants dus » sont les sommes maximales pouvant être obtenues si tous les objectifs sont atteints.

<sup>52</sup> Rémunération exceptionnelle liée à la performance du directoire, en particulier à l'égard de la réalisation de l'acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques (cf. [Section 1.2.1](#) du présent Rapport de gestion).

<sup>53</sup> Le *Management Agreement* actuellement en vigueur entre M. Thomas LINGELBACH et la filiale Valneva Austria GmbH prévoit le remboursement par la société autrichienne des coûts de trajets de week-end effectués par M. LINGELBACH, en avion, entre ses domiciles situés en Allemagne et Autriche et les différents sites de Valneva, ces coûts incluant par ailleurs les transferts de et vers l'aéroport.



Franck GRIMAUD - Membre du directoire, Directeur Général de Valneva SE<sup>54</sup>

	2015		2014	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	De € 153 000 à € 240 000 (augmentation linéaire de rémunération sur les trois années suivant la réalisation de la fusion avec Intercell AG)  Payable en 12 versements	€ 219 241,95	De € 153 000 à € 240 000 (augmentation linéaire de rémunération sur les trois années suivant la réalisation de la fusion avec Intercell AG)  Payable en 12 versements	€ 194 932,68
Rémunération variable annuelle <sup>55</sup>	Maximum 60% du salaire brut annuel soit de € 91 800 à € 144 000	€ 101 170,06 (Montant payé au titre des objectifs de l'année 2014)	Maximum 60% du salaire brut annuel soit de € 91 800 à € 144 000	€ 92 803,24 (Montant payé au titre des objectifs de l'année 2013)
Rémunération variable pluriannuelle	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	€ 37 500 <sup>56</sup>	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0
Avantages en nature :				
+ GSC <sup>57</sup>	€ 7 401	€ 7 401	€ 6 446	€ 6 446
+ Location de voiture	Mensualité de location : maximum € 1 100 par mois, ou € 13 200 pour l'année 2015  Assurance : € 1 457,32 pour une année complète d'assurance, du 22 septembre 2015 au 22 septembre 2016  Taxe sur les véhicules de société ("TVTS") : € 1 843	€ 14 062,04  soit :  € 10 761,72 au titre des mensualités de location  € 1 457,32 au titre de l'assurance du véhicule  TVTS : € 1 843	Mensualité de location : maximum € 1 100 par mois, ou € 13 200 pour l'année 2014  Assurance : € 1 314,30 pour une année complète d'assurance, du 22 septembre 2014 au 22 septembre 2015  TVTS : € 3 645	€ 6 919,90  soit :  € 3 045,10 au titre des mensualités de location  € 221,80 au titre de l'assurance du véhicule  TVTS : € 3 645
TOTAL	De € 268 701,32 à € 407 901,32	€ 379 375,05	De € 269 405,30 à € 408 605,30	€ 294 655,82

<sup>54</sup> Montants définis et versés en accord avec les dispositions du *Management Agreement* conclu entre M. Franck GRIMAUD et Valneva SE, dans sa version en date du 16 décembre 2012.

<sup>55</sup> Le montant de la partie variable est fonction de la performance annuelle et dépend de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, relatifs à la stratégie de la Société, aux programmes de recherche et au résultat. Ces objectifs sont fixés sur recommandation du Comité des nominations et rémunérations. Un premier état des lieux est généralement fait en milieu d'année par le Comité des nominations et rémunérations. La réalisation de l'objectif est ensuite validée par le conseil de surveillance sur recommandation du Comité des nominations et rémunérations. Les sommes indiquées au titre des « montants dus » sont les sommes maximales pouvant être obtenues si tous les objectifs sont atteints.

<sup>56</sup> Rémunération exceptionnelle liée à la performance du directoire, en particulier à l'égard de la réalisation de l'acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques (cf. Section 1.2.1 du présent Rapport de gestion).

<sup>57</sup> La Société a souscrit à une convention Garantie Sociale des Chefs et Dirigeants d'Entreprises (« GSC ») en faveur de M. Franck GRIMAUD. Cette convention a pour objet de garantir le versement d'une indemnité en cas de chômage dans la limite de 70% du dernier revenu net professionnel déclaré à l'administration fiscale. Cette convention a été mise en place suite à une autorisation du conseil d'administration de la Société en date du 26 octobre 2000. La Société a pris en charge, au titre du contrat GSC, un montant de € 7 401 au titre de l'exercice 2015, contre € 6 446 pour l'exercice 2014.





Reinhard KANDERA - Membre du directoire et CFO de Valneva SE

	2015 <sup>58</sup>		2014 <sup>59</sup>	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	€ 243 600 payable en 14 versements égaux	€ 243 600	€ 240 000 payable en 14 versements égaux	€ 240 000
Rémunération variable annuelle <sup>60</sup>	Maximum 60% du salaire brut annuel soit € 146 160	€ 124 560 (Montant payé au titre des objectifs de l'année 2014)	Maximum 60% du salaire brut annuel soit € 144 000	€ 119 088 (Montant payé au titre des objectifs de l'année 2013)
Rémunération variable pluriannuelle	0	0	0	0
Rémunération exceptionnelle	0	€ 37 500 <sup>61</sup>	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0
Avantages en nature :				
+ Location de voiture	Mensualité de location : maximum € 1 100 par mois, ou € 13 200 pour l'année 2015  Assurance : € 2 535,48 pour une année complète d'assurance  Autres dépenses liées au véhicule : € 2 731,12	€ 14 690,40 soit :  € 9 423,80 pour les mensualités de location  € 2 535,48 pour l'assurance du véhicule  € 2 731,12 pour les autres dépenses liées au véhicule (hors carburant)	Mensualité de location : maximum € 1 100 par mois, ou € 13 200 pour l'année 2014  Assurance : € 2 706,04 pour une année complète d'assurance	€ 13 085,94 soit :  € 10 379,90 pour les mensualités de location  € 2 706,04 pour l'assurance du véhicule
+ Assurance vie/décès	Maximum € 1 000 par mois, ou € 12 000 pour l'année 2015	€ 12 000	Maximum € 1 000 par mois, ou € 12 000 pour l'année 2014	€ 12 000
<b>TOTAL</b>	<b>€ 420 226,60</b>	<b>€ 432 350,40</b>	<b>€ 411 906,04</b>	<b>€ 384 173,94</b>

<sup>58</sup> Montants définis et versés en accord avec les dispositions du *Management Agreement* conclu entre M. Reinhard KANDERA et la filiale Valneva Austria GmbH, en vigueur depuis le 25 juin 2015 (cf. [Section 22](#) du présent Rapport de gestion).

<sup>59</sup> Montants définis et versés en accord avec les dispositions de l'*Employment and Management Agreement* conclu entre M. Reinhard KANDERA et la filiale Valneva Austria GmbH, dans sa version en date du 16 décembre 2012 (aujourd'hui expiré - cf. [Section 22](#) du présent Rapport de gestion).

<sup>60</sup> Le montant de la partie variable est fonction de la performance annuelle et dépend de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, relatifs à la stratégie de la Société, aux programmes de recherche et au résultat. Ces objectifs sont fixés sur recommandation du Comité des nominations et rémunérations. Un premier état des lieux est généralement fait en milieu d'année par le Comité des nominations et rémunérations. La réalisation de l'objectif est ensuite validée par le conseil de surveillance sur recommandation du Comité des nominations et rémunérations. Les sommes indiquées au titre des « montants dus » sont les sommes maximales pouvant être obtenues si tous les objectifs sont atteints.

<sup>61</sup> Rémunération exceptionnelle liée à la performance du directoire, en particulier à l'égard de la réalisation de l'acquisition de Crucell Sweden AB, des actifs et autorisations liés au vaccin DUKORAL®, ainsi que des activités de distribution de vaccins du vendeur et de ses sociétés affiliées dans les pays nordiques (cf. [Section 1.2.1](#) du présent Rapport de gestion).

## 20.1.2 Options de souscription ou d'achat d'actions

### Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées en 2015 à chaque membre du directoire par la Société

	Référence et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode IFRS 2	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice (en euros)	Période d'exercice
Thomas LINGELBACH	Plan n° 8 – Tranche 1 En date du 28 juillet 2015	Options de souscription d'actions	106 361,68	100 000	3,92	Jusqu'au 28 juillet 2025 50% des options pourront être exercées à compter du 28 juillet 2017, les 50% restants à compter du 28 juillet 2019
Franck GRIMAUD		Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée à M. GRIMAUD en 2015.				
Reinhard KANDERA		Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée à M. KANDERA en 2015.				

### Options de souscription ou d'achat d'actions exercées en 2015 par chaque membre du directoire

	Référence et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice (en euros)
Thomas LINGELBACH	Aucune option de souscription ou d'achat d'action n'a été exercée par M. LINGELBACH en 2015.		
Franck GRIMAUD	Plan n° 4 – Tranche 1 en date du 5 avril 2005	700 options de souscription d'actions exercées, donnant droit à 79 800 actions ordinaires Valneva	1,80
Reinhard KANDERA	Aucune option de souscription ou d'achat d'action n'a été exercée par M. KANDERA en 2015.		

## 20.1.3 Actions gratuites

### Actions ordinaires Valneva gratuites

#### Actions ordinaires Valneva attribuées gratuitement en 2015 à chacun des membres du directoire par la Société

	Référence et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode IFRS 2	Date d'acquisition définitive	Date de disponibilité	Conditions de performance
Thomas LINGELBACH	Aucune action ordinaire Valneva n'a été attribuée gratuitement à M. LINGELBACH en 2015.					
Franck GRIMAUD	Aucune action ordinaire Valneva n'a été attribuée gratuitement à M. GRIMAUD en 2015.					
Reinhard KANDERA	Aucune action ordinaire Valneva n'a été attribuée gratuitement à M. KANDERA en 2015.					

### Acquisition définitive, par les membres du directoire, d'actions ordinaires Valneva attribuées gratuitement

Référence et date du plan	Nombre d'actions définitivement acquises durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Thomas LINGELBACH	Aucune action ordinaire Valneva gratuite n'a été définitivement acquise par M. LINGELBACH en 2015.	
Franck GRIMAUD	Aucune action ordinaire Valneva gratuite n'a été définitivement acquise par M. GRIMAUD en 2015.	
Reinhard KANDERA	Aucune action ordinaire Valneva gratuite n'a été définitivement acquise par M. KANDERA en 2015.	

### Actions de préférence gratuites convertibles en actions ordinaires Valneva (cf. [Section 13.3](#) du présent Rapport de gestion)

#### ADP Convertibles Gratuites attribuées aux membres du directoire par la Société en 2015

Référence et date du plan		Nombre d'ADP Convertibles Gratuites attribuées durant l'exercice	Valorisation des ADP Convertibles Gratuites selon la méthode IFRS 2	Date d'acquisition définitive	Date de disponibilité	Conditions de performance
Plan d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles 2015-2019, en date du 28 juillet 2015	Thomas LINGELBACH	7 700	1 197 350	28 juillet 2019	28 juillet 2019 (les ADP Convertibles Gratuites seront définitivement acquises à cette même date; néanmoins ces ADP Convertibles Gratuites ne peuvent être ni vendues ni cédées, sauf dans le cas de leur conversion en actions ordinaires Valneva, cette conversion étant conditionnée par l'atteinte d'un prix minimum de l'action Valneva)	La conversion des ADP Convertibles Gratuites en actions ordinaires Valneva correspondra au prix des actions ordinaires Valneva sur une période de 6 mois précédant immédiatement cette conversion
	Franck GRIMAUD	5 450	847 475			
	Reinhard KANDERA	5 450	847 475			

### Acquisition définitive, par les membres du directoire, d'ADP Convertibles Gratuites

Référence et date du plan	Nombre d'ADP Convertibles Gratuites définitivement acquises durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Thomas LINGELBACH	Aucune ADP Convertible Gratuite n'a été définitivement acquise par M. LINGELBACH en 2015.	
Franck GRIMAUD	Aucune ADP Convertible Gratuite n'a été définitivement acquise par M. GRIMAUD en 2015.	
Reinhard KANDERA	Aucune ADP Convertible Gratuite n'a été définitivement acquise par M. KANDERA en 2015.	



#### 20.1.4 Synthèse des rémunérations attribuées aux membres du directoire

En euros	Thomas LINGELBACH		Franck GRIMAUD		Reinhard KANDERA	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Rémunérations dues au titre de l'exercice	553 887,38	549 167,36	De 268 701,32 à 407 901,32	De 269 405,30 à 408 605,30	420 226,60	411 906,04
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	106 361,68	0	0	0	0	0
Valorisation des actions ordinaires Valneva attribuées gratuitement au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Valorisation des ADP Convertibles Gratuites attribuées au cours de l'exercice	1 197 350	0	847 475	0	847 475	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 857 599,06</b>	<b>549 167,36</b>	<b>De 1 116 176,32 à 1 255 376,32</b>	<b>De 269 405,30 à 408 605,30</b>	<b>1 267 701,60</b>	<b>411 906,04</b>

### 20.1.5 Indemnités ou avantages dus aux mandataires sociaux à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions

Indemnités ou avantages dus par la filiale Valneva Austria GmbH en faveur de Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA au titre de leurs *Management Agreements* entrés en vigueur au 25 juin 2015<sup>62</sup>

Description de l'évènement	Indemnités ou avantages
(1) Incapacité de travail en raison de maladie / accident	<ul style="list-style-type: none"> <li>+ Rémunération telle que définie en Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> (soit € 327 723,20 annuel brut pour M. Thomas LINGELBACH et € 245 792,40 annuel brut pour M. Reinhard KANDERA, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016) payable par Valneva Austria GmbH à hauteur de 100% pour une durée de 3 mois maximum, et à hauteur de 49% pour une nouvelle durée de 3 mois au plus.</li> <li>+ Plafond global sur une période de 2 années de mandat : rémunération payable à hauteur de 100% pour une période de 6 mois maximum et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 6 mois maximum.</li> <li>+ En toute hypothèse : ces paiements cessent à la date de résiliation du <i>Management Agreement</i>.</li> </ul>
(2) Déclaration par Valneva Austria GmbH de la mise en œuvre des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence (Section 10.2 du <i>Management Agreement</i> ) après simple préavis de résiliation adressé par Valneva Austria GmbH	<p>Paiement par Valneva Austria GmbH de la rémunération complète pour la durée de la période de non-concurrence, soit 1 an à compter de la résiliation du <i>Management Agreement</i>.</p>
(3) Résiliation du <i>Management Agreement</i> par Valneva Austria GmbH sur décision motivée, en accord avec la Section 27 de l' <i>Austrian White Collar Workers Act</i> , avec effet immédiat	<p>Aucune rémunération future n'est due, dès lors que Valneva Austria GmbH aura procédé à la révocation du mandataire social (pour ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et son mandat de membre du directoire de Valneva SE).</p>
(4) Résiliation du <i>Management Agreement</i> par le mandataire social sur décision motivée, en accord avec la Section 26 de l' <i>Austrian White Collar Workers Act</i>	<p>Sous réserve de la démission, par le mandataire social, de ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et de son mandat de membre du directoire de Valneva SE, dans un délai raisonnable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ paiement de la rémunération définie en Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</li> <li>+ paiement du bonus défini en Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata (étant entendu que le bonus ne peut excéder 60% de la rémunération annuelle brute telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> pour M. Thomas LINGELBACH, tandis qu'à l'égard de M. Reinhard KANDERA, ce bonus ne peut excéder 50% de sa rémunération annuelle brute à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016).</li> </ul> <p>En toute hypothèse, ces paiements sont dus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ jusqu'à expiration de la « <b>Durée</b> » du <i>Management Agreement</i> (soit à la date la plus récente entre: (i) la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018, cette Assemblée devant se tenir au cours du mois de juin 2019, et (ii) le 30 juin 2019); et</li> <li>▪ après déduction de ce que le mandataire social a économisé pour le travail non fourni ou de ce qu'il a gagné au titre de tout autre travail, ou du manque à gagner qu'il a intentionnellement créé (Section 29 de l'<i>Austrian White Collar Workers Act</i>).</li> </ul>
(5) Révocation par Valneva Austria GmbH du mandataire social pour ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et résiliation du <i>Management Agreement</i> , sur préavis, tel que défini par la Section 20 de l' <i>Austrian White Collar Workers Act</i> , prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	<ul style="list-style-type: none"> <li>+ Paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> jusqu'à expiration de la Durée du <i>Management Agreement</i> ; et</li> <li>+ Jusqu'à expiration de la période de préavis: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata ; et</li> <li>▪ paiement des primes d'assurance telles que définies par la Section 6.5 du <i>Management Agreement</i> ; et</li> <li>▪ remboursement des dépenses telles que prévues à la Section 7 du <i>Management Agreement</i> ; et</li> <li>▪ fourniture des avantages en nature tels que définis par la Section 8 du <i>Management Agreement</i>.</li> </ul> </li> </ul>

<sup>62</sup> Cf. [Section 22](#) du présent Rapport de gestion.

Description de l'évènement	Indemnités ou avantages
(6) Résiliation par le mandataire social de son <i>Management Agreement</i> sous réserve d'une période de préavis correspondant à celle que Valneva Austria GmbH aurait appliqué conformément à la Section 20 de l' <i>Austrian White Collar Workers Act</i> et prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	<ul style="list-style-type: none"> <li>+ Paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</li> <li>+ Paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements sont dus pour la durée de la période de non-concurrence définie par la Section 10.2 du <i>Management Agreement</i>, soit 1 an à compter de la résiliation du <i>Management Agreement</i>.</li> <li>+ Ce qui précède ne s'applique pas si Valneva Austria GmbH notifie sa renonciation à mettre en œuvre les dispositions relatives aux engagements de non-concurrence au cours du délai de préavis. Dans ce cas, le mandataire social ne pourra prétendre à aucune rémunération future à compter de l'expiration de la période de préavis.</li> </ul>
(7) L'un des mandats de direction ("Valneva SE Management Position" - c.à.d. Président du directoire (« President & CEO ») de Valneva SE pour M. Thomas LINGELBACH, et membre du directoire et CFO pour M. Reinhard KANDERA) prend fin par démission adressée par le mandataire social ou par décision de la société du Groupe concernée, avant expiration de la Durée du <i>Management Agreement</i> , en raison de circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées à M. LINGELBACH ou M. Reinhard KANDERA au titre du mandat de direction en question (y compris du fait de la loi ou en raison de l'organisation opérationnelle du Groupe)	<p>Possibilité pour le mandataire social de démissionner de ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</li> <li>+ paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements sont dus jusqu'à expiration de la Durée du <i>Management Agreement</i>.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>+ Les indemnités définies pour les événements (3) à (7) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi.</li> <li>+ Toute indemnité de départ versée au mandataire social par son fonds d'indemnisation lors de la résiliation du <i>Management Agreement</i>, ainsi que toute indemnité prévisible (dans le cas où le fonds n'aurait pas à procéder à son versement au moment de la résiliation) doit être déduite des indemnités définies pour les événements (3) à (7), dans les limites autorisées par la loi.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>+ Les rapports contractuels entre Valneva Austria GmbH et Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA sont régies par les dispositions de leur <i>Management Agreement</i>, de l'<i>Austrian Act on Limited Liability Companies (GmbH-Gesetz)</i>, l'<i>Austrian White Collar Workers Act (Angestelltengesetz)</i>, les statuts de Valneva Austria GmbH ainsi que les décisions d'Assemblée Générale de Valneva Austria GmbH.</li> </ul>	



# Estimation des montants bruts à verser par Valneva Austria GmbH, ainsi que des charges supportées par la filiale, en cas de réalisation des événements au 31 décembre 2016

Description de l'évènement	Montants
(1) Incapacité de travail en raison de maladie / accident	Hypothèse d'incapacité de travail pendant une durée de 3 mois + 3 mois, sans aucune période antérieure d'absence pour maladie ou accident
	<b>Thomas LINGELBACH</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 122 076,89 Charges : € 17 998,86 Total : € 140 075,75
	<b>Reinhard KANDERA</b>
(2) Déclaration par Valneva Austria GmbH de la mise en œuvre des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence (Section 10.2 du <i>Management Agreement</i> ) après simple préavis de résiliation adressé par Valneva Austria GmbH	Base : salaire brut, auquel est ajouté le bonus à hauteur de 60% et 50% de ce salaire respectivement, pour Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA (voir détails de l'évènement (4) ci-dessus pour le plafond applicable en termes de bonus en vertu du <i>Management Agreement</i> ), le tout sur une période de 12 mois à compter de l'expiration du <i>Management Agreement</i>
	<b>Thomas LINGELBACH</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 524 357,12 Charges : € 56 094,52 Total : € 580 451,64
	<b>Reinhard KANDERA</b>
(4) Résiliation du <i>Management Agreement</i> par le mandataire social sur décision motivée, en accord avec la Section 26 de l' <i>Austrian White Collar Workers Act</i>	Base : salaire brut, auquel est ajouté le bonus à hauteur de 60% et 50% de ce salaire respectivement, pour Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA, le tout jusqu'au 30 juin 2019
	<b>Thomas LINGELBACH</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 1 310 892,80 Charges : € 140 236,31 Total : € 1 451 129,11
	<b>Reinhard KANDERA</b>
(5) Révocation par Valneva Austria GmbH du mandataire social pour ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et résiliation du <i>Management Agreement</i> , sur préavis, tel que défini par la Section 20 de l' <i>Austrian White Collar Workers Act</i> , prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	Base : salaire brut jusqu'au 30 juin 2019, auquel sont ajoutés le bonus à hauteur de 60% et 50% de ce salaire respectivement, pour Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA, ainsi que les avantages en nature relatifs à la location de voiture de fonction et à l'assurance vie/décès (pour ces bonus et avantages, jusqu'à la fin de période de préavis)
	<b>Thomas LINGELBACH</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 874 346,48 Charges : € 106 768,98 Total : € 981 115,46



	<b>Montants</b>
	<b>Reinhard KANDERA</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 663 286,40
	Charges : € 100 243,52
	Total : € 763 529,92
(6) Résiliation par le mandataire social de son <i>Management Agreement</i> sous réserve d'une période de préavis correspondant à celle que Valneva Austria GmbH aurait appliqué conformément à la Section 20 de l' <i>Austrian White Collar Workers Act</i> et prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	Base : salaire brut, auquel est ajouté le bonus à hauteur de 60% et 50% de ce salaire respectivement, pour Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA, le tout sur une période de 12 mois à compter de l'expiration du <i>Management Agreement</i>
	<b>Thomas LINGELBACH</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 524 357,12
	Charges : € 56 094,52
	Total : € 580 451,64
	<b>Reinhard KANDERA</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale: € 368 688,60
	Charges : € 49 437,65
	Total : € 418 126,25
(7) L'un des mandats de direction ("Valneva SE Management Position" - c.à.d. Président du directoire (« <i>President &amp; CEO</i> ») de Valneva SE pour M. Thomas LINGELBACH, et membre du directoire et <i>CFO</i> pour M. Reinhard KANDERA) prend fin par démission adressée par le mandataire social ou par décision de la société du Groupe concernée, avant expiration de la Durée du <i>Management Agreement</i> , en raison de circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées à M. LINGELBACH ou M. Reinhard KANDERA au titre du mandat de direction en question (y compris du fait de la loi ou en raison de l'organisation opérationnelle du Groupe)	Base : salaire brut, auquel est ajouté le bonus à hauteur de 60% et 50% de ce salaire respectivement, pour Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA, le tout jusqu'au 30 juin 2019
	<b>Thomas LINGELBACH</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 1 310 892,80
	Charges : € 140 236,31
	Total : € 1 451 129,11
	<b>Reinhard KANDERA</b>
	Indemnités maximum à verser par la filiale : € 921 721,50
	Charges : € 123 594,12
	Total : € 1 045 315,62

**Indemnités ou avantages dus par la Société en faveur de M. Franck GRIMAUD (Membre du directoire et Directeur Général)****Indemnités ou avantages au titre du Management Agreement dans sa version en date du 16 décembre 2012, actuellement en vigueur**

Description de l'évènement	Indemnités ou avantages
(1) Incapacité de travail en raison de maladie / accident	<ul style="list-style-type: none"><li>+ Valneva SE doit payer une rémunération qui, ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au mandataire social de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du <i>Management Agreement</i>, à hauteur de 100% pour une période de 3 mois, et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 3 mois au plus.</li><li>+ Plafond global sur une période de 2 années de mandat : salaire payable à hauteur de 100% pour une période de 6 mois maximum et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 6 mois maximum.</li><li>+ En toute hypothèse : ces paiements cessent à la date de résiliation du <i>Management Agreement</i>.</li></ul>
(2) - Résiliation du <i>Management Agreement</i> autre que par (i) révocation du mandataire social par Valneva SE pour juste motif, ou (ii) initiative du mandataire social en dehors circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées au mandataire social au titre d'un de ses mandats de direction détenu au sein du Groupe, une telle réduction n'étant elle-même pas due à des circonstances à même de justifier une révocation de mandat pour juste motif or pour tout motif de révocation similaire,  et  - Application des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence (Section 10.1 du <i>Management Agreement</i> )	Paiement par Valneva SE de la rémunération complète pour la durée des engagements de non-concurrence (soit 12 mois à compter de la résiliation du <i>Management Agreement</i> ).
(3) Révocation du mandataire social de ses fonctions de membres du directoire de Valneva SE, pour juste motif, en accord avec les dispositions de l'article L. 225-61 du Code de commerce	+ Aucune rémunération future ne peut être revendiquée.
(4) Révocation du mandataire social du directoire par Valneva SE et résiliation du <i>Management Agreement</i> sur préavis de 4 semaines prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	<ul style="list-style-type: none"><li>+ Paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> jusqu'à expiration de la "<b>Durée Initiale</b>" (c.à.d. 3 ans à compter de la date de fusion avec Intercell AG), sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce ; et</li><li>+ Pour la période courant jusqu'à la fin du délai de préavis : (i) paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata, et (ii) paiement des primes d'assurance telles que définies par les Sections 6.4 et 6.5 du <i>Management Agreement</i> ; et (iii) remboursement des dépenses telles que prévues à la Section 7 du <i>Management Agreement</i>, and (iv) fourniture des avantages en nature tels que définis par la Section 8 du <i>Management Agreement</i>.</li></ul>
(5) Démission et résiliation du <i>Management Agreement</i> par le mandataire social, sur préavis de 4 semaines prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	<p>Si Valneva SE ne notifie pas sa renonciation à l'application des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence définis en Section 10.1 du <i>Management Agreement</i>.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>+ paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</li><li>+ paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata.</li></ul> <p>En toute hypothèse, ces paiements seront dus pour la durée des engagements de non-concurrence en accord avec la Section 10.1 du <i>Management Agreement</i>, sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce.</p> <p>Si Valneva SE renonce à ses droits relatifs aux dispositions visant les engagements de non-concurrence (Section 10.1 du <i>Management Agreement</i>) : le mandataire social n'aura droit à aucune rémunération future à compter de l'expiration du délai de préavis.</p>



Description de l'évènement	Indemnités ou avantages
(6) Sortie du mandataire social du directoire de Valneva SE et résiliation du <i>Management Agreement</i> par consentement mutuel entre Valneva SE et le mandataire social (même si la proposition de résiliation émane du mandataire social)	<p>Sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce : paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> et du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata.</p> <p>En toute hypothèse, ces paiement doivent être effectués jusqu'à la fin de la Durée Initiale du <i>Management Agreement</i>.</p> <p>Du montant des rémunérations définies ci-dessus doit être déduit le montant de l'allocation reçue par le mandataire social au titre de la GSC durant la période de paiement de ces rémunérations.</p>
(7) L'un des mandats de direction détenu au sein du Groupe ("Group Management Position") prend fin à l'initiative du mandataire social ou de la société concernée, avant expiration de la Durée Initiale (« Résiliation anticipée »), en raison de circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées au mandataire social au titre du mandat de direction en question (y compris du fait de la loi ou en raison de l'organisation opérationnelle du Groupe)	<p>Sous réserve du cas n°3 mentionné ci-dessus, possibilité pour le mandataire social de démissionner du directoire de Valneva SE et ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>+ paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</li><li>+ paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata.</li></ul> <p>En toute hypothèse, ces paiements doivent être effectués jusqu'à expiration de la Durée Initiale, sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce.</p>
(8) Résiliation anticipée pour des circonstances autres que celles définie au cas n°7 ci-dessus	<p>Sous réserve du cas n°3 mentionné ci-dessus, possibilité pour le mandataire social de démissionner du directoire de Valneva SE et ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>+ paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</li><li>+ paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata.</li></ul> <p>En toute hypothèse, ces paiements doivent être effectués jusqu'au premier de l'un des événements suivants : (i) l'obtention par M. Franck GRIMAUD d'un nouvel emploi (à plein temps), accompagné d'un niveau de rémunération similaire ou équivalent, ou (ii) l'expiration de la Durée Initiale du <i>Management Agreement</i>,</p> <p>sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce.</p>

**Indemnités ou avantages au titre du Management Agreement entrant en vigueur à compter de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015, devant se tenir au cours du mois de Juin 2016**

Description de l'évènement	Indemnités ou avantages	Estimation des montants bruts à verser par Valneva SE, ainsi que des charges supportées par la Société, en cas de réalisation de l'évènement au 31 décembre 2016
(1) Incapacité de travail en raison de maladie / accident	<ul style="list-style-type: none"> <li>+ Valneva SE doit payer une rémunération qui, ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au mandataire social de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> (soit une rémunération annuelle brute de €245 792,40 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016), à hauteur de 100% pour une période de 3 mois, et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 3 mois au plus.</li> <li>+ Plafond global sur une période de 2 années de mandat : salaire payable à hauteur de 100% pour une période de 6 mois maximum et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 6 mois maximum.</li> <li>+ En toute hypothèse : ces paiements cessent à la date de résiliation du <i>Management Agreement</i>.</li> </ul>	<p>Hypothèse d'incapacité de travail pendant une durée de 3 mois + 3 mois, sans aucune période antérieure d'absence pour maladie ou accident :</p> <p><b>Indemnités maximum à verser par la Société :</b> €91 557,67</p> <p><b>Charges :</b> €30 573,37</p> <p><b>Total :</b> €122 131,04</p>
<p>(2) - Résiliation du <i>Management Agreement</i> autre que par (i) révocation du mandataire social par Valneva SE pour juste motif, ou (ii) initiative du mandataire social en dehors circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées au mandataire social au titre d'un de ses mandats de direction détenu au sein du Groupe, une telle réduction n'étant elle-même pas due à des circonstances à même de justifier une révocation de mandat pour juste motif or pour tout motif de révocation similaire,</p> <p>et</p> <p>- Application des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence (Section 10.1 du <i>Management Agreement</i>)</p>	<p>Paiement par Valneva SE de la rémunération complète pour la durée des engagements de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du <i>Management Agreement</i>).</p>	<p>Base : salaire brut, auquel est ajouté le bonus à hauteur de 50% de ce salaire (voir évènement (4) pour le plafond applicable en termes de bonus en vertu du <i>Management Agreement</i>), le tout sur une période de 12 mois à compter de la résiliation du <i>Management Agreement</i>.</p> <p><b>Indemnités maximum à verser par la Société :</b> €365 762,67</p> <p><b>Charges :</b> €99 104,12</p> <p><b>Total :</b> €464 866, 79</p>
(3) Résiliation du <i>Management Agreement</i> par Valneva SE en raison de la révocation du mandataire social de ses fonctions de membre du directoire de Valneva SE, pour juste motif, en accord avec les dispositions de l'article L. 225-61 du Code de commerce	<p>Aucune rémunération future ne peut être revendiquée, sous réserve des autres dispositions régissant spécifiquement les fins de mandat et ses conséquences.</p>	n.a.



Description de l'évènement	Indemnités ou avantages	Estimation des montants bruts à verser par Valneva SE, ainsi que des charges supportées par la Société, en cas de réalisation de l'évènement au 31 décembre 2016
(4) Révocation du mandataire social de ses fonctions de membre du directoire par Valneva SE et résiliation du <i>Management Agreement</i> sur préavis de 2 mois, prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	<p>+ Paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> jusqu'à expiration de la "Durée" du <i>Management Agreement</i> (soit à la date la plus récente entre: (i) la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018, cette Assemblée devant se tenir au cours du mois de juin 2019, et (ii) le 30 juin 2019), sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce ; et</p> <p>+ Pour la période courant jusqu'à la fin du délai de préavis : (i) paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i> (étant entendu que le bonus ne peut excéder 50% de la rémunération annuelle brute telle que définie en Section 6.1 du <i>Management Agreement</i>), au prorata, et (ii) paiement des primes d'assurance telles que définies par la Section 6.5 du <i>Management Agreement</i> ; et (iii) remboursement des dépenses telles que prévues à la Section 7 du <i>Management Agreement</i>, et (iv) fourniture des avantages en nature tels que définis par la Section 8 du <i>Management Agreement</i>.</p>	<p>Base : salaire brut jusqu'au 30 juin 2019, auquel sont ajoutés le bonus à hauteur de 50% de ce salaire ainsi que les cotisations à la GSC et les dépenses liées au véhicule de fonction, jusqu'à la fin de la période de 2 mois de préavis.</p> <p><b>Indemnités maximum à verser par la Société :</b> € 637 847,09</p> <p><b>Charges :</b> € 169 352,69</p> <p><b>Total :</b> € 807 199,78</p>
(5) Démission et résiliation du <i>Management Agreement</i> par le mandataire social, sur préavis de 2 mois, prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours	<p>Si Valneva SE ne notifie pas sa renonciation à l'application des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence définis en Section 10.1 du <i>Management Agreement</i>:</p> <p>+ paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</p> <p>+ paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata.</p> <p>En toute hypothèse, ces paiements seront dus pour la durée des engagements de non-concurrence en accord avec la Section 10.1 du <i>Management Agreement</i>, sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce.</p> <p>Si Valneva SE renonce à ses droits relatifs aux dispositions visant les engagements de non-concurrence (Section 10.1 du <i>Management Agreement</i>) ou ne déclare pas mettre en œuvre une rémunération complète continue pour la durée des engagements de non-concurrence: le mandataire social n'aura droit à aucune rémunération future à compter de l'expiration du délai de préavis.</p>	<p>Base : salaire brut, auquel est ajouté le bonus à hauteur de 50% de ce salaire, le tout sur une période de 12 mois à compter de la résiliation du <i>Management Agreement</i>.</p> <p><b>Indemnités maximum à verser par la Société :</b> € 365 762,67</p> <p><b>Charges :</b> € 99 104,12</p> <p><b>Total :</b> € 464 866, 79</p>
(6) L'un des mandats de direction détenu au sein du Groupe (" Valneva SE Management Position " – soit Directeur Général (« Managing Director ») / Deputy CEO) prend fin à l'initiative du mandataire social ou de la société concernée, avant expiration de la Durée du <i>Management Agreement</i> , en raison de circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées au mandataire social au titre du mandat de direction en question (y compris du fait de la loi ou en raison de l'organisation opérationnelle du Groupe)	<p>Sous réserve du cas n°3 mentionné ci-dessus, possibilité pour le mandataire social de démissionner du directoire de Valneva SE et ;</p> <p>+ paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du <i>Management Agreement</i> ; et</p> <p>+ paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du <i>Management Agreement</i>, au prorata.</p> <p>En toute hypothèse, ces paiements doivent être effectués jusqu'à expiration de la Durée du <i>Management Agreement</i>, sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce.</p> <p>Du montant des rémunérations définies ci-dessus doit être déduit le montant de l'allocation reçue par le mandataire social au titre de la GSC durant la période de paiement de ces rémunérations.</p>	<p>Base : salaire brut, auquel est ajouté le bonus à hauteur de 50% de ce salaire, le tout jusqu'au 30 juin 2019.</p> <p><b>Indemnités maximum à verser par la Société :</b> € 921 721,53</p> <p><b>Charges :</b> € 243 597,80</p> <p><b>Total :</b> € 1 165 319, 33</p>
+ Les indemnités définies pour les événements (3) à (6) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi.		
+ Les relations entre Valneva SE et M. Franck GRIMAUD, en sa qualité de membre du directoire de la Société et Directeur Général, sont régies par la loi et les règlements français, les statuts de la Société, les dispositions de son <i>Management Agreement</i> et les décisions du conseil de surveillance de Valneva SE.		



**Police d'assurance vie/décès souscrite en faveur de Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA**

Deux membres du directoire, Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA, bénéficient d'une police d'assurance vie/décès financée par Valneva Austria GmbH, au titre de leur fonction de Gérant exercée au sein de cette filiale.

Les primes versées par Valneva Austria GmbH s'élèvent actuellement à € 1 000 par mois pour chacun d'entre eux<sup>63</sup>.

Le versement de ces primes est dû jusqu'à la résiliation ou l'expiration des *Management Agreements* des mandataires sociaux. Dès lors, Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA pourront, à leur discrétion, (a) conserver jusqu'à leur retraite l'épargne constituée au titre de cette assurance (dont le montant pourrait alors s'élever à environ € 313 000<sup>64</sup>), (b) mettre fin à la police d'assurance et percevoir le montant de l'épargne constituée sous forme de capital, ou (c) convertir l'épargne constituée en rente viagère versée par la société d'assurance.

A l'expiration des *Management Agreements* au 30 juin 2019, M. LINGELBACH pourrait percevoir environ € 136 229 en cas de sortie en capital, ou environ € 5 896 par an en cas de conversion en rente viagère. M. KANDERA pourrait quant à lui percevoir environ € 109 000 en cas de sortie en capital, ou environ € 2 772 par an en cas de conversion en rente viagère<sup>65</sup>.

---

<sup>63</sup> Cf. Section 20.1.1 du présent Rapport de gestion.

<sup>64</sup> Ces montants restent approximatifs en raison du fait qu'ils dépendent de la performance financière de l'assurance.

<sup>65</sup> Idem.



## 20.2 Rémunération des membres du conseil de surveillance

Jetons de présence et autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux non-dirigeants

	Montants versés en 2015	Montants versés en 2014
<b>Frédéric GRIMAUD, Président du conseil de surveillance</b>		
Jetons de présence	€ 50 000	€ 50 000
Autres rémunérations	€ 0	€ 0
<b>Alain MUNOZ, Membre du conseil de surveillance</b>		
Jetons de présence	€ 35 000	€ 32 500
Autres rémunérations	€ 0	€ 0
<b>Michel GRECO, Membre du conseil de surveillance</b>		
Jetons de présence	€ 30 000	€ 30 000
Autres rémunérations	€ 0	€ 0
<b>Anne-Marie GRAFFIN, Membre du conseil de surveillance</b>		
Jetons de présence	€ 30 000	€ 30 000
Autres rémunérations	€ 0	€ 0
<b>James SULAT, Vice-Président du conseil de surveillance</b>		
Jetons de présence	€ 45 000	€ 42 500
Autres rémunérations	€ 0	€ 0
<b>Hans WIGZELL, Membre du conseil de surveillance</b>		
Jetons de présence	€ 30 000	€ 30 000
Autres rémunérations	€ 0	€ 0
<b>Alexander VON GABAIN, Membre du conseil de surveillance</b>		
Jetons de présence	€ 30 000	€ 30 000
Autres rémunérations	€ 0	€ 0
<b>TOTAL</b>	<b>€ 250 000</b>	<b>€ 245 000</b>



## 21. OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

Conformément à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, le tableau présente ci-dessous les opérations réalisées par les dirigeants de Valneva SE sur les titres de la Société au cours de l'exercice 2015. Ces opérations ont été réalisées sur Euronext Paris de NYSE Euronext, sur la Bourse de Vienne, ou de gré à gré, le cas échéant.

Date	Nom	Mandat	Prix unitaire (en euros)	Nombre de titres
<b>Cession de droits préférentiels de souscription dans le cadre d'une augmentation de capital (période de souscription des actions nouvelles ouverte du 15 janvier 2015 jusqu'à la clôture de la séance de bourse du 28 janvier 2015)<sup>66</sup></b>				
16 janvier 2015	Franck GRIMAUD	Membre du directoire Directeur Général	0,2669	52 000 DPS
16 janvier 2015	Franck GRIMAUD	Membre du directoire Directeur Général	0,2669	225 000 DPS
21 janvier 2015	Groupe Grimaud La Corbière Frédéric GRIMAUD	Président du conseil de surveillance	0,2315	4 851 494 DPS
22 janvier 2015	Frédéric GRIMAUD	Président du conseil de surveillance	0,3580	161 389 DPS
23 janvier 2015	Thomas LINGELBACH	Président du directoire	0,3893	20 011 DPS
23 janvier 2015	Thomas LINGELBACH	Président du directoire	0,3040	19 DPS
23 janvier 2015	Franck GRIMAUD	Membre du directoire Directeur Général	0,3705	27 500 DPS
23 janvier 2015	Reinhard KANDERA	Membre du directoire	0,3520	30 000 DPS
26 janvier 2015	Groupe Grimaud La Corbière Frédéric GRIMAUD	Président du conseil de surveillance	0	6 256 884 DPS
27 janvier 2015	Reinhard KANDERA	Membre du directoire	0,3470	76 DPS
27 janvier 2015	Michel GRECO	Membre du conseil de surveillance	0,3590	486 DPS
<b>Achat de droits préférentiels de souscription dans le cadre d'une augmentation de capital (période de souscription des actions nouvelles ouverte du 15 janvier 2015 jusqu'à la clôture de la séance de bourse du 28 janvier 2015)<sup>67</sup></b>				
28 janvier 2015	Alexander VON GABAIN	Membre du conseil de surveillance	0,3700	27 932 DPS
<b>Levée d'options de souscription d'actions</b>				
2 février 2015	Franck GRIMAUD	Membre du directoire Directeur Général	1,80	79 800 actions ordinaires Valneva

<sup>66</sup> Cf. Note d'opération sur laquelle l'AMF a apposé le Visa n° 15-020 par décision en date du 12 janvier 2015, et [Section 1.2.1](#) du présent Rapport de gestion.

<sup>67</sup> Cf. Note d'opération sur laquelle l'AMF a apposé le Visa n° 15-020 par décision en date du 12 janvier 2015, et [Section 1.2.1](#) du présent Rapport de gestion.



Date	Nom	Mandat	Prix unitaire (en euros)	Nombre de titres
<b>Souscription d'actions ordinaires Valneva dans le cadre d'une augmentation de capital<sup>68</sup></b>				
3 février 2015	Alexander VON GABAIN	Membre du conseil de surveillance	2,47	16 170 actions ordinaires
4 février 2015	Thomas LINGELBACH	Président du directoire	2,47	99 actions ordinaires
4 février 2015	Thomas LINGELBACH	Président du directoire	2,47	25 366 actions ordinaires
4 février 2015	James SULAT	Vice-Président du conseil de surveillance	2,47	4 367 actions ordinaires
4 février 2015	Reinhard KANDERA	Membre du directoire	2,47	6 446 actions ordinaires
6 février 2015	Franck GRIMAUD	Membre du directoire Directeur Général	2,47	5 995 actions ordinaires
6 février 2015	Franck GRIMAUD	Membre du directoire Directeur Général	2,47	16 852 actions ordinaires
6 février 2015	Frédéric GRIMAUD	Président du conseil de surveillance	2,47	22 869 actions ordinaires
6 février 2015	Groupe Grimaud La Corbière Frédéric GRIMAUD	Président du conseil de surveillance	2,47	261 503 actions ordinaires
<b>Souscription à titre onéreux d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires Valneva SE - Instruments souscrits à titre d'investissement personnel de façon connexe à un programme d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles<sup>69</sup></b>				
22 juillet 2015	Thomas LINGELBACH	Président du directoire	161	308 actions de préférence convertibles
22 juillet 2015	Reinhard KANDERA	Membre du directoire	161	218 actions de préférence convertibles
22 juillet 2015	Franck GRIMAUD	Membre du directoire Directeur Général	161	218 actions de préférence convertibles
<b>Souscription, à titre gratuit, de bons de souscription d'actions</b>				
29 juillet 2015	James SULAT	Vice-Président du conseil de surveillance	0	19 500 BSA
29 juillet 2015	Hans WIGZELL	Membre du conseil de surveillance	0	19 500 BSA
31 juillet 2015	Michel GRECO	Membre du conseil de surveillance	0	19 500 BSA
24 août 2015	Frédéric GRIMAUD	Président du conseil de surveillance	0	36 000 BSA
15 septembre 2015	Anne-Marie GRAFFIN	Membre du conseil de surveillance	0	19 500 BSA
16 septembre 2015	Alain MUNOZ	Membre du conseil de surveillance	0	19 500 BSA
15 octobre 2015	Alexander VON GABAIN	Membre du conseil de surveillance	0	19 500 BSA

<sup>68</sup> Cf. Note d'opération sur laquelle l'AMF a apposé le Visa n° 15-020 par décision en date du 12 janvier 2015, et [Section 1.2.1](#) du présent Rapport de gestion.

<sup>69</sup> Cf. [Section 13.3](#) du présent Rapport de gestion.

## 22.CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN MANDATAIRE OU UN ACTIONNAIRE DÉTENANT PLUS DE 10% DES DROITS DE VOTE ET UNE FILIALE DE LA SOCIÉTÉ (HORS CONVENTIONS COURANTES)

Co-contractant	Convention	Objet de la convention
Thomas LINGELBACH	<b><i>Employment and Management Agreement</i></b> conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH le 16 décembre 2012	Cette convention prévoit la rémunération et les avantages sociaux de M. Thomas LINGELBACH en qualité de Gérant et salarié de la société Valneva Austria GmbH à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés de Lyon de Valneva sous forme de Société Européenne, soit le 28 mai 2013.  Des informations détaillées sur certaines conditions contenues au sein de cette convention peuvent être trouvées au sein du présent Rapport de gestion (Sections <a href="#">15.10</a> and <a href="#">20.1</a> ).
Reinhard KANDERA	<b><i>Employment and Management Agreement</i></b> conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH le 16 décembre 2012	Cette convention prévoit la rémunération et les avantages sociaux de M. Reinhard KANDERA en qualité de Gérant et salarié de la société Valneva Austria GmbH à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés de Lyon de Valneva sous forme de Société Européenne, soit le 28 mai 2015.  Des informations détaillées sur certaines conditions contenues au sein de cette convention peuvent être trouvées au sein du présent Rapport de gestion (Sections <a href="#">15.10</a> and <a href="#">20.1</a> ).
Thomas LINGELBACH	<b><i>Management Agreement</i></b> conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH le 25 juin 2015	Cette convention prévoit la rémunération et les avantages sociaux de M. Thomas LINGELBACH en qualité de Gérant et salarié de la société Valneva Austria GmbH.  Cette convention remplace l' <i>Employment and Management Agreement</i> en date du 16 décembre 2012, à compter du 25 juin 2015.  Des informations détaillées sur certaines conditions contenues au sein de cette convention peuvent être trouvées au sein du présent Rapport de gestion (Sections <a href="#">15.10</a> and <a href="#">20.1</a> ).
Reinhard KANDERA	<b><i>Management Agreement</i></b> conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH le 25 juin 2015	Cette convention prévoit la rémunération et les avantages sociaux de M. Reinhard KANDERA en qualité de Gérant et salarié de la société Valneva Austria GmbH.  Cette convention remplace l' <i>Employment and Management Agreement</i> en date du 16 décembre 2012, à compter du 25 juin 2015.  Des informations détaillées sur certaines conditions contenues au sein de cette convention peuvent être trouvées au sein du présent Rapport de gestion (Sections <a href="#">15.10</a> and <a href="#">20.1</a> ).

## 23. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET SOCIÉTALES

### 23.1 Rapport RSE

#### RAPPORT 2015

---

## RESPONSABILITE SOCIETALE DE L'ENTREPRISE VALNEVA







<b>PREAMBULE.....</b>	<b>100</b>
<b>CHAPITRE 1 – ENGAGEMENT SOCIAL.....</b>	<b>104</b>
Emploi et relations sociales .....	106
Santé et sécurité au travail .....	109
Développement des compétences .....	112
Egalité et diversité.....	113
<b>CHAPITRE 2 - ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL .....</b>	<b>114</b>
Politique environnementale .....	116
Prévention des pollutions et gestion des déchets .....	120
Energie – empreinte carbone .....	123
Ressources et biodiversité.....	126
<b>CHAPITRE 3 – ENGAGEMENT SOCIÉTAL .....</b>	<b>127</b>
Ethique et R&D .....	128
Conformité d'entreprise et relations avec les fournisseurs .....	129
Partenariat territorial, économique et social .....	130
Dons, bénévolat et mécénat .....	131
Coopérations avec des établissements scolaires et universitaires .....	132
<b>TABLEAUX DES INDICATEURS.....</b>	<b>133</b>
Tableau des données sociales.....	133
Tableau des données environnementales .....	135
Tableau des données sociétales .....	140
<b>NOTE METHODOLOGIQUE.....</b>	<b>141</b>
<b>DEFINITIONS.....</b>	<b>144</b>

## PREAMBULE

### La Responsabilité Sociétale de l'Entreprise - RSE

La RSE est la mise en application concrète du développement durable en entreprise.

La RSE vise à intégrer les préoccupations sociales et environnementales aux activités de l'entreprise et prend en compte les relations avec ses parties prenantes (salariés, actionnaires, clients, fournisseurs, etc.).

La démarche repose sur l'analyse systémique de l'entreprise et de ses interactions avec son environnement, et se traduit par une meilleure gestion des risques (humains, financiers, juridiques, environnementaux, de notoriété, etc.)

La RSE s'applique autant aux multinationales cotées qu'aux PME et TPE.

Né en 2013 de la fusion entre la société française Vivalis et l'entreprise autrichienne Intercell, le Groupe Valneva emploie aujourd'hui plus de 400 salariés en France et en Autriche, mais aussi en Ecosse, en Suède, au Canada et aux USA.

Avec l'acquisition en 2015 de Crucell Sweden AB et de son activité de distribution, Valneva confirme son rôle d'**entreprise leader dans l'industrie du vaccin**. Valneva est aujourd'hui une entreprise totalement intégrée et dotée des fonctions de R&D, de production, de marketing et de vente.

Outre un vaccin contre l'encéphalite japonaise, le Groupe Valneva est propriétaire d'un vaccin contre le choléra, également indiqué dans certains pays contre la diarrhée causée par LT-ETEC, et poursuit activement son activité de recherche et d'innovation.

La culture d'entreprise de Valneva repose sur des valeurs de tolérance, de respect et d'intégrité et la direction du **Groupe considère ses collaborateurs comme sa principale ressource**.

**Le Groupe est particulièrement vigilant sur les impacts de ses produits sur la santé des patients, sur son éthique et ses pratiques commerciales** et rend compte chaque année de ses avancées et de ses réalisations en matière de responsabilité sociétale (normes du travail, normes environnementales, lutte contre la corruption, chaîne d'approvisionnement et impact des produits sur la santé et la sécurité des consommateurs) à travers son rapport extra financier.

**Le 17 novembre 2015 Valneva a adhéré au Pacte Mondial des Nations Unies (Global Compact)** et pris des engagements sur les 10 critères afin de crédibiliser et donner de la valeur à ses actions et réalisations en matière de responsabilité sociétale.



## Périmètre du rapport RSE

### Le nouveau périmètre

**Le périmètre** qui a été retenu pour 2015 concerne le site de Livingston en Ecosse, le site de Solna en Suède, le site de Vienne en Autriche ainsi que le site de Nantes (Saint Herblain) en France.

Les filiales localisées au Canada, aux Etats Unis et au Japon ont été exclues du périmètre du rapport RSE pour les raisons suivantes :

- + Au Japon, l'activité est réduite. En 2015 ne subsiste qu'une activité de développement et de suivi des licences et partenariats. Une seule personne travaille à 20%.
- + Sur le site des Etats Unis, seules deux personnes travaillent au 31 décembre 2015.
- + Au Canada, 6 personnes ont été recrutées en cours d'année. La comparaison des données devant s'effectuer sur des périodes calendaires homogènes pour être pertinentes, ce site ne sera pas pris en compte dans le rapport RSE 2015.

Pour la France, les données concernent uniquement le site de Nantes (Saint Herblain), le site de Lyon ne comptabilisant aucun salarié en 2015.



## Les référentiels utilisés pour la rédaction du rapport

### + La loi sur les Nouvelles Régulations Economiques (NRE) et son décret d'application

L'article 116 de la Loi NRE promulguée le 15 Mai 2001 impose aux entreprises cotées en bourse d'intégrer à leur rapport annuel un rapport extra-financier contenant des informations sur les aspects sociaux, environnementaux et sociétaux de son activité. Ce rapport du conseil d'administration ou du directoire doit faire l'objet d'une vérification des informations depuis la Loi Grenelle 2 par un organisme tiers indépendant.

### + La Loi ENE n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (article 225) et son décret d'application

La loi du 12 Juillet 2010, dite Grenelle 2, prévoit dans son article 225 le principe d'un reporting des informations sociales, environnementales et de développement durable au sein du rapport de gestion, pour les sociétés d'une certaine taille, avec une contrainte de vérification. Cette loi prolonge la loi NRE de 2001 et met en application les orientations du Grenelle de l'environnement et de la loi Grenelle 1. Les conditions d'application sont précisées dans le décret n°2012-557 du 24 avril 2012.

L'arrêté du 13 Mai 2013 détermine les modalités selon lesquelles l'organisme tiers indépendant issu de la loi Grenelle 2 conduit sa mission.

### + La Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte

La Loi du 17 aout 2015 La loi du 17 aout 2015 fixe les objectifs de la transition énergétique. Les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de 40% à l'horizon 2030 et divisées par quatre d'ici 2050. La consommation énergétique finale sera divisée par deux en 2050 par rapport à 2012 et la part des énergies renouvelables sera portée à 32% en 2030. Le texte met également l'accent sur différents aspects dont, entre autre, le développement des transports propres, la lutte contre les gaspillages et la promotion de l'économie circulaire dont Le recyclage de 55 % des déchets non dangereux en 2020 et 65 % en 2025, et la réduction de 50 % les quantités de produits manufacturés non recyclables mis sur le marché avant 2020 (article 70).

### + Les directives européennes

La directive européenne 2014/95/UE du 22 octobre 2014 modifie la directive 2013/93/UE et apporte des modifications au contenu du rapport RSE. La transposition de cette directive est en cours d'étude et sera effective au plus tard le 6 décembre 2016.

Cette directive prévoit que les sociétés concernées devront rendre compte de leurs politiques de prévention des risques en matière sociale et environnementale, de droits de l'homme et de corruption et de leurs résultats, en précisant les « *procédures de diligence raisonnable* » mises en œuvre à cette fin, incluant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement dans cette démarche.

### + La norme internationale ISO 26000

La norme ISO 26000 contient des lignes directrices et ne se prête pas à la certification, contrairement à d'autres normes très connues de l'ISO. Elle permet en revanche de clarifier la notion de responsabilité sociétale, d'aider les entreprises et les organisations à traduire les principes en actes concrets, et de faire connaître les meilleures pratiques en matière de responsabilité sociétale, dans le monde entier. Elle vise les organisations de tous types, quelle que soit leur activité, leur taille ou leur localisation.

La norme a été publiée en 2010 au terme de cinq années de négociations entre un très grand nombre de parties prenantes dans le monde entier. Des représentants des gouvernements, des ONG, de l'industrie, des groupes de consommateurs et du monde du travail ont été impliqués dans son élaboration. Elle représente donc un consensus international.

+ **La Global Reporting Initiative (GRI)**

La GRI est une organisation non gouvernementale fonctionnant en réseau, dont le rôle est d'œuvrer au développement durable et de promouvoir l'élaboration de rapports en matière d'environnement, de responsabilité sociétale et de gouvernance. La GRI produit le cadre pour le reporting développement durable le plus utilisé au monde en vue de permettre cette évolution vers une plus grande transparence. Ce cadre, qui comprend les « Lignes directrices G4 », fixe les principes et indicateurs que peuvent utiliser les organisations pour mesurer et consigner leur performance économique, environnementale et sociétale.

La GRI a été fondé aux Etats-Unis en 1997 à l'initiative du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et du CERES.

+ **Le Pacte mondial des Nations Unies (ou Global Compact)**

Le Pacte mondial des Nations unies ou Global Compact a été lancé au Siège de l'Organisation, à New-York, le 26 juillet 2000. Le Global Compact est une initiative collective invitant les entreprises à s'engager volontairement à progresser sur dix principes universellement reconnus et regroupés en 4 domaines : Droits de l'homme, Normes du travail, Environnement et Lutte contre la corruption.

En signant le Global Compact, les entreprises s'engagent à intégrer les 10 principes dans leur stratégie, à progresser tous les ans sur ces principes, et à communiquer annuellement leurs bonnes pratiques en publiant un document sur le site Internet du Global Compact



## CHAPITRE 1 – ENGAGEMENT SOCIAL



### EMPLOI ET RELATIONS SOCIALES

### SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

### DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

### ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ

Le succès du Groupe Valneva dépend du travail et de l'expertise de ses 414 collaborateurs établis au sein de ses différentes filiales. Chez Valneva, les salariés sont fiers de leurs réussites et des défis relevés, présents et futurs. Les réalisations sont basées sur la culture d'entreprise qui se caractérise par le respect, l'engagement et la motivation.

Le Groupe Valneva est en croissance et étend ainsi sa présence à travers le monde. La culture d'entreprise et ses ressources humaines s'en retrouvent enrichies et diversifiées. En 2015, plus de 100 nouveaux collaborateurs ont rejoint Valneva suite à l'acquisition réalisée. L'intégration est un des éléments clés de la politique Ressources Humaines du Groupe.

Les collaborateurs sont la principale ressource pour surmonter l'ensemble des défis à venir. L'état d'esprit ouvert et la tolérance, ainsi que les caractères individuels des collaborateurs sont autant d'atouts majeurs pour Valneva, donnant au Groupe toutes les chances de devenir un véritable leader européen dans le domaine des vaccins.

L'objectif du Groupe est de créer un environnement de travail qui attire et retient sur le long terme les collaborateurs les plus talentueux au sein de Valneva. Cet environnement doit également les aider à développer leur potentiel personnel et leur carrière professionnelle. La capacité du Groupe à conserver, attirer et retenir ces personnes-clés est essentielle pour atteindre ses objectifs.

Le Groupe est ainsi en concurrence avec d'autres sociétés pour recruter et retenir des personnes hautement qualifiées, et ses besoins en matière de recrutement de nouveaux managers, collaborateurs et personnels scientifiques qualifiés pour le développement de ses activités sont constants.





L'activité du Groupe Valneva présentant un certain nombre de risques pour les salariés, le Groupe est fortement engagé sur la maîtrise de ces risques au travers de sa politique santé et sécurité au travail.

La majorité des données sociales est standardisée depuis 2013.

Valneva utilise un outil interne de gestion des ressources humaines nommé « HR Cube »

Ce rapport 2015 inclut les données relatives à l'acquisition des activités de production du vaccin contre le choléra et la diarrhée causée par LT-EPEC et des activités de distribution dans les pays nordiques.

Les activités réalisées au Canada et aux Etats-Unis seront incluses dans le rapport 2016.

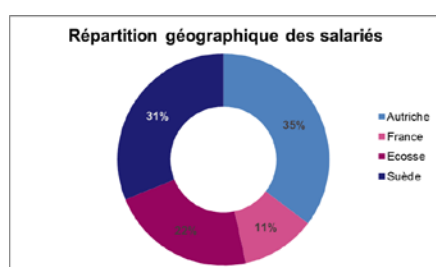
## EMPLOI ET RELATIONS SOCIALES

### INFORMATION ET REALISATIONS

L'objectif de Valneva est de créer un environnement de travail qui attire et retient sur le long-terme les collaborateurs les plus talentueux chez Valneva. Les collaborateurs doivent trouver au sein du Groupe des missions stimulantes, l'expérience internationale, un engagement éthique clair, le respect et l'intégrité.

#### REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES SALARIES

Au 31 décembre 2015, le Groupe emploie 414 salariés sur les sites localisés en Autriche, en Ecosse, en Suède et en France\*.

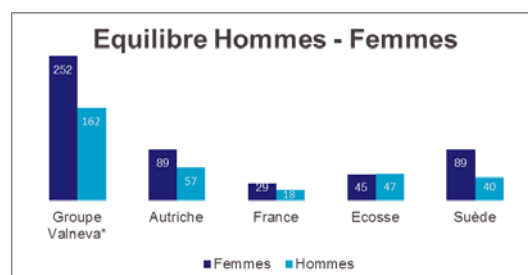


\* à l'exclusion des sites du Japon, du Canada et des USA.

#### REPARTITION HOMMES-FEMMES

**Les femmes sont plus fortement représentées que les hommes au sein du Groupe Valneva (61%).**

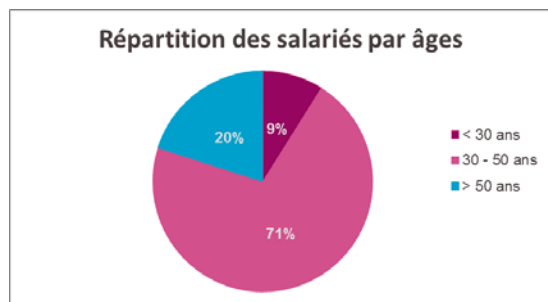
Cela s'explique principalement par la forte féminisation du secteur des sciences de la vie.



#### MOYENNE D'AGE VALNEVA SE

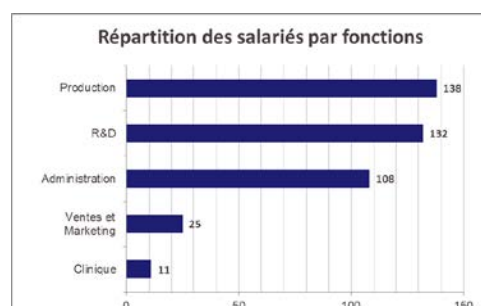
La moyenne d'âge des collaborateurs de Valneva est de 41 ans, dont une moyenne de 37 ans en France.

=



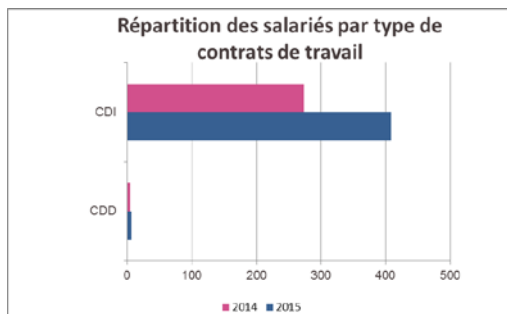
#### REPARTITION DES SALARIES PAR FONCTION

La majorité des collaborateurs travaille dans les secteurs Production et Recherche & Développement. La production est basée en Ecosse et en Suède. Les fonctions supports sont réparties sur les quatre sites. En 2015 nous avons créé une fonction dédiée aux ventes et au marketing afin de refléter la croissance de ces activités.



## FAITS MARQUANTS

### Contrats de travail



Alors qu'en 2013 Valneva avait déjà une forte proportion de contrats permanents (95%), en 2014 et 2015 la proportion de collaborateurs ayant un contrat de travail permanent atteint 99%.

### Politique de rémunération

Valneva a mis en place une politique de rémunération Groupe en 2013 basée sur des benchmarks internationaux. Les principes de cette politique sont cohérents et harmonisés à travers nos différents sites et ont été appliqués en Suède dès 2015.

En 2015, Valneva a confirmé son ambition de proposer une rémunération compétitive sur le marché de la biotechnologie.

Valneva a choisi de ne pas divulguer les chiffres liés aux évolutions de salaires dans le présent rapport.

### Les accords et Conventions collectives

Pour chaque pays, les filiales appliquent les dispositions légales nationales ainsi que les accords internes locaux relatifs notamment à l'aménagement du temps de travail, aussi bien pour les contrats à temps plein que pour les temps partiels.

Par ailleurs 100% des salariés sont couverts par une convention collective :

- + *Convention collective pharmaceutique (France)*
- + *Local Works Council Charter (Ecosse)*
- + *Collective Bargaining Agreement (Autriche)*
- + *Collective Bargaining Agreement (Suède)*

### Un Comité International d'entreprise

Le 12 avril 2013 a été mis en place un Comité International d'entreprise à des fins d'information, de participation et de consultation dans le contexte des opérations transfrontalières de Valneva SE. Ce Comité International d'entreprise se réunit deux fois par an, en sus des réunions effectuées par visio-conférence.

### Politique de gestion de la performance des salariés

Valneva a mis en place en 2015 une politique de gestion de la performance Groupe basée sur des indicateurs clés harmonisés pour le Groupe.

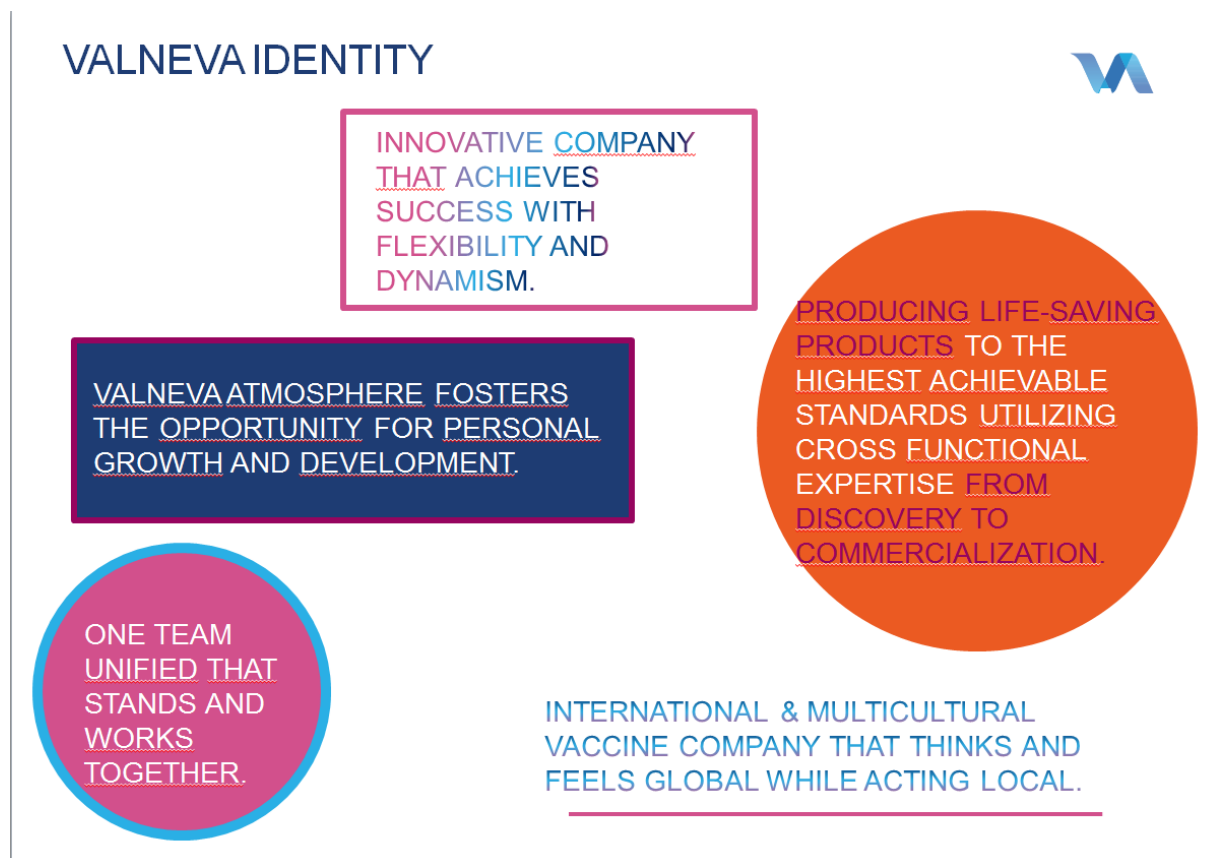
Le système de gestion de la performance Valneva crée des bénéfices et des responsabilités réciproques entre le collaborateur, le manager et l'entreprise.





### Une identité Valneva

En 2015, L'équipe RH Valneva a lancé une initiative Groupe visant à mieux cerner les attentes des collaborateurs dans le but d'améliorer et d'encourager la communication inter sites afin de construire une identité partagée. L' « Insight Group » composé de 16 collaborateurs de différents pays a travaillé à définir l'identité Valneva :



## SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

### INFORMATIONS ET REALISATIONS

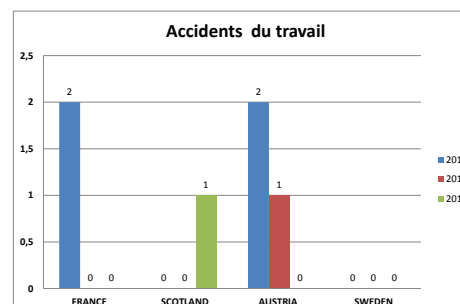
Valneva poursuit son ambition de supprimer ou réduire les risques en matière de santé et sécurité de ses collaborateurs. Des mesures de prévention et de protection sont mises en place sur chaque site pour protéger les salariés du Groupe. L'exposition des salariés aux risques chimiques, biologiques et physiques est inhérente aux activités de biotechnologie et de développement de vaccins. Les manipulations réalisées en laboratoire et en production nécessitent la mise en œuvre de matériels, de produits et de réactifs chimiques et biologiques.

#### TYPOLOGIE DES RISQUES POUR LA SANTE ET LA SECURITE DES COLLABORATEURS

- + Chimiques
- + Biologiques
- + Electriques
- + Liés aux produits cryogéniques
- + Liés aux bouteilles de gaz
- + Liés à la conduite d'autoclaves
- + Liés au froid
- + Liés à la manutention
- + Liés au travail sur écran

#### ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le nombre d'accidents du travail sur l'ensemble du Groupe Valneva est resté stable en 2015 pour un périmètre élargi par l'intégration du site de production de Solna aux statistiques du Groupe.



NB : Les données 2013 ont été adaptées pour répondre à la définition d'accident du travail en application dans le Groupe et utilisée pour les rapports 2014 et 2015.

#### ANALYSE ERGONOMIQUE DE POSTE EN FRANCE

Le site de Nantes a travaillé avec un ergonome de la médecine du travail de la région nantaise pour prévenir les risques d'apparition de Troubles Musculosquelettiques (TMS) pour les personnes travaillant dans les laboratoires.



#### POLITIQUE

##### HYGIENE-SECURITE-ENVIRONNEMENT

Valneva a une politique globale Hygiène-Sécurité-Environnement (HSE) au niveau du Groupe et s'engage à la mettre en œuvre sur chaque site.

La politique HSE est formalisée au sein du Manuel Qualité, puis se décline localement, sur chaque site.

Ce document énonce les procédures pour garantir la santé et la sécurité des salariés et des visiteurs, pour contrôler la production, le stockage et l'utilisation de substances dangereuses

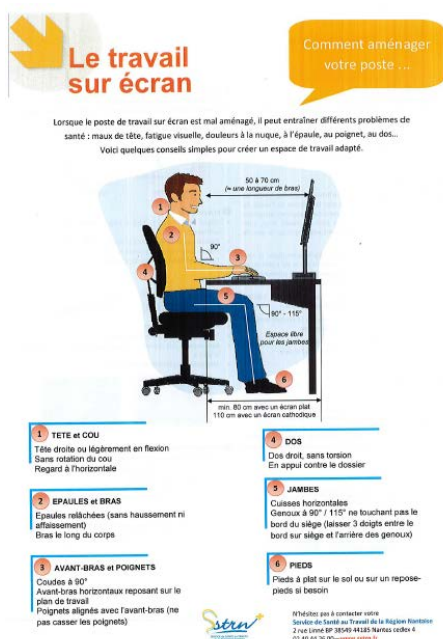
Aucun accord spécifique en matière de santé et de sécurité au travail n'a été signé en 2015 avec les organisations syndicales.

## FAITS MARQUANTS

### Maladies professionnelles

Comme pour les années 2013 et 2014, aucune maladie professionnelle n'a été constatée dans l'ensemble du Groupe Valneva sur l'année 2015

### Prévention des Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) à Nantes



En France, un travail important a été mis en place en 2015 pour la prévention des TMS dans les laboratoires et dans les bureaux. Ce travail a été mené conjointement par le Responsable Santé, Sécurité & Environnement et une Ergonome de la Médecine du Travail au moyen d'une étude des postes à risque au laboratoire et de sessions de formation pour le travail sur écran pour les personnes travaillant dans les bureaux.

En 2015, une nouvelle équipe a également été élue au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), institution représentative du personnel au sein de la Société.

Enfin, le travail de formation initié en 2014 s'est poursuivi sur l'année 2015 avec des formations SST, utilisation en sécurité d'un autoclave, risques chimiques, etc.

### Politique de santé et de sécurité en Autriche

Les politiques de santé et de sécurité sont énoncées dans une série de documents internes, parmi lesquels :

- + La procédure **VIE-SOP-0054** relative aux dispositions visant à :
  - Garantir la santé, la sécurité et le bien-être des salariés sur leur lieu de travail.
  - Protéger les personnes non salariées contre les risques pour leur santé.
  - Contrôler la production, le stockage et l'utilisation de substances dangereuses et empêcher tout contact, accidentel ou délibéré, avec ces produits.
  - Contrôler les émissions de substances toxiques.
- + Le protocole **VIE-SOP-0074**, qui décrit les procédures qui permettent de disposer des déchets toxiques sans risque pour les salariés.

Ce document détaille précisément l'équipement de protection qui doit être porté lors de toute manipulation de produits chimiques dangereux, contagieux ou potentiellement contagieux.

Valneva travaille en Autriche en partenariat avec un expert-conseil externe afin d'assurer la conformité avec les dispositions réglementaires du droit autrichien. Pour la première fois en 2015, aucun accident du travail n'est à déplorer sur toute l'année.



## Santé et Sécurité en Suède

En 2015 un travail important a été réalisé pour ajuster le système HSE en place à Solna au système de management du Groupe Valneva.



Une ligne de packaging en provenance d'Espagne a été installée à Solna et a fait l'objet d'une analyse de risque spécifique afin de garantir la sécurité des utilisateurs de cet équipement.

Une nouvelle politique EHS-Sécurité a été mise en place.

Il y a eu 4 réunions du « *Safety Comittee* » en 2015. Ce comité comprend des membres de l'équipe de direction et des syndicats. Plus de 20 inspections sécurité ont été réalisées par les membres de ce comité.

## Santé et sécurité en Écosse

Tous les aspects de la santé et de la sécurité au travail sont régis par un règlement propre à l'Écosse, appelé *Health and Safety Policy and Procedures* (Règlement et procédures relatifs à la santé et la sécurité). Ce règlement a été mis à jour le 30 octobre 2015 suite à un examen par les experts-conseil en santé et sécurité au travail de Peninsula Business Services. Les points suivants ont été ajoutés en 2015 :

- + Le 28 octobre 2015, les experts-conseil de Livingston ont réalisé un audit de la gestion des risques liés à la santé et à la sécurité. Aucun défaut de conformité n'a été relevé.
- + Trois recommandations complémentaires ont été émises et mises en pratiques à partir du 24 décembre 2015.
- + L'évaluation du système de sécurité incendie n'a révélé aucun défaut de conformité.

## DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

### INFORMATIONS ET REALISATIONS

Le développement des compétences des salariés est déterminant pour le succès de Valneva. A ce titre, Valneva s'engage à fournir un environnement qui permette l'apprentissage continu des salariés afin de favoriser leur développement personnel. Les initiatives de développement proposées par Valneva sont principalement liées au besoin d'améliorer et de développer l'expertise métier mais également de développer les compétences en communication et management. Cet engagement est aussi dépendant de l'engagement du salarié, de son souhait d'apprendre, d'assurer de nouveaux rôles et de prendre de nouvelles responsabilités au sein du Groupe. L'objectif est d'aider les collaborateurs à développer leur potentiel personnel et leur carrière professionnelle.

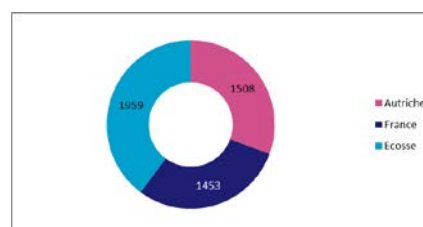
#### POLITIQUE DE FORMATION

La politique globale de formation qui porte sur les Bonnes Pratiques de Fabrication, les Bonnes Pratiques de laboratoire et les Bonnes Pratiques Cliniques pour le Groupe, est formalisée dans le Manuel Qualité (GQP-0021).

Les plans de formation sont basés sur la stratégie de Valneva, sur le processus de gestion de la performance individuelle et l'évaluation des besoins des salariés. La politique globale de formation inclut l'ensemble du personnel permanent ou temporaire.

Tous les salariés disposent d'un égal accès à la formation, sans discrimination. Les salariés cherchant à développer leur carrière au sein du Groupe y sont encouragés.

#### HEURES DE FORMATION EXTERNES\*



\* Suède non inclus en 2015, harmonisation prévue à moyen terme

Valneva collabore avec des consultants et des formateurs externes. Le contenu des formations est adapté aux besoins de Valneva et tous les collaborateurs sont invités à participer aux formations proposées.

#### LES ACTIONS DE FORMATION

##### Conduire le changement

Le changement est permanent dans le secteur d'activité du Groupe. Valneva France a offert à ses collaborateurs une formation d'une journée afin de leur permettre d'acquérir les outils pour gérer les changements.

Bonjour à tous,  
Nous avons le plaisir de partager avec vous le feed-back de la journée de formation  
« Rien n'est permanent sauf le changement »  
qui s'est déroulée le 24 juin dernier dans les locaux de Regard9 et a rencontré un franc succès!

« De belles découvertes »

« Une journée agréable où l'on apprend à décrypter nos réactions face au changement »

« Un très bon moment qui permet de mieux se connaître et de découvrir ses collègues »



#### RISQUE PSYCHO SOCIAUX

Un comité RPS a été créé en France pour prévenir et agir en cas de situation de RPS.

Composé de 6 volontaires formés, ce comité est actif depuis Juillet 2015.



Saint Herblain le 9 juillet 2015

##### Lancement officiel du comité RPS !

Ce comité respectera les principes et valeurs suivantes :

- ❖ la **confidentialité** des informations partagées
- ❖ l'**écoute**
- ❖ le **respect**
- ❖ l'**objectivité** et la **neutralité**

Si vous vivez une situation de RPS, nous vous conseillons de contacter un ou plusieurs membres du comité.

Votre comité RPS

## EGALITE ET DIVERSITE

### INFORMATION ET REALISATIONS

Le Groupe considère toutes les formes de discrimination inacceptables sur le lieu de travail. La politique de Valneva est de promouvoir l'égalité des chances au cours de l'emploi, de la rémunération, du recrutement, de la formation et de la promotion de tous les salariés. Cela signifie que tous les candidats à l'embauche et tous les salariés reçoivent le même traitement indépendamment, la nationalité, l'origine ethnique ou nationale, le sexe, le handicap physique ou mental, l'âge, la religion ou la croyance, la situation de famille ou l'orientation sexuelle.

#### UN CODE DE CONDUITE

Valneva s'est engagée à promouvoir l'égalité des chances et à s'assurer que le talent et les compétences de tous les salariés soient maximisés. La politique est de traiter tous les salariés avec respect et dignité, d'assurer qu'ils ne soient pas pris pour victime, bafoués, soumis au harcèlement pour n'importe quelle raison.

Cette politique s'applique à tous les salariés du Groupe et influe également la sélection des prestataires et le recrutement de salariés.

#### MOIS DE LA CONFORMITE ET DE L'ETHIQUE

Valneva a décidé que chaque année, le mois de Septembre serait consacré à la conformité et à l'éthique afin de développer la connaissance de ses collaborateurs sur ces sujets.

En 2015, le thème choisi était la « Coupe du monde de la conformité ». Chaque collaborateur a été encouragé à se re-familiariser avec le Code de Conduite Valneva à travers un tournoi dont les sujets étaient liés aux risques induits par le non-respect des règles de conformité.



#### CHARTRE DE LA DIVERSITE



**CHARTRE DE LA DIVERSITÉ®**  
Nous nous engageons !

Favoriser le plurielisme et enrichir la diversité au travers des recrutements et de la gestion des carrières est un facteur de progrès pour l'entreprise. Une telle démarche contribue à son efficacité et à la qualité de ses relations sociales. Elle peut avoir un effet positif sur l'image de l'entreprise vis-à-vis de nos clients, de ses prestataires extérieurs et de ses consommateurs, en France et dans le reste du monde.

La Charte de la diversité adoptée par notre entreprise a pour objet de réaffirmer de notre engagement, en France, en faveur de la diversité culturelle, ethnique et sociale au sein de notre organisation.

##### Les 6 engagements de la Charte de la diversité®

1. Sensibiliser et former nos dirigeants et collaborateurs impliqués dans le recrutement, la formation et la gestion des carrières aux enjeux de la non-discrimination et de la diversité.
2. Respecter et promouvoir l'application du principe de non-discrimination sous toutes ses formes et dans toutes les étapes du gestion des ressources humaines qui sont notamment l'embauche, la formation, l'avancement ou la promotion professionnelle des collaborateurs.
3. Chercher à refléter la diversité de la société française et notamment sa diversité culturelle et ethnique dans notre effectif, aux différents niveaux de qualification.
4. Communiquer auprès de l'ensemble de nos collaborateurs notre engagement en faveur de la non-discrimination et de la diversité, et informer sur les résultats pratiques de cet engagement.
5. Faire de l'information et de la mise en œuvre de la politique de diversité un objet de dialogue avec les représentants des personnes.
6. Inclure dans le rapport annuel un chapitre descriptif de notre engagement de non-discrimination et de diversité : actions mises en œuvre, pratiques et résultats.

Fait à SAINT-HERBLAIN, le 29 décembre 2015

Pour  
VALNEVA SE  
Francis GRIMAUD  
Député CEO - Directeur Général

Secrétaire Général de la Charte de la Diversité  
Ryane SAVIGNAC  
Secrétaire générale

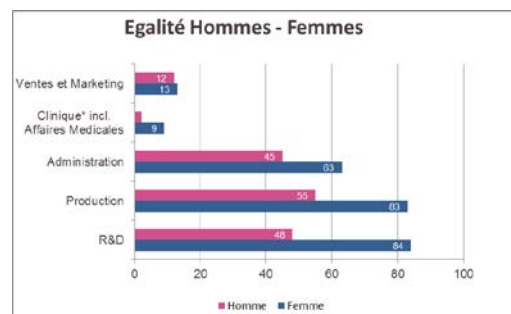
*Signature of Francis GRIMAUD*

*Signature of Ryane SAVIGNAC*

Document Control de la Charte de la Diversité  
17 rue Euler & Jany 93007 PARIS  
Tel : 01 83 74 17 46 - www.valneva.com

#### EGALITE HOMMES-FEMMES

Une forte mixité hommes-femmes existe au sein du Groupe et celle-ci est fortement représentée dans chacune des fonctions clés.



## CHAPITRE 2 - ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL



### MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

### PREVENTION DES POLLUTIONS ET DECHETS

### ENERGIE ET EMPREINTE CARBONE

### RESSOURCES ET BIODIVERSITE

L'objectif de Valneva est de faire un usage efficace des ressources naturelles et de minimiser l'impact sur l'environnement de ses activités et de ses produits pendant leur durée d'utilisation.

Dans le cadre de ses programmes de Recherche & Développement et de production, Valneva utilise des matières dangereuses et des matériaux biologiques, des solvants et autres produits chimiques potentiellement cancérogènes, mutagènes et/ou toxiques pour la reproduction, et ses employés manipulent du matériel génétique recombiné, des organismes génétiquement modifiés ainsi que des virus.

Le Groupe est ainsi tenu de se conformer à de nombreuses dispositions législatives ou réglementaires. En effet, en cas de non-respect des réglementations en vigueur ou de non-obtention ou de retrait des agréments nécessaires, le Groupe s'expose à des amendes et pourrait devoir suspendre tout ou partie de ses activités de Recherche & Développement et de production.

Le respect des réglementations relatives à l'environnement, la santé et la sécurité impose des coûts considérables, et Valneva engage des dépenses significatives pour se conformer aux législations et réglementations futures.

En France, la loi sur la transition énergétique promulguée le 17 août 2015 fixe des obligations en matière d'économie circulaire et de recyclage des déchets. Sur l'ensemble de nos sites nous avons déjà déployé une politique de tri, recyclage et suivi de nos déchets. En 2016, nous améliorerons cette politique et optimiserons le recyclage de nos déchets non dangereux vers des filières locales, dès lors que cela sera possible.

Le Groupe estime que les procédures de sécurité qu'il met en œuvre sont en conformité avec la réglementation applicable ; cependant le risque d'accident ou de contamination accidentelle ne peut pas être totalement éliminé.

Pour anticiper ces risques, le Groupe a développé une politique de maîtrise des risques environnementaux organisée autour de quatre axes :

- + Un management environnemental formalisé autour de procédures strictes et le respect des réglementations,
- + La prévention de pollutions et le traitement des déchets,
- + L'optimisation de la gestion des consommations d'énergie,
- + Des actions d'information et de formation de ses employés sur les domaines de la protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité.

## ANNEE 2014

### Management environnemental

Le risque biotechnologique ayant été identifié comme un risque majeur, un Responsable dédié à la sécurité et l'environnement avait été recruté en 2014 sur le site de Nantes. Sur les sites de Vienne et de Livingston, les procédures mises en place ont été régulièrement actualisées.

### Prévention des pollutions et traitement des déchets

En matière de prévention des pollutions, chaque site décline une procédure adaptée à son contexte tout en se conformant à la politique globale du Groupe et à la législation.

En 2014, une majorité des déchets avaient été recyclés et on observait une réduction des déchets sur l'ensemble des sites.

### Formation du personnel à la protection de l'environnement, la santé et la sécurité

Les formations EHS avaient été actualisées sur le site de Nantes et des formations SST avaient été mises en place.

## ANNEE 2015

### Management environnemental

L'année 2015 a été marquée par l'acquisition du site de production de Solna en Suède. Les équipes de Solna se sont appliquées à intégrer leur système de management dans celui de Valneva.

### Prévention des pollutions et traitement des déchets

En matière de prévention des pollutions, chaque site décline une procédure adaptée à son contexte tout en se conformant à la politique globale du Groupe et à la législation.

En 2015, une très large majorité des déchets ont été recyclés. On observe au travers des différentes initiatives dans le Groupe que la gestion des déchets est une préoccupation majeure sur l'ensemble des sites.

### Formation du personnel à la protection de l'environnement, la santé et la sécurité

Les formations EHS sont le socle du respect des bonnes pratiques environnementales et de la sécurité quotidienne des employés travaillant chaque jour dans l'ensemble des sites de Valneva.





## POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

### INFORMATIONS ET REALISATIONS

Valneva, société de biotechnologie spécialisée dans la recherche et le développement de vaccins, est soumise à des normes strictes en matière environnementale et de sécurité.

L'unité de fabrication du vaccin de l'encéphalite japonaise de Valneva est localisée en Ecosse à Livingston et le site de fabrication du vaccin contre le choléra et la diarrhée causée par LT-ETEC est localisé à Solna en Suède. Les laboratoires de recherche sont installés sur les sites de Nantes et Vienne. Les tests en amont des vaccins sont réalisés sur le site de Vienne.

Les sites de production du Groupe situés à Livingston en Ecosse, et à Solna en Suède, sont des outils importants dans la croissance du chiffre d'affaires de Valneva et le contrôle des coûts de production.

Les sites du Groupe Valneva :



**Livingston**



**Solna**



**Vienne**



**Nantes**



### CONFORMITE DES INSTALLATIONS

Pour chacun de ces sites, Valneva dispose des agréments correspondants aux législations des pays.

Le site de fabrication de Livingston dispose d'un permis accordé par le *Scottish Environment Protection Agency* (SEPA) le 7 Mai 2007. Cette autorisation fait l'objet d'une évaluation régulière. Les résultats de l'audit de juillet 2015 montrent que le site est conforme à la réglementation.

Le site de Nantes est soumis à la réglementation ICPE pour ses installations de réfrigération et de compression. L'agrément correspondant a été accordé en Mars 2009.

Le site de Solna possède une autorisation de fabrication pour les produits classés BSL 2, BPF, ainsi que les liquides inflammables.

### RENFORCEMENT DES PROCEDURES DE CONTROLE

En 2015, le site de Nantes a pérennisé la politique de suivi des procédures de contrôle et de maîtrise des risques mise en place en 2014.

Sur les sites de Livingston et de Vienne les procédures de santé sécurité, de maîtrise des risques chimiques et biologiques et de traitement des déchets sont identiques. Ces procédures **VIE-SOP-0054[03]** (santé sécurité), **VIE-SOP-0074** (02) (gestion des déchets), **GQP-0008** (procédures de gestion des risques chimiques, biologiques, incendie, etc.) sont régulièrement mises à jour.

Le site de Solna a été intégré en début d'année 2015 et possède un système de management EHS avec pas moins de 17 procédures et instructions EHS qui sont régulièrement évaluées et actualisées.

### FORMATIONS AUX RISQUES

Sur l'ensemble des sites, les salariés de Valneva manipulant notamment des virus, des organismes génétiquement modifiés de classe 1 et 2 sont particulièrement exposés aux risques biotechnologiques. Des formations ont été mises en place sur l'ensemble des sites.

A Solna, tous les nouveaux employés travaillant au contact de substances biologiques et chimiques sont formés à la fois par le Responsable Sécurité Biologique et par leurs managers avant de commencer leur mission.

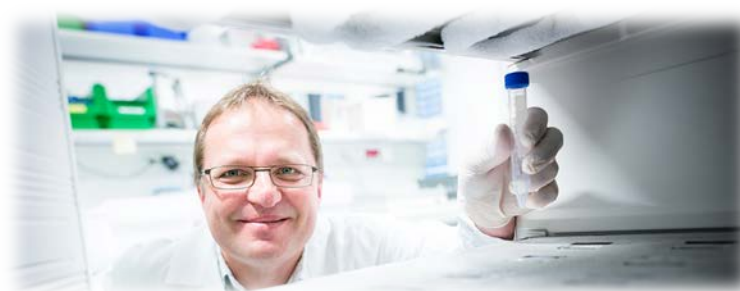
Sur les sites de Vienne et de Livingston des procédures HSE Policy, comprenant une partie formation, ont été mises en place et sont régulièrement évaluées et actualisées.

### CHAINE DE RESPONSABILITE

Sur l'ensemble des sites, la procédure « OHS global policy » définit l'ensemble des procédures santé et sécurité.

La responsabilité de la gestion du risque environnemental relève du responsable de site. Cette responsabilité se décline au niveau opérationnel avec l'équipe en charge de la sécurité et le responsable HSE, ainsi que par le suivi des installations.

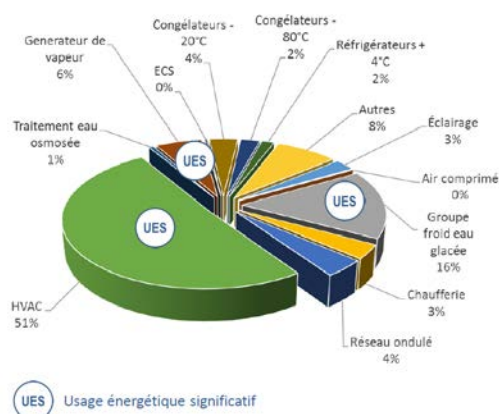
A Solna, une délégation de pouvoir a été rédigée entre le Directeur du site et l'ensemble des managers. Pour assurer son efficacité chaque délégué doit assister à une formation HSE appropriée



## FAITS MARQUANTS

### Audit énergétique à Nantes

Pour faire un état des lieux et identifier des pistes d'amélioration un audit énergétique a été réalisé sur le site de Nantes.



Cet audit a eu lieu en Novembre 2015 et a permis de faire un bilan complet des consommations d'électricité et de gaz du site, tout en identifiant un certain nombre d'actions pour la réduction de ces consommations. Un programme d'amélioration doit maintenant être mis en place pour la réalisation des actions économiquement viables pour le site de Nantes.

### Valneva Suède

En 2015, le site de Solna est passé d'un système papier de gestion du risque chimique à un système informatique : « iChemistry » ; tous les services du site disposent d'un référent répertorié dans le logiciel. C'est au moyen de cet outil que l'équipe HSE de Solna a commencé une nouvelle évaluation des risques sur les produits chimiques.

Prod. nr.	Nuoravardė lietuviškai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai	Arčiausiai
-----------	------------------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------



### En 2015, Valneva Autriche a conservé sa note BA

La filiale est membre de Vönix, un index qui réunit les entreprises leaders en matière de responsabilité sociales cotées à la bourse de Vienne.



En Autriche, Valneva se conforme aux dispositions réglementaires légales, qui exigent la présence de personnes formées au secourisme, en proposant des cours de premiers secours tous les deux ans.

### Valneva Écosse

Tous les aspects relatifs à la pollution environnementale sont régis par l'autorisation PPC/E/20022 délivrée par l'Agence écossaise de protection de l'environnement (SEPA), sous l'égide des autorités écossaises.

En 2015 ont été menées les opérations suivantes :

- + Une inspection menée par la SEPA le 15 juillet 2015, qui a révélé une conformité parfaite avec les termes de l'autorisation délivrée par les autorités écossaises.
- + Conformément aux exigences stipulées par l'autorisation délivrée par la SEPA, deux inspections des émissions de gaz de la chaufferie ont été conduites en 2015. Elles n'ont révélé aucun manquement aux mesures préventives requises.
- + Une évaluation des effets du bruit a été réalisée en juillet 2015 ; elle n'a préconisé aucune mesure d'atténuation des bruits.

## PREVENTION DES POLLUTIONS ET GESTION DES DECHETS

### INFORMATIONS ET REALISATIONS

Depuis 2013, le Groupe Valneva s'attache à diminuer et recycler ses déchets sur tous ses sites.

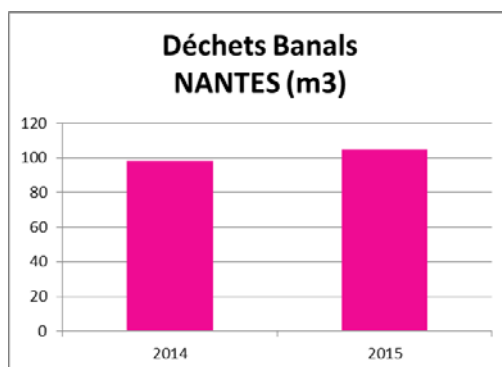
La traçabilité des déchets dangereux a été renforcée.

PREVENTION DES POLLUTIONS	REDUCTION DES DECHETS
<p>Pour prévenir les risques de pollutions, le Groupe Valneva entretient et suit divers équipements et procédures de maintenance dont le renforcement du contrôle des équipements sous pression ou le suivi du contrôle des installations électriques. (Entretien des Centrales d'air - CTA).</p> <p>Des plans de maintenance préventive pour s'assurer de l'efficacité de ces mesures ainsi que le suivi du bon fonctionnement des équipements sont en place dans l'ensemble des sites du Groupe Valneva.</p>	<p><b>En Ecosse, Valneva a mis en place, courant 2013, un système de management des déchets qui permet depuis de réduire les déchets et d'en augmenter la part recyclable</b> (suite à un audit effectué en 2012).</p> <p>Les sites de Solna, de Nantes et de Vienne sont également engagés dans des démarches de tri et de réduction des déchets.</p> <p>Le tri des déchets sur l'ensemble des sites du Groupe porte sur les déchets biologiques, les déchets chimiques, les cartons, les papiers, les palettes et les déchets banals.</p>
RECYCLAGE DES DECHETS	TRAÇABILITE RENFORCEE
<p>Le tri des déchets s'est poursuivi en 2015 avec des campagnes de tri dans les laboratoires pour les produits chimiques périmés ou inutilisés. Les déchets sont par ailleurs valorisés au maximum dans des filières répondant aux critères de l'économie circulaire (utilisation des déchets chimiques pour le fonctionnement des fours des cimenteries, réemploi des palettes, etc.).</p> <p>Le site de Solna a mené un travail important en 2015 avec son prestataire déchet pour améliorer le management et les conditions de sécurité autour de la manipulation de ses déchets.</p> <p>Sur le site de Vienne et de Livingston, le recyclage des déchets fait l'objet de la même attention.</p>	<p>Sur le site de Nantes, le suivi des obligations réglementaires a été renforcé avec notamment la mise en place d'un registre de suivi, en partenariat avec les entreprises prestataires (Veolia et SITA), pour le tri, le stockage et l'enlèvement des déchets chimiques et biologiques (DASRI).</p> <p>Sur le site de Vienne et de Livingston, les déchets dangereux font l'objet d'un suivi rigoureux et sont enlevés par des entreprises accréditées conformément à la procédure (VIE-SOP-0054 [03]) : sociétés « Barcal » et « Schalkhammer » pour Vienne et sociétés « Labwaste » et « Healthcare Environmental » pour Livingston.</p>

## FAITS MARQUANTS

### Pérennisation du tri chez Valneva France

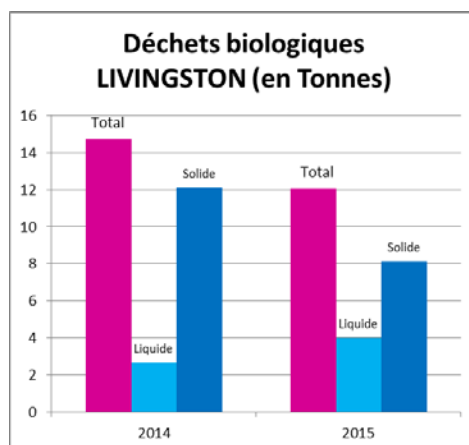
Une nouvelle opération de tri pour les déchets d'équipements électriques et électroniques a été réalisée en décembre sur le site de Nantes afin de recycler le matériel informatique et les équipements de laboratoire défectueux.



Le volume des déchets banals produits sur le site s'est stabilisé entre 2014 et 2015 autour de 100 m<sup>3</sup>. Pour améliorer le stockage des produits chimiques et assurer leur stockage dans les laboratoires dans les meilleures conditions pour la sécurité du personnel et l'environnement des armoires chimiques supplémentaires ont été achetées.

### Valneva Écosse

Tous les aspects relatifs à la prévention de la pollution et la gestion des déchets sont régis par l'autorisation PPC/E/20022 délivrée par l'Agence écossaise de protection de l'environnement (SEPA), sous l'égide des autorités écossaises.



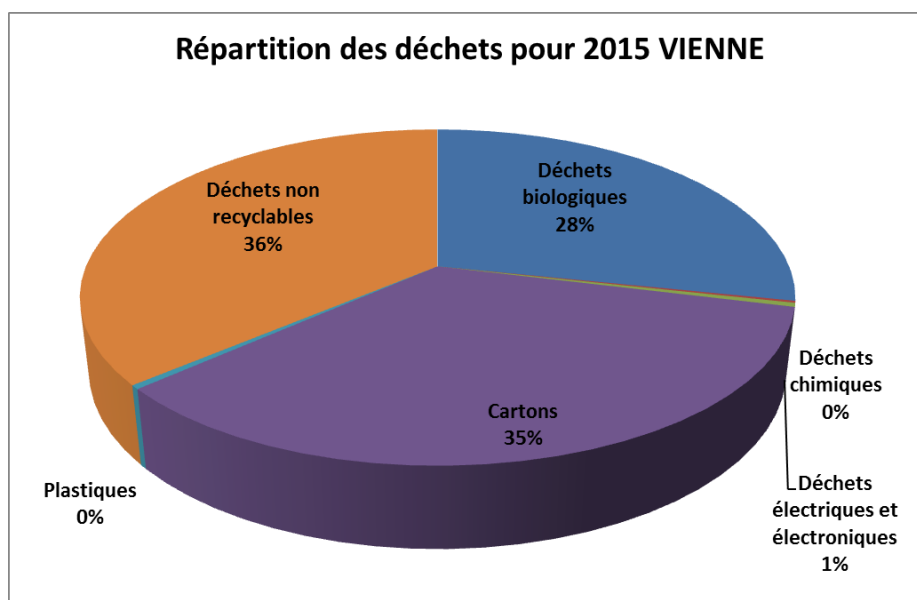
La tenue d'un registre trimestriel des quantités de déchets n'a indiqué aucun décalage entre les estimations (qui tiennent compte des changements ou augmentations prévus par le plan de production) et la production effective de déchets.

### Gestion des déchets chez Valneva Suède

Tout au long de l'année 2015, Valneva Solna a travaillé à une gestion optimale des déchets, en étroite collaboration avec le service Assurance Qualité. L'équipe de Solna a réalisé un audit des émissions de déchets sur le site afin de s'assurer que les termes du contrat étaient respectés, les experts ont contrôlé les vaccins et étiquettes invalidés, etc. Ils ont également formé les salariés de leur sous-traitant aux normes BPF. Les instructions relatives à la gestion de déchets ont également été passées en revue. Un effort significatif a été fait pour déterminer si le site de Solna peut encore améliorer le tri des déchets, ce travail est en cours.

### Gestion des déchets chez Valneva Autriche

Le montant total de déchets biologiques a légèrement augmenté entre 2014 et 2015 en raison de la location début 2015 d'un laboratoire vide à une entreprise extérieure (Horizon Genomics). Les déchets générés sont gérés par Valneva Autriche suivant les procédures internes, et sont ainsi pris en compte dans les statistiques de notre filiale viennoise.



En Autriche, chaque catégorie de déchets est définie par un code correspondant à l'ÖNORM S2100. Pour les déchets dangereux, le site de Vienne dispose d'une traçabilité de l'élimination des déchets via des certificats "Begleitschein für gefährlichen Abfall" délivrés par ses prestataires d'élimination des déchets.



## ENERGIE – EMPREINTE CARBONE

### INFORMATIONS ET REALISATIONS

Le Groupe Valneva conduit une politique de suivi et de maîtrise des consommations énergétiques sur tous ses sites. Ces actions se traduisent par une réduction des consommations et des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

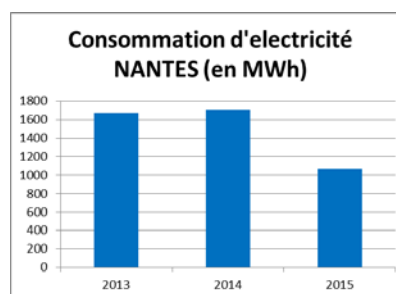
#### DES DISPOSITIFS DE CONTROLE

Sur tous les sites, des dispositifs de contrôle et de suivi et/ou de nouveaux équipements ont été mis en place :

- + En Autriche, un système de détection des surconsommations a été mis en place.
- + En Ecosse, suite à l'audit de 2012 les consommations d'énergie ont été analysées sur les 3 dernières années puis optimisées grâce au calibrage des appareils.
- + Sur le site de Nantes, de nouvelles actions de réduction des consommations d'énergie ont été mises en place (optimisation de l'utilisation des autoclaves, réglages de la chaudière, etc.).

#### EN FRANCE

En 2015, les consommations d'électricité ont légèrement diminué en raison de l'optimisation de la gestion des autoclaves et d'un été doux entraînant de faibles besoins en climatisation dans les laboratoires.



#### L'EMPREINTE CARBONE

Sur tous les sites, les émissions de gaz à effet de serre sont appréhendées à partir des consommations d'énergie.

A Livingston, différentes mesures sont mises en place pour réduire ces émissions (calibrage des équipements...) et contrôler la conformité des installations.

A Vienne un contrat 100% sans émissions de CO<sub>2</sub> a été signé avec le fournisseur d'électricité Kelag en 2015.

A Nantes, les déplacements, 1er poste émetteur de CO<sub>2</sub>, font l'objet d'actions ponctuelles de réduction (mise à disposition de vélos pour les salariés, train privilégié à l'avion, commandes groupées).

Dans l'ensemble du Groupe Valneva, les besoins en déplacement sont évalués et validés afin de limiter au strict minimum les émissions de CO<sub>2</sub> associées aux trajets en avion. De plus pour réduire le nombre de déplacements Valneva a équipé l'ensemble de ses sites de systèmes de vidéo et de téléconférence pour les réunions inter-sites.

#### LE SYSTEME DE CHAUFFAGE EN SUEDE

Le site de Solna en Suède est en très grande partie chauffé grâce à la municipalité de Stockholm qui met à disposition des particuliers et des entreprises un réseau de chaleur à vapeur permettant de chauffer les bâtiments de son agglomération.



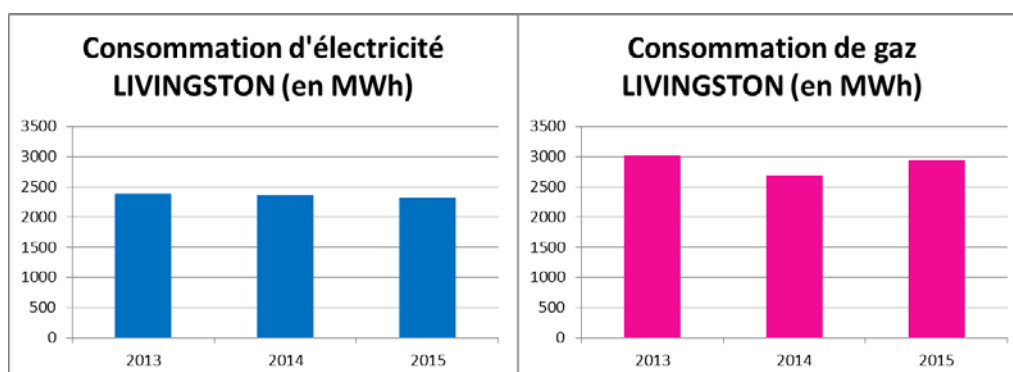
Un système similaire pour la climatisation des locaux est également en place pour la période estivale.

Grâce à ce système, le site de Solna ne consomme pas de gaz pour assurer le chauffage de ses bâtiments.

## FAITS MARQUANTS

### Valneva Écosse

Le site dispose d'un programme d'entretien préventif (*Planned Preventative Maintenance* ou PPM), d'un programme d'étalonnage et d'un système d'entretien des équipements, qui permettent de contrôler et de minimiser la consommation d'énergie (gaz naturel et électricité) et l'impact énergétique des machines ainsi que du processus de fabrication.



Un suivi permanent de la nomenclature des matériaux (Bill of Materials ou BOM) utilisés dans les procédés de fabrication et la standardisation de l'utilisation des matières premières permettent de contrôler et de minimiser les quantités de déchets chimiques et de matières premières. Ainsi, la production de déchets et l'utilisation de matières premières sont liées au plan de production et dépendent directement des augmentations de production.

### Valneva France

L'année 2015 a vu les consommations d'électricité du site de Nantes être réduites significativement. Deux facteurs expliquent cette réduction :

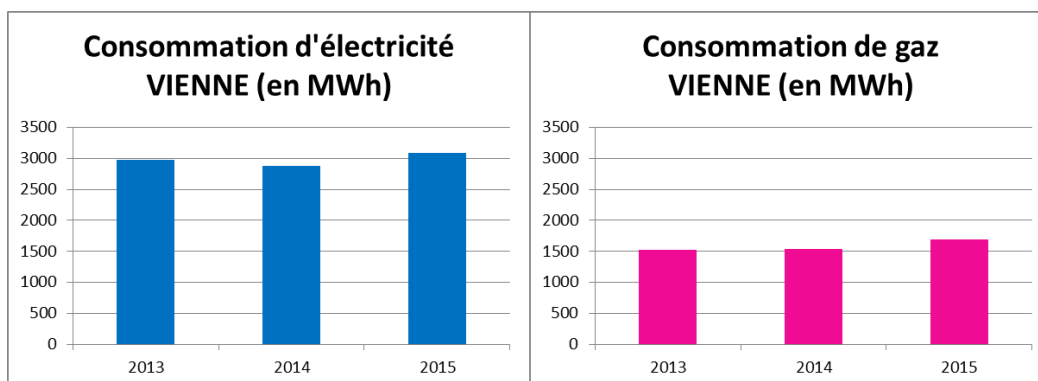
- + une météo clémente à l'été 2015 avec des températures douces entraînant peu de demandes supplémentaires de climatisation dans les laboratoires,
- + la mise en place d'une gestion rationalisée des cycles des autoclaves très consommateurs en électricité, une sensibilisation a été réalisée auprès des utilisateurs au cours d'une formation interne.



Pour poursuivre ces efforts, un audit énergétique a été réalisé en novembre 2015 et a permis d'identifier d'autres pistes pour la réduction des consommations d'énergie et de l'empreinte Carbone des laboratoires de Valneva à Nantes.

### Valneva Autriche

La consommation électrique a légèrement augmenté en 2015 en raison de très fortes chaleurs en été, avec des températures supérieures à 40°C qui ont obligé les climatiseurs à fonctionner à plein régime pendant plusieurs semaines.



La consommation de gaz a augmenté, mais reste très faible en valeur absolue comparée à d'autres sites.

Cette basse consommation tient au fait que le bâtiment est relié au réseau de chauffage municipal et aux mécanismes de contrôle de la consommation de ce dernier.

Bien que l'offre de la plupart des fournisseurs d'énergie autrichiens contienne déjà une part importante d'électricité hydraulique, un nouveau contrat, qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016, a été signé avec Kelag en 2015 pour fournir une électricité exempte à 100% de CO<sub>2</sub>.

Les voyages en avion font systématiquement l'objet d'une demande d'autorisation préalable, même si le taux d'émission de carbone n'est pas calculé.

### Valneva Suède

Le système de production de chaleur mis à disposition par l'agglomération de Stockholm ne couvrant pas les besoins de l'ensemble des locaux de Solna, une chaudière électrique à vapeur assure les besoins du bâtiment de production.

Dans une logique de maîtrise des consommations énergétiques et de réduction de l'empreinte Carbone cette chaufferie est à l'arrêt sur la période estivale. En 2015 cette initiative a permis d'économiser 200 MWh d'énergie électrique.

## RESSOURCES ET BIODIVERSITE

### INFORMATIONS ET REALISATIONS

#### BIODIVERSITE

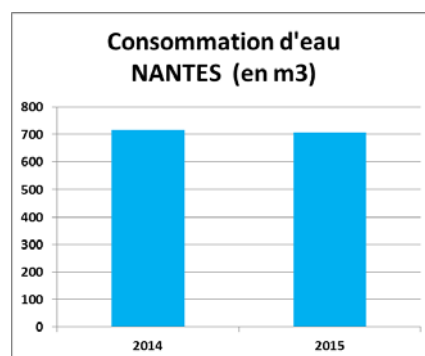
En 2015 une animation a été mise en place sur le site de Nantes pour permettre l'échange de plants de fruits et de légumes entre les salariés afin d'enrichir leurs jardins.



Cette opération appelée « Silence ça pousse » en référence à une émission de télévision française, a permis d'encourager la biodiversité chez Valneva au travers de ses salariés et de leurs jardins.

#### EN FRANCE

Les actions de réduction de consommation des ressources (bio nettoyage des laboratoires et des bureaux, robinet infra rouge, douche bouton poussoir) engagées les années précédentes ont permis la stabilisation des consommations d'eau à 706 m3.



#### UTILISATION DES RESSOURCES

##### EN ECOSSE

L'utilisation d'eau courante est limitée à la chaufferie, équipée d'un système de réutilisation qui minimise la consommation d'eau.

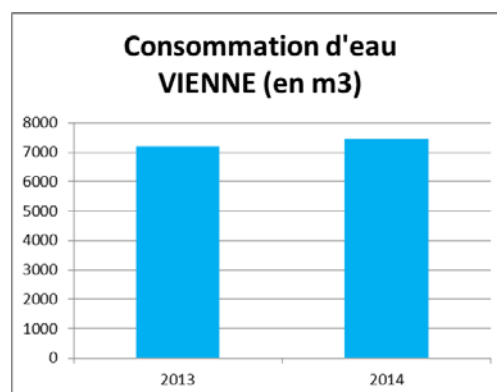


This test report is issued in accordance with the laboratory accreditation requirements of the United Kingdom Accreditation Service. It provides traceability of measurement to the SI system of units and to units of measurement realised at the National Physical Laboratory or other recognised national metrology institutes. This test report may not be reproduced other than in full, except with the prior written approval of the issuing laboratory.

L'autorisation que la SEPA a délivrée au site de Livingston exige des vérifications régulières des émissions atmosphériques de la chaufferie, ainsi qu'un contrôle des eaux usées et des déchets biologiques émis afin de s'assurer qu'aucune émission de déchets biologiques ne vient compromettre la biodiversité autour du site.

#### EN AUTRICHE

A Vienne, les consommations d'eau sont restées stables entre 2014 et 2015 avec 7462 m3.



## CHAPITRE 3 – ENGAGEMENT SOCIÉTAL



**ETHIQUE ET R&D**

**CONFORMITÉ D'ENTREPRISE ET RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS**

**PARTENARIATS TERRITORIAL, ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**DONS, BENEVOLAT ET MECENAT**

**COOPERATION AVEC DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES**

### NOTRE ENGAGEMENT A PROTEGER DES VIES

Valneva est engagée dans la recherche, le développement et la distribution de vaccins dans le but de protéger les populations contre des maladies infectieuses graves et de réduire la morbidité et la mortalité. Au sein de l'Union Européenne, tous les médicaments sont soumis à des tests stricts et une évaluation rigoureuse de leur qualité, de leur efficacité et de leur sûreté avant d'être autorisés à être mis sur le marché. Valneva continue à contrôler ses produits après leur mise sur le marché afin de détecter et d'évaluer tout élément qui pourrait affecter leur profil de sûreté. Chez Valneva, c'est le Service des affaires médicales qui supervise l'aspect scientifique et médical du développement clinique et qui est en charge de la mise à jour de la base de données de sûreté mondiale. Récemment, des numéros de téléphone et des adresses e-mail spécifiques ont été attribuées pour établir un contact direct avec des professionnels de l'information médicale qui peuvent fournir des renseignements à jour et exacts sur nos produits aux professionnels de santé et aux consommateurs.

La bonne gouvernance d'entreprise est une priorité majeure chez Valneva, qui a à cœur d'honorer et d'entretenir la confiance que placent en elle ses investisseurs, partenaires commerciaux et salariés, ainsi que le grand public. Valneva a récemment adhéré au Pacte mondial des Nations Unies (PNUD), l'initiative la plus ambitieuse au monde qui promeut la responsabilité d'entreprise en faisant coïncider stratégies et opérations d'entreprise et principes universels (droits de l'homme, normes internationales du travail, responsabilité environnementale et lutte contre la corruption). Le programme stratégique de développement durable du PNUD définit les engagements des entreprises auprès des populations, de l'environnement et de la société. En janvier 2016, Valneva a instauré un nouveau Règlement anti-corruption qui va dans le sens de cet engagement et qui fixe des normes applicables partout dans le monde pour s'assurer que les affaires de Valneva sont menées avec éthique et intégrité, sans tentative induite d'influencer autrui en offrant, proposant ou acceptant quelque forme de pot-de-vin que ce soit, directement ou indirectement.

Valneva est également membre du Conseil du commerce autrichien en faveur du développement durable. Plusieurs initiatives de soutien et de bénévolat ont été menées en 2015 sur nos sites en Autriche, en France, en Suède et en Écosse.



**ETHIQUE ET R&D****AFFAIRES MEDICALES ET DISTRIBUTION**

Les vaccins Valneva sont produits sur nos sites de Livingston et Solna et distribués partout dans le monde par Valneva et ses partenaires locaux. En 2015, Valneva a ouvert un nouveau bureau à Montréal et a signé plusieurs accords portant sur le marketing et la distribution avec des distributeurs de vaccins de pointe. Des procédures de contrôle et d'évaluation ainsi que des systèmes de pharmacovigilance visant à localiser et collecter les informations relatives à la fiabilité et la conformité des produits ont été mis en place. La démarche qualité en matière de pharmacovigilance est définie dans le Manuel Qualité (GQP-0021).

**RAPPORTS SUR LES EFFETS INDESIRABLES**

On considère comme un effet indésirable toute manifestation médicale importune chez un patient ou sujet d'étude clinique à qui l'on a administré un produit pharmaceutique, même si l'événement n'a pas nécessairement de relation causale avec le traitement.

Valneva a pour obligation de surveiller et d'évaluer en permanence le profil bénéfice/risques de ses produits.

Pour ce faire, Valneva collecte et analyse toutes les informations relatives à la sûreté de ses vaccins. Tout effet indésirable fait l'objet d'un rapport aux autorités compétentes, selon les dispositions réglementaires en vigueur.

**DISTRIBUTION DES PRODUITS VALNEVA**

En 2015, Valneva a posé plusieurs jalons dans le sens d'une implication directe dans le marketing et la distribution de ses produits. En février, Valneva a fait l'acquisition de Crucell Sweden AB, y compris le vaccin DUKORAL® et une entreprise de distribution dans les pays scandinaves. Valneva a ensuite repris les droits de marketing et de distribution pour IXIARO®, son produit-phare, et a établi de nouveaux accords avec ses partenaires locaux. Fin 2015, Valneva a également créé une entité locale pour distribuer ses vaccins au Canada.

Valneva est désormais une entreprise de vaccins totalement intégrée qui possède ses propres services de recherche, développement, fabrication, marketing et vente. La qualité et, le cas échéant, la pharmacovigilance, sont gérées de façon rigoureuse sur tous les sites et pour toutes les opérations grâce au système de gestion de qualité et au Manuel Qualité.

**AUDITS**

Valneva applique des normes de qualité extrêmement élevées. Ces exigences sont régulièrement contrôlées grâce à des audits et des inspections réalisés par les partenaires du Groupe ainsi que les autorités de régulation compétentes, c'est-à-dire la US Food and Drug Administration (FDA), l'Agence suédoise de produits médicaux (MPA), l'Agence britannique de régulation des produits médicaux et de santé (MHRA) ou l'Agence autrichienne de sûreté de l'alimentation et de la santé (AGES). En 2015, aucun audit ni inspection n'a émis de conclusions critiques. Tous les commentaires d'experts-vérificateurs sont les bienvenus pour améliorer les protocoles et procédures de Valneva.

**DEPARTEMENT DES AFFAIRES MEDICALES DE VALNEVA**

Valneva est responsable de ses services de Renseignement médical et de Pharmacovigilance et assure la mise à jour de la base de données mondiale sur la sécurité et les rapports aux autorités compétentes en accord avec les dispositions réglementaires en vigueur dans les territoires pour lesquels Valneva est titulaire d'une autorisation de mise sur le marché pour IXIARO et DUKORAL. Le service est composé d'experts en information médicale et en pharmacovigilance.

Dans certains pays, les produits Valneva sont distribués par des entreprises partenaires. Des accords adaptés à chaque cas garantissent alors des procédures adéquates pour le traitement de tous les renseignements relatifs à la sécurité ainsi que de toutes les questions d'ordre médical.



## CONFORMITÉ D'ENTREPRISE ET RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS

### POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT ET CODE DE CONDUITE

Tous les salariés sont tenus de connaître les procédures d'approvisionnement décrites dans la politique du même nom, qui intègre et harmonise l'approvisionnement pour tous les sites de Valneva. La Politique d'approvisionnement est complétée par d'autres règlements tels que le Système qualité et le Code de conduite et de gestion des contrats avec les fournisseurs. Les relations de Valneva avec ses fournisseurs sont menées de manière équitable, éthique, respectueuse de la loi et des bonnes pratiques professionnelles, ainsi que le stipule le Code de conduite.

L'impact des achats sur le Groupe Valneva est motivé par la nature de l'activité sous-traitée et fait l'objet d'un enregistrement conforme aux normes du secteur.

### SOUS-TRAITANCE GESTION DES DECHETS

Valneva France sélectionne ses fournisseurs en fonction de leur engagement pour l'environnement (réutilisation et recyclage des emballages, impression des factures et bons de livraison sur papier recyclé).

Les sous-traitants en charge de la maintenance qui interviennent sur le site de Nantes prennent en charge l'ensemble des déchets générés dans le cadre de leurs prestations.

- + Cofely Ineo (maintenance des installations électriques) : recyclage des déchets électriques.
- + Cofely Axima (maintenance des équipements de filtration d'air et de production de froid) : recyclage des déchets et filtres usagés.
- + Unity LabServices (maintenance des équipements de laboratoire) : recyclages des pièces usagées.

Valneva France fait appel aux fournisseurs suivants, qui emploient des personnes handicapées :

- + Saprena pour l'entretien des espaces verts.
- + Les Ateliers Agnelis et Algeeis pour les fournitures de bureau (papier, crayons, etc.).

### CONFORMITE D'ENTREPRISE

Valneva est tout à fait consciente du fait que son succès repose en grande partie sur une culture d'intégrité et un comportement éthique, et qu'une grande exigence de bonne conduite contribue à assurer et maintenir de solides relations d'affaires.

#### Formations

En 2015 ont été organisées onze formations portant sur l'éthique et la conformité pour les nouveaux salariés. Il est obligatoire pour chaque salarié de Valneva de participer à cette formation, qui est complétée par un stage de mise à jour obligatoire tous les deux ans pour tous les salariés.

#### Politiques

L'équipe responsable de la Conformité d'entreprise a établi deux politiques en 2015 : la Politique relative aux médias sociaux, qui traite des publications et commentaires émis par les salariés de Valneva sur les réseaux sociaux, et la Politique anti-corruption, qui reflète et applique les dispositions légales de lutte contre la corruption dans les pays où Valneva est implantée, y compris la Loi anti-corruption au Royaume-Uni, la Loi américaine Foreign Corrupt Practices Act, le Code criminel canadien ainsi que la Loi canadienne sur la corruption d'agents publics étrangers.



En 2015, l'équipe responsable de la Conformité d'entreprise a publié deux numéros de son bulletin d'information « The Booster: A dose of Compliance & Ethics News » (« Piqûre de rappel : une dose d'éthique et de conformité »). Par ailleurs le mois de septembre est désigné chez Valneva Mois de l'éthique et de la conformité, ce qui permet de sensibiliser encore davantage les salariés à ces problématiques. Le thème choisi en 2015 était « La Coupe du monde de la conformité », qui a encouragé les employés à se familiariser de nouveau avec le Code de conduite de Valneva à travers un tournoi entre secteurs de risques en matière de conformité.

### **PARTENARIAT TERRITORIAL, ECONOMIQUE ET SOCIAL**

En matière d'emploi et de développement régional, Valneva est membre de « Info-Meeting Neu Marx », une organisation qui a pour objectif le développement régional de la communication, de la recherche, de la technologie et de l'économie.

Valneva est également partenaire du consortium européen VacTRain qui met en relation des universités, des instituts et des entreprises en vue de positionner des Doctorants et des profils PhD spécialisés dans le domaine du vaccin.

A Nantes, Valneva est membre d'Atlanpole Biotherapies, un pôle de compétitivité interrégional Pays de la Loire – Bretagne – Centre Val de Loire, labellisé par le Ministère de l'Industrie. Valneva participe ainsi à l'accompagnement de projets innovants et collaboratifs des entreprises de la région.

A ce jour Valneva n'a pas engagé de communication spécifique vis-à-vis des populations riveraines de ses sites.

## DONS, BENEVOLAT ET MECENAT

### DONS

Valneva Ecosse a fait don de cahiers, crayons à papier, stylos, crayons de couleurs et autres fournitures scolaires aux enfants affectés par la crise qui touche actuellement les réfugiés à Calais. Cet appel à la générosité part d'une initiative du Comité social de Livingston. Par l'intermédiaire de l'association Edinburgh Direct Aid, le site a ainsi pu aider ces enfants dont l'éducation a dû être interrompue faute de ressources et de moyens dans les camps de réfugiés.



### BENEVOLAT ET SPONSORING

Les salariés de Valneva Ecosse ont réussi à collecter 700 euros destinés à la Macmillan Cancer Support Foundation en dons provenant d'entreprise de la région et des employés du site. Un montant identique a été collecté pendant la tombola de la fête de Noël ; ce montant a été donné à l'opération Radio Forth's Cash for Kids.

Valneva France a apporté son soutien à Odyssea, un organisme à but non lucratif qui lutte contre le cancer du sein en organisant des marches et courses à pied dans différentes villes de France. Valneva France a financé les frais d'inscription de 13 de ses salariés et deux de leurs enfants, et collecté 165 euros.



### SOUTIEN A DES ORGANISATIONS A BUT NON-LUCRATIF

Valneva a acheté 400 cartes de Noël à l'UNICEF et Valneva Autriche a récolté 291 euros en organisant un « punch event » entre salariés. La direction a ensuite doublé cette somme, qui a atteint 582 euros.



### ENGAGEMENT SOCIAL AU NIVEAU LOCAL

En décembre 2015, dix salariés de Valneva Autriche se sont portés volontaires pour cuisiner le repas d'une centaine de personnes sans-abri dans un refuge de Vienne.

Le refuge apporte une aide à ceux qui ont perdu leur logement en leur donnant une chance de recréer un lien social, de prendre une douche, faire leur lessive, consulter un médecin ou tout simplement pouvoir se reposer un moment au calme. Valneva a contribué non seulement en déduisant le temps passé à cuisiner du temps de travail de ses salariés, mais également en fournissant l'équivalent en nourriture de deux repas d'hiver équilibrés.

## COOPERATION AVEC DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES

### STAGES EN ENTREPRISE

Valneva Autriche a accueilli un collégien de 14 ans dans le cadre de son stage obligatoire en entreprise. Le jeune homme a passé quatre jours dans différents services : une journée avec la Communication d'entreprise, une autre auprès de la chaîne d'approvisionnement, et deux jours au sein du Département informatique.

Ce stage a été planifié et organisé en partenariat avec le Service des ressources humaines afin de correspondre au mieux aux intérêts du jeune collégien et de lui donner un aperçu de la vie en entreprise

### EXCURSIONS ET GROUPES SCOLAIRES

Valneva Autriche a accueilli un groupe d'étudiants de l'Université technique de Munich. L'après-midi de visite a consisté en une présentation des projets cliniques les plus importants de Valneva ainsi qu'une visite des laboratoires.

Valneva Écosse a accueilli des étudiants de Stirling University et Fife College. L'après-midi de visite était organisé dans le cadre des activités obligatoires pour valider leur cours d'introduction à la gestion des risques ayant trait à l'environnement, la santé et la sécurité au travail ainsi que la gestion de la réglementation dans le secteur de l'industrie biopharmaceutique. La visite a consisté en une introduction générale à ces sujets suivie d'une visite du site, en particulier les salles blanches et les laboratoires d'essais.



### ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE

Valneva France soutient Entreprendre Pour Apprendre, une association qui promeut l'entrepreneuriat chez les jeunes gens et développe leurs capacités entrepreneuriales. Le réseau apporte l'aide d'enseignants et de professionnels des affaires à des élèves et étudiants âgés de 8 à 25 ans (niveau CM1 à post-Bac) partout en France.

Valneva France a fait un don de 2408 euros à l'association.



## TABLEAUX DES INDICATEURS

## TABLEAU DES DONNEES SOCIALES

Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Unité de mesure	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
Emploi	b1	<b>Effectif total</b>	G4-10/LA1	1.a	6.4.4	nb	278	414	146	92	47	129
		<b>Répartition du personnel</b>										
	b1	<b>Par genre</b>										
		- Femmes	G4-10/LA1	1.a		nb	162	252	89	45	29	89
		- Hommes	G4-10/LA1	1.a	6.4.4	nb	116	162	57	47	18	40
	b1	<b>Par âge</b>										
		- Moins de 30 ans		1.a		nb	25	37	16	11	6	4
		- De 30 à 50 ans	LA1	1.a		nb	220	294	119	66	36	73
		- Plus de 50 ans		1.a	6.4.4	nb	33	83	11	15	5	52
	b1	<b>Moyenne d'âge</b>				ans	39,54	41,49	38,69	40,43	37,09	47,02
		<b>Répartition du personnel</b>										
	b1	<b>par type de contrats de travail</b>										
		- Contrats permanents	G4-10/LA1	1.a	6.4.4	nb	274	408	146	90	47	125
		- Contrats temporaires	G4-10/LA1	1.a		nb	4	6	0	2	0	4
	b1	<b>par fonction</b>										
		- R&D		1.a		nb	124	132	80	0	25	27
		- Production		1.a	6.4.4	nb	58	138	0	69	0	69
		- Support et Administration		1.a		nb	96	108	53	22	22	15
		- Développement clinique		1.a		nb		11	11	0		0
		- Ventes et Marketing		1.a		nb		25	2	1	1	18
	b1	<b>Recrutements et départs</b>										
		- Nombre d'embauches	G4-10/LA1	1.a		nb	30	70	18	19	7	26
		- Nombre de licenciements	G4-10/LA1	1.a	6.4.4	nb	6	10	0	3	2	5
		- Départs volontaires	G4-10/LA1					27	6	11	3	7
	b3	<b>Rémunérations et évolutions</b>		1.a			Politique de rémunération			Politique de rémunération Valneva		
Organisation du travail	b4 à b10	<b>Organisation du temps de travail</b>		1.b					Accords relatifs à aménagement du temps de travail	Directive européenne	Accords relatifs à aménagement du temps de travail	Accords relatifs à aménagement du temps de travail
	b1	Absentéisme										
		Maladie : moyenne du nombre de jours maladie par salarié	LA6	1.b	6.4.4	nb	6,14	7,8	8,2	6,6	4,2	9,4



Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Unité de mesure	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
Relations sociales	b11 à b13	Organisation du dialogue social		1.c			CEI	CEI	CE	CE	CE	Syndicats
		Salariés couverts par une convention collective				%	100%		100%	100%	100%	100%
	b14 à b16	Bilan des accords collectifs	GA-11	1.c	6.4.3 et 6.4.5		100%		Collective Bargaining Agreement	Local Works Council Charter	Convention collective pharmaceutique	Collective Bargaining Agreement
		Code de conduite					Code de conduite	Code de conduite			Code de conduite	
Conditions de santé et de sécurité au travail									VIE-SOP-0054		Document unique	
Santé et sécurité				1.d	6.4.6					Politiques EHS OHS		Politiques EHS OHS
									VIE-SOP-0074		Livret accueil sécurité	
	b17,b19 à b26 b37 à b67	% de l'effectif global représenté dans les Comités mixtes Direction-salariés d'hygiène et de sécurité au travail	LA5						N/A	N/A	100% PV CHSCT	N/A
		Bilan des accords en matière de santé et de sécurité au travail	LA8	1.d							Pas d'accord spécifique dédié	
		Accidents du travail										
		Nombre d'accidents du travail avec arrêt	LA6	1.d		nb AT	1	1	0	1	0	0
		Maladies professionnelles	LA6	1.d		nb MP	0	0	0	0	0	0
Formations	b27 à b31	Politiques mises en œuvre en matière de formation	LA10	1.e	6.4.7				Non	Politique formation globale	Priorités formation annuelles	Procédure formation
	b1	Nombre total d'heures de formation	LA9	1.e		nb heures	2670,02	4919,27	1507,77	1958,5	1453	N/A
Mesures prises en faveur de :												
Egalité de traitement	b15, b32 à b34	- de l'égalité entre les femmes et les hommes		1.f					Loi nationale	Politique égalité	Charte de la diversité	procédure
	b35	- de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées		1.f	6.3.et 6.3.7	nb			N/A	N/A	Collaboration ESAT	N/A
	b36	- Politique de lutte contre les discriminations		1.f			Code de conduite				Code de conduite	
Promotion et respect des conventions de l'OIT		Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	HR4								Respect Loi	
			LA4									
	b36	Elimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	G4-56		6.3.et 6.3.7		Code de conduite				Code de conduite	
		Elimination du travail forcé ou obligatoire	HR6				Respect Loi				Respect Loi	
		Abolition effective du travail des enfants	HR5				Respect Loi				Respect Loi	

\*Sont exclus du périmètre du Rapport RSE Valneva les sites du Japon, du Canada et des Etats-Unis.

Nombre de salariés au 31 décembre 2015 : 2 personnes (2 ETP) aux Etats-Unis en CDI, et 1 personne au Japon (20% ETP) en CDI.





## TABLEAU DES DONNEES ENVIRONNEMENTALES

Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Unité de mesure	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
Politique générale en matière environnementale	a0, a1, a2, a9, a10, a11, a12, a13, a14, a19, a20, a32 to a40, a49, a50, a58 to a60, a64 to a68	Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	EC2		6.5.1 & 6.5.2		GQP-0008[02]  VIE-SOP-0054[03]		VIE-SOP-0054 [03-Manuel EHS]  Index Vonix : VIE-SOP-0074	EHS global policy  OHS policy  PPC/E/20022  Controlling document;	Declaration ICPE-2009- Plan d'action sécurité	Autorisation d'exploiter des autorités suédoises
	a0, a15, a19, a51	Actions de formation et information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	EC2	2.a					Tous les salariés sont formés à la procédure VIE-SOP-0054[03]	LIV/SOP/0333  Waste Disposal and Spills Procedure	Livret d'accueil	Formation pour la manipulation des déchets aux personnels du sous traitant de Solna
	a0, a15, a19, a41, a42, a51, a61, a62, a69 to a74	Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	EN31	2.a					VIE-SOP-0074 (02) - waste management	Controlling documents  PPC/E/20022	Déclaration ICPE - 2009-  Registre suivi des déchets	Autorisation d'exploiter des autorités suédoises
	a0, a16	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	EN31	2.a			Aucune provision		Aucune provision	LIV/SOP/0333  Business RA #39 Contamination	PV CHSCT  Aucune provision	Aucune provision
		Total des sanctions non pécuniaires pour non-respect des réglementations	EN 29	2.a			0	0	0	0	0	0



Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Unité de mesure	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
Pollution et gestion des déchets	a0, a3, a7, a17, a18, a19, a43, a51, a75	Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement		2.b	6.5.3				VIE-SOP-0074 (02) monitoring of energy media consumption	PPC/E/2002 Annual report PPC nov 2014	Protocole DASRI et équipements divers  Réalisation d'un audit énergétique pour évaluer les pistes d'amélioration pour réduire les consommations d'eau et minimiser les rejets.	Test et changement annuel des filtres HVAC, programme d'échantillonnages sur l'eau, maintenance annuelle des réservoirs d'eaux usées. Plan d'action pour réduire les émissions de produits chimiques dans les eaux usées sur la base de la réglementation suédoise).
			EN8	2.b					N/A	N/A	N/A	N/A



Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Unité de mesure	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
Pollution et gestion des déchets	a0, a21, a41, a44 to a46, a51, a52, a77, a78	Mesures de prévention, recyclage et élimination des déchets		2.b					VIE-SOP-0074 (02)	Controlling document; LIV/SOP/0333	Règlement DASRI et Reach -tableau de tri des déchets	SLN-OTI-0020
		Total déchets dangereux (chimiques ou biologiques)										
		- Recyclés	EN23	2.b					Déchets biologiques inactivés puis évacués dans le réseau	Déchets biologiques inactivés puis évacués dans réseau	Déchets biologiques inactivés puis évacués dans réseau	Pas de séparation des déchets solides et liquides. Tous les déchets biologiques sont incinérés.
		- Biologiques (incinérés)	EN23	2.b		qté	553 870 L	42,241 T	13,951 T	8,10 T	6,79 T	13,4 T
		- Chimiques (incinérés)	EN23	2.b		qté		1,73 T	0,1 T	0,93 T	0	0,7 T
		- DEEE	EN23	2.b		qté			0,2 T	N/A	0,93 T	0,6 T
		Total déchets non dangereux										+ 8 équipements de poids inconnus
		- Plastique recyclés	EN23	2.b		qté		6,64 T	0,2 T	6,44 T	0	N/A
		- Cartons recyclés	EN23	2.b		qté			18 T	8,82 T	35 m3	7,8 T
		- Palettes recyclées	EN23	2.b		qté		100%			100%	
										(158 palettes)	(100 palettes)	(50 palettes)
		- Déchets ménagers non recyclés	EN23	2.b		qté			19,12 T	8,97 T	105 m3	4,4 T



Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Unité de mesure	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
Pollution et gestion des déchets	a0, a6, a43	Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité		2.b	6.5.3				Mise en place de filtre à charbon actif contre pollution olfactive. Ces filtres sont changés annuellement	Programme de maintenance préventive des installations et des équipements, Rapport bi-annuel au SEPA pour les nuisances sonores	N/A	N/A
Utilisation durable des ressources	a0, a8, a22 to a24, a47, a53	Consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	EN8	2.c		M3	9943,32	43634	7462	4544	706	30 922
	a0, a8, a22 to a24, a31, a48	Consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	EN16	2.c		Tonnes		73,885	Non concerné (pas de site de production)	71,855 T	Non concerné (pas de site de production)	2,03 T
		Consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables		2.c	6.5.4				Suivi des consommations mensuelles et documentation pour détecter les consommations inhabituelles.	Controlling document LIV-SOP-0008	Suivi des consommations et GTC (chauffage, climatisation, traitement d'air, éclairage)	Chaudière à vapeur électrique coupée en période estivale. Installation de système de détection de présence sur les nouveaux systèmes d'éclairage.
	a0, a3, a4, a5, a7, a8, a17, a18, a22 to a24, a43, a47, a53 to a57, a75	Consommation électricité							Signature d'un contrat "Zero émission de CO2" en 2015 (effectif à partir de 2016)	Plan de Maintenance préventive (suivi conso et calibrage équipements)	Réalisation d'un audit énergétique pour évaluer les pistes d'amélioration pour réduire les consommations d'énergie, d'eau et minimiser les rejets	Plan de Maintenance préventive (suivi conso et calibrage équipements)
									3083	2325	1071,26	5181
			EN3	2.c		MWh	6950,275					
		Réseau municipal (chaleur pour chauffage)							1002,523 MWh	0	0	2610 MWh
		Consommation gaz	EN3	2.c		MWh		4997,25	1693	2953	351,25	0
	a0, a25 to a30	Utilisation des sols		2.c							Pas d'actions	



Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Unité de mesure	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
										Controlling document		
	a0, a4, a5, a8, a20, a30, a53 to a57	Rejets de gaz à effet de serre		2. d						Environmental Monitoring Report of Emissions to Atmosphere.		
Changement climatique		Emissions de CO2 liées aux consommations d'énergie (gaz, électricité, réseau de chauffage)	EN15	2. d	6.5.5	T eq co2		4131,2	803	2173	109,2	1046
	a0, a63, a76, a79	Adaptation aux conséquences du changement climatique		2.d					Signature en 2015 d'un contrat zero CO2	Controlling document; Environmental Monitoring Report of Emissions to Atmosphere.	Réalisation d'un audit énergétique pour évaluer les pistes d'amélioration pour réduire les consommations d'énergie, d'eau et minimiser les rejets.	Chaudière à vapeur électrique coupée en période estivale. Installation de système de détection de présence sur les nouveaux systèmes d'éclairage
Protection de la biodiversité	a0, a63, a76, a79	Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité		2.e	6.5.6				Pas d'actions	Compliance with SEPA license for waste disposal and emissions	Bât HQE Opération "Silence ça pousse" (échange de plants de légumes entre salariés)	Pas d'actions

\*Sont exclus du périmètre du Rapport RSE Valneva les sites du Japon, du Canada et des Etats-Unis.



## TABLEAU DES DONNEES SOCIETALES

Indicateurs	Code document	Nature de l'information	GRI	Loi G.2	ISO 26000	Groupe Valneva 2014*	Groupe Valneva 2015*	Autriche 2015	Ecosse 2015	France 2015	Suède 2015
<b>Impact territorial, économique et social de l'activité de la société</b>	c1 à c3	En matière d'emploi et de développement régional	EC8	3.a	6.8 et 6.8.5						
	c4 à c7	Sur les populations riveraines ou locales	EC8								
<b>Relations entretenues avec les personnes ou organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement consommateurs et populations riveraines</b>	c8 à c15	Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations		3.b	5 5.3.3	Actions de communication	<b>Actions de communication</b>		Actions de communication		
	c16	Actions de partenariat ou de mécénat	EC8		6.8.9						
<b>Sous-traitance et fournisseurs</b>	c16	Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	HR7	3.c	6.6.6	Politique achat	<b>Politique achat</b>		Politique achat		
	c34 à c35	Importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale									
	c17 à c24	Actions engagées pour prévenir la corruption		3.d	6.6 6.6.3 6.7.4	Code de conduite	<b>Code de conduite "Booster" newsletters</b>		Code de conduite		
<b>Loyauté des pratiques</b>	c25 à c33	Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	PR3-PR5			MSOP-0013 Spontaneous Adverse Event Reporting VIE-SOP-0011 Pharmacovigilance System MFS-0010(04)	<b>MSOP-0013 Spontaneous Adverse Event Reporting</b>	MSOP-0013 Spontaneous Adverse Event Reporting	VIE-SOP-0011 Pharmacovigilance System MFS-0010(05)		
	c1 c35	Actions engagées au titre du présent 3, en faveur des droits de l'Homme		3.e	6.3						

\*Sont exclus du périmètre du Rapport RSE Valneva les sites du Japon, du Canada et des Etats-Unis.



## NOTE METHODOLOGIQUE

### Note méthodologique sur le reporting des données de responsabilité sociétale de l'entreprise

Suite à l'acquisition de la société Crucell Sweden AB, l'année 2015 constitue encore pour le Groupe Valneva une phase de transition dans l'harmonisation des différentes pratiques et procédures au sein du Groupe.

Les différentes entités qui composent le Groupe fonctionnent en effet sur des modèles différents qui ne sont pas tant liés à la différence des activités (R&D et production) qu'au contexte culturel et légal.

Le contexte légal et réglementaire n'exprime pas les mêmes exigences de conformité d'un site à l'autre.

Les orientations environnementales mais également sociales se déclinent différemment en fonction des sites mais on observe une communauté de pratiques et des valeurs communes.

Une harmonisation des procédures s'effectue progressivement au niveau du Groupe.

### Périmètre de consolidation

Les données quantitatives dans le domaine social ont été consolidées au niveau du Groupe pour la collecte 2015. Ces données sont issues du logiciel de gestion des ressources humaines « HR Cube ».

Les données quantitatives dans le domaine environnemental ont fait l'objet d'une harmonisation au niveau du Groupe pour la collecte 2015. L'impact environnemental mesuré en termes de consommations d'énergie, d'émissions de GES et de déchets concerne les sites de production et de R&D (Livingston, Vienne, Solna et Nantes).

Les données sociétales feront l'objet d'un travail d'harmonisation courant 2016.

### Périmètre de reporting RSE

Le périmètre du rapport RSE qui a été retenu pour 2015 concerne le site écossais de

Livingston, le site autrichien basé à Vienne, le site suédois de Solna et le site français de Nantes.

Les raisons pour lesquelles les filiales localisées au Japon, aux Etats Unis et au Canada ont été exclues du périmètre du rapport RSE 2015 sont les suivantes :

- + pour le Japon ne subsiste qu'une activité de développement et de suivi des licences et partenariats. Cela mobilise une personne à temps partiel (20% ETP) en contrat à durée indéterminée ;
- + pour les Etats Unis, seulement deux personnes y travaillent au 31/12/2015 à temps plein et en contrat à durée indéterminée.
- + Pour le Canada, les recrutements ont eu lieu au cours de l'année 2015 et seront pris en compte à compter de 2016 afin de disposer d'éléments de comparaison sur des périodes identiques (1 an).

### Référentiel de reporting

Afin d'assurer l'homogénéité et la fiabilité des indicateurs suivis dans l'ensemble des filiales le Groupe poursuit la mise en œuvre de référentiels communs pour les données quantitatives sociales et environnementales. Ces documents précisent les méthodologies à suivre pour le reporting des indicateurs de l'ensemble du Groupe : définitions, formules de calcul, etc.

### Méthode de collecte des données

La collecte des données pour l'année 2015 s'est organisée comme suit :

1. Maintien des personnes ressources identifiées en 2014 pour remonter les données, quantitatives et qualitatives, sociales, sociétales et environnementales de chaque site afin d'optimiser la collecte. Pour le site de Solna les personnes ressources ont été identifiées cette année.

2. Envoi aux personnes ressources d'un tableur de collecte des informations à renseigner assorti du référentiel mis en place pour les données quantitatives sociales et environnementales.
3. Classement des documents sources réceptionnés (codification) selon les trois champs : social, environnement et sociétal.

**A** suivi d'un numéro : pour l'environnement

**B** suivi d'un numéro : pour Social,

**C** suivi d'un numéro : pour le sociétal.

Dans les tableaux récapitulatifs des indicateurs sociaux, environnementaux et sociétaux, une colonne précise les codes des documents sources. Ces documents sont ensuite mis à disposition auprès du cabinet vérificateur.

Pour la construction de ce rapport RSE, la collecte des données s'est organisée auprès des personnes ressources identifiées en interne :

- + des personnes ressources identifiées par site pour coordonner lorsque possible et transmettre les données quantitatives et qualitatives pour le champ social ;
  - + des personnes ressources identifiées par site pour coordonner lorsque possible et transmettre les données quantitatives et qualitatives pour le champ environnemental ;
  - + des personnes ressources identifiées pour site pour coordonner lorsque possible et transmettre les données qualitatives concernant le champ sociétal ;
  - + une personne à Nantes en France pour coordonner la collecte au niveau international.
4. mise en place d'une plateforme dédiée au reporting RSE (en cours d'installation sur le serveur interne) pour améliorer le stockage des données et en faciliter l'accès aux personnes ressources.

### Comparaison des données des rapports RSE entre 2014-2015

La comparaison des données est encore partielle puisque les informations n'ont pas été collectées sur le même périmètre (nouveau site de production en suède). Certains éléments manquent encore d'harmonisation au niveau du Groupe.

Cette année, la comparaison avec les données du rapport RSE 2014 a permis de mettre en évidence des évolutions dans le domaine environnemental et social sur le périmètre du rapport de 2014 (hors Suède).

### Politique de responsabilité sociétale de Valneva

En 2015, le Groupe Valneva a été concentré sur l'intégration de l'unité de production de Solna, le développement d'un établissement commercial (Canada) et n'a pas eu la possibilité de définir et mettre en œuvre une politique RSE structurée autour d'orientations stratégiques et déclinée dans un programme et un plan d'actions, ce qui pénalise la lisibilité des actions mises en place.

C'est également la raison pour laquelle le rapport est structuré selon les trois axes : social, environnemental et sociétal.

### Les délais de réalisation du rapport

Les délais de collecte et d'analyse des données puis de rédaction du rapport étant très courts et les établissements étant implantés dans plusieurs pays, il n'a pas été possible de conduire d'entretiens détaillés auprès des différents acteurs.

Le rapport a ainsi été établi sur la base des documents écrits collectés.

### Test de matérialité

Les délais de construction des derniers rapports n'ont pas permis de réaliser une matrice de matérialité pertinente permettant une priorisation des enjeux de responsabilité



sociétale de Valneva au regard des attentes de ses parties prenantes importantes.

Des démarches de due diligence sont actives au sein du Groupe tout particulièrement pour la responsabilité liée aux produits (pharmacovigilance). La consultation des parties prenantes n'est toutefois pas mise en place de manière formalisée et exhaustive.

### **Les améliorations à envisager**

Des améliorations peuvent être envisagées pour les années futures, à savoir :

- + la formalisation d'axes RSE spécifiques au Groupe Valneva et déclinés au niveau des filiales permettant d'harmoniser les procédures et les indicateurs ;
- + la construction d'un référentiel commun précisant les indicateurs pertinents (quantitatifs et qualitatifs) et la méthodologie pour les données sociétales ;
- + un test de matérialité adapté au Groupe afin d'identifier les enjeux les plus importants en lien avec les attentes des parties prenantes internes et externes essentielles de Valneva.

## DEFINITIONS

### INDICATEURS SOCIAUX

#### Pertinence

Les indicateurs sociaux permettent d'appréhender, à travers des données quantitatives et qualitatives, les droits de l'homme, l'employabilité, les conditions de travail, les politiques de formation, les impacts sur la santé et la sécurité des salariés, la diversité et l'égalité des chances.

#### Effectif total

Sont considérés comme effectifs inscrits les employés ayant un contrat de travail (CDI ou CDD) avec une société du Groupe Valneva. Les effectifs inscrits sont exprimés en nombre de « têtes », quel que soit le temps de travail ou la date d'entrée durant l'année.

#### Age moyen

Les dates de naissance sont soustraites au 31/12/2015 puis divisées par 365,25 pour chaque employé ayant un contrat de travail (CDI-CDD) avec une société du Groupe Valneva puis divisé par l'effectif total.

#### Embauches et licenciements

Les embauches et les sorties excluent tous les mouvements intra Groupe tels que transferts internationaux, transferts inter sociétés ou inter sites.

#### Les personnes nouvellement recrutées

Les nouveaux salariés recrutés pendant l'année et ayant un contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée. Le passage d'un contrat à durée indéterminée à un à durée déterminée pendant l'année n'est pas considéré comme un recrutement.

#### Contrat à durée indéterminée

Inclut les dirigeants d'entreprise, les "mandataires sociaux" en France et deux membres MB en Autriche.

#### Le nombre de licenciements

Le nombre de licenciements correspond au nombre de renvois forcés et exclut les démissions et les ruptures de contrats avec accord réciproque.

#### Le taux d'absence

Ce taux correspond au le nombre total des jours d'absence pendant l'année (du lundi au vendredi, soit 5 jours par semaine) atteint en moyenne sur le nombre de salariés actifs (calcul de la moyenne à partir des bases mensuelles) et concerne uniquement les jours maladies (= moyenne des jours maladies par employé).

#### Formation

Les heures de formations externes sont les seules comptabilisées.

#### Accords et conventions collectives

Un accord collectif est un accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales en vue de fixer des règles relatives aux conditions de travail, à l'emploi ou aux garanties sociales des salariés.

#### Maladie professionnelle

Maladie survenue à la suite d'une exposition à des facteurs de risque d'origine professionnelle (risques physiques, chimiques ou biologiques).

#### Accident de travail

Accident survenu en raison ou à l'occasion du travail, quelle qu'en soit la cause, à toute personne salariée ou travaillant pour le compte du Groupe. L'accident de travail peut aussi se produire durant un déplacement professionnel. Seuls les accidents avec arrêt de travail sont présentés dans ce rapport.

### INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

#### Pertinence

Les indicateurs environnementaux rendent compte des intrants (énergie, eau et matières premières), des sortants (émissions, effluents, déchets) et des modes d'impact de l'organisation sur l'environnement.

#### Volet matières

Les matières premières consommées pour le cycle de production.

#### Le volet énergie

La consommation d'énergie directe (issue de source d'énergie primaire) est ici la seule prise

en compte. Les économies d'énergie liées au suivi des consommations et à l'optimisation des équipements sont indiquées du point de vue qualitatif. Les consommations sont exprimées en MWh.

#### **Volet eau**

Les consommations prises en compte concernent uniquement le volume d'eau prélevé. Les consommations sont exprimées en m<sup>3</sup>.

#### **Volet biodiversité**

Description qualitative des impacts liés aux activités, produits et services.

#### **Volet émissions, effluents et déchets**

Les émissions directes de GES sont prises en compte et exprimées en T CO<sub>2</sub>.

La masse des déchets est prise en compte par catégorie avec une différenciation déchets dangereux et non dangereux. Les productions de déchets sont exprimées en tonnes.

**Le volet transport** (salariés, fournisseurs, clients) n'est pas ici pris en compte faute de données.


### **INDICATEURS SOCIÉTAUX**

#### **Pertinence**

Les indicateurs sociétaux rendent compte des impacts de l'activité sur le territoire, des impacts des produits sur la santé et sécurité des consommateurs, des pratiques vis-à-vis des fournisseurs et des sous-traitants et de la politique d'achat.

L'ensemble des impacts est appréhendé à partir de données qualitatives (procédures et évaluation des pratiques).

## 23.2 Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant



**SAS CABINET DE SAINT FRONT**  
AUDIT & CONSEIL EN RSE  
EXPERTISE COMPTABLE  
COMMISSARIAT AUX COMPTES  
EXPERTISE JUDICIAIRE

Rapport de vérification-REV01-15-02-2016  
RV\_300006-v1

**VALNEVA SE**  
70, rue Saint-Jean de Dieu, 69 007 Lyon

**Rapport du professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31/12/2015.**

Aux actionnaires,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1055 (dont la portée est disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)), nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31/12/2015, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce.

**Responsabilité de la société**

Il appartient au Directoire d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du Code de commerce.

**Indépendance et contrôle qualité**

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession inséré dans le décret du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable et prend en compte les dispositions prévues à l'article L.822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

**Responsabilité du professionnel de l'expertise comptable**

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;

3, rue Brindejont des Moulins - 31500 Toulouse  
Tél. : 05 61 24 74 40 - [www.cabinetdesaintfront.fr](http://www.cabinetdesaintfront.fr) - E-mail : [secretariat@cabinetdesaintfront.fr](mailto:secretariat@cabinetdesaintfront.fr)

Cabinet de Saint Front, Cabinet d'expertise comptable spécialisé en Développement durable  
N° SIRET : 494 642 978 00014 - CODE NAF : 743C

1



- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 3 personnes entre le 29 septembre 2015 et le 17 mars 2016 pour une durée de 10 jours avec un audit sur site le 27 novembre 2015 sur le site de Livingston et le 15 février 2016 sur le site de Saint-Herblain.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission.

#### 1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

**Sur la base de ces travaux, nous attestons la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.**

#### 2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

##### *Nature et étendue des travaux*

Nous avons mené des entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre

Rapport de vérification-REV01-15-02-2016  
RV\_300006-v1

connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Nous avons en particulier étudié :

- informations sociales : effectifs (total ; par âge ; par sexe ; par zone géographique), conditions de santé et de sécurité au travail, accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles ;
- informations sociétales : l'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale, mesures prises en faveur de la santé et sécurité des consommateurs ;
- informations environnementales : Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement, mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement, mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets.

Pour ces informations RSE que nous avons considérées les plus importantes :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau des sites de Livingston et de Saint-Herblain, que nous avons sélectionnés en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 34% de l'effectif.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une



Rapport de vérification-REV01-15-02-2016  
RV\_300006-v1

assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

#### *Conclusion*

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère.

Fait à Toulouse, le 17 mars 2016

**L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT  
SAS CABINET DE SAINT FRONT**

**Jacques de SAINT FRONT**  
Président



## **24. MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT**

Les mandats du Co-Commissaire aux Comptes titulaire, Cabinet PWC, et du Co-Commissaire aux comptes suppléant, Madame Anik Chaumartin, actuellement en fonction, ne prendront fin qu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les mandats du Co-Commissaire aux Comptes titulaire, Cabinet Deloitte et Associés, et du Co-Commissaire aux comptes suppléant, Cabinet Beas et Associés, actuellement en fonction, ne prendront fin qu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2019 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

---

Après lecture du présent Rapport, nous vous présenterons en détail le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Fait à Vienne, le 17 Mars 2016

### **LE DIRECTOIRE**